

LA COMPAGNIE DES SECRÉTAIRES DU ROI (1351-1791)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Pierre ROBIN

DOCTEUR ÈS LETTRES

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur

Suffragants }

MM. PETOT,
REGNAULT.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933

**LA COMPAGNIE
DES SECRÉTAIRES DU ROI
(1351-1791)**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA COMPAGNIE DES SECRÉTAIRES DU ROI (1351-1791)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Pierre ROBIN

DOCTEUR ÈS LETTRES

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur

<i>Suffragants</i>	}	MM. PETOT, REGNAULT.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933



INTRODUCTION

Le 11 avril 1791, l'Assemblée Constituante votait presque sans discussion un décret sur l'organisation du Ministère, dont l'article 4 était ainsi conçu : « Il y aura près du Ministre de la Justice trois gardes et un officier qui veilleront sur le sceau de l'État. Les Secrétaires du Roi du Grand Collège sont supprimés ». La loi du 27 avril-25 mai confirmait dans les mêmes termes la suppression des Notaires Secrétaires du Roi, de la Maison et Couronne de France. Ainsi disparaissait, entraînée par la Révolution, une des plus anciennes institutions de la France, dont plus de quatre siècles d'histoire n'avaient qu'assez peu altéré la physionomie.

La Compagnie des secrétaires du Roi, née de l'ancienne confrérie érigée par lettres patentes en date du mois de mars 1351¹, ne pouvait au surplus survivre à un tel bouleversement. Les fonctions de ces officiers, les privilèges dont la Monarchie les avait comblés avaient suscité des haines trop profondes. On en retrouve encore l'écho dans une pétition déposée le 7 messidor an II à la barre de la Convention, par la commune de Chabanais : « Il est de la justice de faire régorgger aux sangsues du peuple les richesses qu'ils ont entassées ; rapportez donc le décret qui avait ordonné le remboursement des charges de trésoriers et de secrétaires du dernier tyran. Portez enfin les derniers coups à tout ce qui fait partie de cette caste financière. Ses injustices et ses dilapidations provoquent la colère et la vengeance nationales ».

1. Ces lettres sont datées de mars 1350, selon la numérotation en vigueur jusqu'en 1565, mais nous adopterons pour tous les textes antérieurs à cette date le calendrier moderne.

Sans doute ne saurait-on se fonder sur de tels textes pour porter un jugement impartial sur les secrétaires du Roi. De même les nombreux libelles, les factums qui au xvii^e et au xviii^e siècles parlent de la Compagnie ne le font qu'avec une évidente partialité ou en censurant âprement son attitude. Faut-il croire que celle-ci n'est à cette époque « qu'un vaisseau rapetassé de tant de « morceaux différents qu'il ne lui reste plus rien, ou très « peu, de ce qu'elle a été », et que ses membres, « semblables à ces météores que l'on a toujours méprisés « parce qu'ils sont formés des vapeurs grossières de la « terre et du limon, (ne sont que) des gens sans aucune « littérature, à qui l'ignorance a l'honneur d'appartenir, « (des) oiseaux de nuit qui ne voient point dans le grand « jour, (des) enfants des hommes... qui ont le vertige¹ ? »

Doit-on au contraire estimer qu'ils sont encore ces grands serviteurs de l'État, ces hommes d'éminente valeur dont parlent les lettres patentes de novembre 1482, « personnes notables, de grande science, vertu et expérience, sûrs et féables, de louable renommée et très approuvée connaissance et estimation ? ». Ne faut-il pas plus simplement penser

Qu'ils n'ont dû mériter

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité,

et ratifier le jugement du maréchal Duc de Villeroy, gouverneur de Louis XV, qui présentait au Roi enfant la Compagnie en ces termes : « Sire, voilà la Compagnie des Secrétaires de Votre Majesté, qui vient témoigner à Votre Majesté la joie qu'elle ressent du rétablissement de Votre santé. Cette compagnie est une des plus anciennes et des plus considérables du Royaume. Les Rois prédécesseurs de Votre Majesté lui ont donné par distinction les plus beaux privilèges. Elle est composée de très honnêtes gens et elle a toujours été d'un très grand secours à l'État. Je puis assurer Votre Majesté de son zèle »².

1. B. N. f° Fm. 15.587.

2. V[2] 69.

Pour répondre à une telle question, il faut étudier sa vie, et une telle recherche n'apparaît pas sans intérêt, puisque la Compagnie fut un des corps les plus considérables de l'Ancien Régime. Mais auparavant il convient de dire brièvement ce qu'étaient les secrétaires du Roi, et en quoi consistaient leurs fonctions et leurs privilèges, puisqu'aussi bien le but de ce livre est essentiellement d'étudier la Compagnie comme corps d'officiers, dans son organisation même et dans ses rapports avec le Roi et les autres corps. Nous écarterons donc, après ces quelques pages qui leur sont consacrées, l'étude des fonctions des secrétaires, au surplus assez connues et qui ne sont ici rappelées que pour permettre de mieux comprendre l'histoire de la Compagnie et le rôle joué par elle entre 1351 et 1791.

* * *

Les secrétaires du Roi faisaient remonter leur origine jusqu'à ces anciens barons et ces premiers secrétaires de l'Empire romain, « *qui cingulo militumque more utebantur*, et qui étaient les sages dépositaires des secrets de leurs Empereurs »¹. Sans remonter jusqu'à de telles antiquités, et sans discuter, avec un factum édité à Paris en 1609, la question de savoir si sa charge de secrétaire constituait ou non un titre de gloire pour Eumène, beau-frère d'Alexandre le Grand, et si c'était avec raison « que le grand écuyer dudit Alexandre ne laissait pas de l'avoir à mépris, voire à chaque bout de champ lui reprochait la plume et l'écritoire »² — tout ceci afin d'en tirer une conclusion pour les secrétaires d'Henri IV au ^{xvii}e siècle — il est certain qu'en France les princes de la première et de la deuxième Races eurent auprès d'eux des hommes de confiance pour exprimer et publier leur volonté, et que ces personnages, tous clercs, jouissaient auprès du Roi d'une situation prééminente.

1. B. N. f° F. 15.584.

2. B. N. 8° Fm. 3.476.

Leur nombre et leur titre ne laissent pas d'avoir beaucoup varié au cours de ces quelques siècles¹. Aurélien sous Clovis est nommé *referendarius*, et Valentien sous Childebert *notarius* et *amanuensis*. Mais à cette époque il n'y a le plus souvent qu'un officier de ce genre auprès du Roi, et on peut voir en lui l'ancêtre du chancelier. Sous Clotaire III, on en voit apparaître deux, Sigond et Ayrard, sous la direction de Robert, Chancelier de France. Puis, les affaires se multipliant, leur nombre va croissant. Quant à leurs fonctions, elles sont assez simples: « Sous les premiers Rois, ainsi que le dit Miraulmont, il n'y avait autre scel pour sceller les lettres que l'anneau du Roi, lesquels les Rois baillaient à leurs notaires et secrétaires pour les imprimer en cire sur les lettres qui leur étaient commandées ». Mais cette charge les mettait auprès du Roi et en faisait des personnages considérables : ainsi Eginhard devint-il le gendre de Charlemagne. D'ailleurs de plus en plus les notaires reçurent directement les commandements du Roi, et les lettres écrites et certifiées par eux furent scellées sans que le Chancelier eût besoin d'y inscrire *Relegi et recognovi* : ce qui rendit leurs fonctions beaucoup plus considérables².

Sous les premiers Capétiens, leur titre de notaire, qui apparaît déjà dans un diplôme de Charles le Simple en 916, se fixe. Le Chancelier, dont le nom était jusqu'alors « pris et entendu communément pour celui de notaire », et qui, selon l'expression d'Hincmar, archevêque de Reims, n'était lui-même que le *primicerius notariorum*, commence à se détacher nettement des notaires du Roi, auxquels les gardes des sceaux abandonnent par ailleurs les détails du Secrétariat, lorsqu'à la mort de Guérin en 1227 la chancellerie devient vacante pour un siècle.

Les notaires voient dès lors leurs fonctions s'étendre

1. On trouve les termes *amanuensis*, *notarius*, *cancellarius*, *cartigraphus*, *scriptor*, *clericus palatinus*.

2. Ms. Fr. 25.136. Au xvii^e siècle, le Chancelier était au contraire maître absolu du sceau, et pouvait refuser les lettres, même présentées par un Secrétaire d'État.

et se diversifier : il y en a dans tous les services dépendant de l'Hôtel du Roi et dans les Cours souveraines, aux Requêtes, au Conseil, au Parlement, à la Chambre des Comptes, auprès des généraux des finances. Non seulement ils y expédient et signent les actes de chancellerie, mais le Roi leur donne des missions de confiance. Ils reçoivent les testaments des princes. En 1315, Jacques de Jasennes notifie à Robert, Comte de Flandre, son ajournement devant le Conseil du Roi pour répondre de ses rébellions ; en 1322, Charles le Bel envoie Jean de Florence rendre hommage en son nom à Edouard II pour le duché d'Aquitaine¹, en 1371 c'est Nicole de Vaires, secrétaire du Roi, qui prend en son nom possession du comté d'Auxerre, puis c'est Mathieu Guchery qui est envoyé en mission auprès du Pape, et Yves Darien qui est député auprès du Roi de Castille en 1377.

Vers la fin du XIII^e siècle, et surtout au cours du XIV^e siècle, se dessinent d'ailleurs parmi les notaires du Roi diverses classes, en raison même de la multiplication des affaires². Sous Saint Louis, on distingue déjà les clercs du Roi, officiers demeurant au Palais, ayant man-teaux et pension à la Cour, qui sont au service du prince, et les notaires, dont les bourses sont payées sur l'émolument du sceau, et qui servent sous les ordres du Chancelier. Sous Philippe le Bel, une ordonnance distingue parmi les notaires trois clercs du secret. Ceux-ci, en qui le monarque avait particulièrement confiance, « étaient comme l'œil du Roi par lequel il voyait avec certitude tout ce qui se faisait en son Royaume », et leur fonction propre était de contresigner les lettres que le Roi signait sur le repli. Parmi les trois clercs du secret, l'un portait le nom de notaire secrétaire, le second, le notaire

1. Jean de Florence devait mourir en 1324 en combattant au siège de La Réole ; « la fonction qu'il avait de clerc et notaire du Roi n'empêchait pas qu'il ne s'employât aux occasions auxquelles la noblesse se signale ». Ms. Fr. 25.136.

2. De même, à Rome, dans la chancellerie Impériale, les 26 secrétaires dont le chef était le protonotaire étaient divisés en trois classes : les *tribunii notarum*, maniant les finances, les *secretarii* qui étaient près du prince, et les greffiers pour les expéditions de justice. Les secrétaires du Roi devaient peu à peu connaître la même spécialisation. D'après Fauvellet du Toc.

de sang, expédiait les lettres criminelles, le dernier, appelé notaire du Conseil, tenait les registres du Conseil du Roi : il devait même, d'après l'ordonnance de 1320, « ramentevoir » ce qui avait été décidé à ceux qui avaient pour mission de l'exécuter¹.

Quant aux clercs notaires, ils n'expédient alors que les lettres de chancellerie à la relation du Conseil et exercent hors de la présence du Roi : cependant, personnages considérés, ils obtiennent vite d'être reçus clercs du Roi en même temps que notaires, si bien que les secrétaires deviennent de plus en plus nombreux. En 1343 ils sont sept, dont deux servent la Reine et le Duc de Normandie. Bientôt d'ailleurs, parmi les secrétaires eux-mêmes, une nouvelle distinction apparaît, et certains, à l'exclusion des autres, obtiennent provisions pour rédiger et signer les lettres de don et toutes celles engageant les deniers royaux. Ce sont les secrétaires des finances, dont l'existence remonte à 1372 et peut-être même à 1343, les plus élevés des notaires du Roi en raison de l'importance particulière des actes expédiés.

La hiérarchie entre les notaires se marque bien par les gages différents qui leur sont affectés : 6 sols par jour pour les notaires, 12 sols pour les notaires secrétaires, et 18 pour les clercs notaires secrétaires des finances. D'autre part, si un secrétaire peut remplir l'office de notaire, l'inverse ne saurait avoir lieu. De même un secrétaire ne peut signer en finances : une commission particulière est indispensable, et cette obligation se maintint longtemps, puisque le cas s'étant présenté en 1469 pour des lettres accordées au Duc de Guyenne, frère du Roi, il fallut le 8 novembre des lettres spéciales pour valider l'acte passé.

Si en effet, malgré les vains efforts du Roi au ^{xiv}^e siècle, la différence entre notaires et secrétaires disparut

1. En fait, depuis 752 jusqu'au ^{xiv}^e siècle, tous les officiers royaux furent, sinon engagés dans les ordres, du moins tonsurés. Sous Philippe le Bel, la charge de Chancelier (sinon le titre qui était supprimé) devient accessible aux laïques, et cela s'étend peu à peu aux autres officiers. Parmi les secrétaires les premiers qui furent laïcs furent les notaires de sang.

assez vite¹, celle entre les secrétaires des finances et leurs collègues, fondée sur l'éminente dignité des premiers, se maintint jusqu'en 1672, ainsi que le montrera l'histoire de la Compagnie². Sans doute les nombreuses lettres et ordonnances des Rois réduisant le nombre des secrétaires des finances montrent que les intéressés cherchèrent à multiplier ces charges plus rémunératrices. Mais ils n'y parvinrent pas, et au xvi^e siècle elles apparaissent encore d'autant plus éclatantes que Florimond Robert et vient de leur donner un lustre nouveau : protégé d'Anne de Bretagne dont il avait été le secrétaire, il fut par elle introduit aux affaires du Roi,

« Où c'est qu'il fut si bien qu'il fut en diligence »

« Au secrétariat suprême de la France »,

comme le dit un vieux manuscrit. En fait il dirigea la politique française avec le seul titre de Secrétaire des Finances, auquel vint s'adjoindre plus tard celui de Principal surintendant des affaires. C'est à juste titre que l'on peut voir en lui le premier des Secrétaires d'État, l'ancêtre de nos ministres actuels.

Au xvi^e siècle en effet on réduit le nombre des secrétaires des finances, qui se distinguent dès lors encore plus nettement des notaires du Roi³. Henri II, par un édit du 14 septembre 1547, en choisit quatre pour leur confier toutes les affaires de l'État, qu'il répartit entre eux territorialement, et leur donne le titre de Secrétaires de ses commandements et de ses finances. Au traité de Cateau-Cambrésis (1559), pour ne pas paraître infé-

1. Dans l'ordonnance de 1413 (art. 223) l'office de notaire apparaît encore comme un degré pour parvenir à celui de secrétaire. Le comte de Luçay dit que dès 1381 le titre de secrétaire est devenu commun à tous les notaires du Roi, mais cela semble inexact puisqu'il n'y avait que 30 secrétaires en 1393 et 20 en 1458, le nombre des notaires étant bien supérieur.

2. L'édit de 1574 augmentant le nombre des secrétaires des finances est sur ce point fort net. Ceux-ci, dit-il, devront continuer à se pourvoir d'offices de notaires secrétaires, « pour établir par ce moyen l'ancien usage... suivant lequel les secrétaires des finances étaient aussi pourvus d'offices de secrétaires et les secrétaires d'offices de notaires : lesquels offices, quoiqu'ils exerçassent conjointement, leur fonction ne laissait pourtant pas d'être différente ».

3. Des créations nouvelles de secrétaires des finances devaient encore avoir lieu au xvii^e siècle.

rieurs aux représentants du Roi d'Espagne, ces quatre hauts personnages allaient prendre le titre définitif de Secrétaires d'État. Cependant, pas plus que les Secrétaires des Finances, les Secrétaires d'État ne devaient quitter le corps dont ils étaient sortis. Durant tout le ^{xvii}e siècle ils furent en fait pourvus de charges de notaires secrétaires du Roi. Au ^{xviii}e siècle, sans doute, on les voit obtenir assez aisément des lettres de dispense, mais le fait même qu'une permission spéciale du Roi était indispensable prouve qu'à la veille de la Révolution le principe subsistait¹.

On doit cependant faire abstraction des Secrétaires d'État, dont les attributions étaient trop particulières, pour résumer brièvement les fonctions des secrétaires du Roi dans les derniers siècles de la Monarchie. Celles-ci, tout en se diversifiant, étaient restées celles que remplit les anciens clercs notaires du Moyen Age, et les secrétaires avaient au moins en principe un quasi-monopole des écritures officielles. A la Grande Chancellerie, la spécialisation s'était intensifiée : les uns, tel Jean Bourré sous Louis XI², expédiaient les lettres de nomination aux offices, source de beaux revenus et parfois d'extorsions, les autres s'occupaient des lettres criminelles, les secrétaires des finances des lettres de don, d'autres enfin des lettres de justice. Jusqu'en 1578 c'était aussi les notaires secrétaires du Roi qui préparaient les textes législatifs, ainsi qu'en témoigne l'ordonnance de 1482. La plupart d'ailleurs ne rédigeaient plus eux-mêmes les actes, mais se reposaient de ce soin sur leurs clercs domestiques. Cet emploi, « réputé en toutes

1. C'était là un honneur auquel les secrétaires du Roi tenaient beaucoup, et on les voit protester très vivement auprès du Roi lorsqu'en 1710 M. de Torcy veut vendre sa charge de secrétaire. C'est la première fois qu'un tel fait se présentait ; et en 1633 le Conseil, sur instance de la Compagnie, avait obligé M. de Chavigny, Secrétaire d'État, à se pourvoir d'une charge de notaire secrétaire sans laquelle il n'aurait pu signer les lettres ni recevoir les contrats de mariage des Rois ni des princes du sang. En 1710, on ne le permit à M. de Torcy qu'en raison de circonstances particulières, et sans que « cette grâce singulière accordée pour de puissants motifs pût tirer à conséquence ». V[2] 68.

2. Bucart, *Jean Bourré*.

Républiques et Monarchies pour vil et mécanique », ne pouvait en effet qu'être méprisé par les secrétaires du Roi, qui devinrent au cours des siècles de plus en plus soucieux de leurs privilèges et de moins en moins occupés de leurs fonctions.

Toutes les chancelleries des Cours souveraines possédaient d'autre part des secrétaires du Roi, auxquels étaient réservés certains offices comme ceux d'audien- ciers ou de secrétaires, ceux surtout de greffiers et de notaires des Parlements. A mesure que ceux-ci acqui- rent un sceau particulier, signe visible de la création d'une chancellerie auprès d'eux, le nombre de telles charges se multiplia, tant dans ces Cours qu'aux Cours des Aides, des Monnaies, des Comptes, au Grand Conseil, aux Requêtes de l'Hôtel, dans les présidiaux. D'autre part, jusqu'à la déclaration du 27 août 1747, les greffiers du Conseil durent être pourvus de charges de Secrétaires du Roi.

D'autre part, lorsque les États Généraux se réunis- saient, les secrétaires du Roi y avaient séance. Ainsi, aux États de Tours, tenus du 6 au 14 avril 1460 en la Grand'Salle de l'hôtel archiépiscopal, le greffe était oc- cupé par un notaire du Roi, et les secrétaires y étaient assis à des places d'honneur — de même, aux États de Blois de 1576, ils siégeaient au premier rang, au bas de l'estrade où se tenait le Roi, comme le montre une vieille estampe conservée dans les archives de la Compagnie. En 1789 ils demandent encore et obtiennent séance aux États. Néanmoins, à cette date, ce n'est plus dans le dessein d'y exercer leur charge, mais parce que ce droit leur ap- paraît comme un de leurs plus anciens privilèges qui flatte leur vanité. Les secrétaires du Roi avaient passé l'âge des services, et presque celui des privilèges : ils en étaient à l'âge des vanités¹.

Dans les derniers siècles de l'Ancien Régime, les se- créétaires du Roi apparaissent en effet comme des pri-

1. Avaient-ils aussi dans leurs attributions d'être les historiographes de la France ? Il ne le semble pas, bien qu'on l'ait cru sur la foi d'une ordonnance de Philippe le Long et d'après les termes de l'édit de janvier 1566.

vilégiés. Dès le début de leur histoire on voit les princes les combler de leurs faveurs. Leur charge de clercs, les rapprochant de la personne royale, leur avait assuré dès les premiers siècles la commensalité, le droit de manteaux, le franc salé, la séance au Parlement. Une ordonnance du 10 janvier 1317 les exempte des droits de péage coutumiers pour toutes les provisions destinées à leur usage¹. Dès 1319 on les voit aussi jouir de privilèges de juridiction, et le droit de *committimus* leur permet de porter directement leurs causes devant les Requêtes de l'Hôtel. L'influence à la Cour d'Alain Chartier, un des leurs, qui d'après la légende sut rendre une Princesse amoureuse de sa bouche d'or, contribua au xve siècle à leur faire accorder et à leur maintenir de nombreux privilèges² : exemption de la taille par lettres du 9 juin 1386, généralisée par de nouvelles lettres de 1414, qui les exemptent de tous actes, subsides et subventions faites et à faire pour quelque cause que ce fût ou pût être », exemption du quart et du huitième de vin, exemption du ban et de l'arrière-ban. Cela n'empêchait pas cependant divers secrétaires du Roi de combattre pour la France, ainsi que le dit M. Spont : « *nunc canones ferreos ad tempus dant ac sese ad bellum, licet banno immunes, parunt, nunc Deum pro felici belli exitu orant* ». On peut admettre cependant qu'à partir du xvie siècle la plupart des notaires préférèrent cette seconde méthode et prient pour l'heureuse issue des guerres, sans y prendre personnellement part.

C'est à la fin du xve siècle que sont définitivement fixés les privilèges des secrétaires du Roi, par les lettres de novembre 1482, communément appelées le Grand Privilège, et par celles de février 1485, ces deux textes ayant été confirmés par des édits de décembre 1518 et

1. Une charte du 12 janvier 1352, portant que les secrétaires du Roi sont « de temps immémorial » exempts de tels droits semble montrer que ces privilèges étaient encore plus anciens.

2. B. N. 4° Fm. 2219. « Quoique leurs fonctions fussent très nobles, dit ce texte, ils doivent toute leur élévation à Alain Chartier, secrétaire des Rois Charles VI et Charles VII, qui par sa sagesse et son éloquence s'acquît le nom de Sénèque français et Père de l'éloquence française. Il obtint par son crédit la plupart des privilèges de cette Compagnie ».

de 1519¹. Les lettres de 1482, par lesquelles, dirent leurs ennemis, « ils se virent comme l'Aigle qui rajeunit après avoir rompu son bec courbé de vieillesse² », confirmaient et développaient leurs privilèges personnels, leurs exemptions de charges fiscales et civiques ; leurs causes criminelles ne pouvaient être portées en première instance que devant la Grand Chambre du Parlement de Paris. Les lettres visaient aussi les privilèges de leurs charges, leurs bourses et leurs gages : le trépas d'un Roi n'affectait pas leur situation, et les secrétaires qui résignaient entre les mains de leurs fils ou gendres conservaient leurs privilèges³. Ce texte de 1482, très favorable aux secrétaires du Roi, rencontra de fortes oppositions, notamment celles de plusieurs seigneurs du sang, chapitres et églises, qui voulurent empêcher sa vérification. Le Parlement l'enregistra cependant, et Charles VIII en 1485 accorda à ses secrétaires un droit plus important encore, générateur lui-même de nombreux privilèges, l'anoblissement par la seule investiture de leur charge⁴.

C'était là un grand privilège, et sous l'Ancien Régime c'était une plaisanterie courante de dire que si Adam avait eu pour un sou d'esprit, il aurait acheté une charge de secrétaire du Roi : ainsi tous les hommes eussent été nobles. « Du moment qu'un secrétaire du Roi est pourvu de sa charge, disait la Compagnie dans un mémoire présenté au Chancelier vers 1680 et concernant ces lettres, il est par un effet mystérieux de leur Toute-Puissance fait noble au-delà de quatre générations et rendu capable de posséder à juste titre tous ordres de chevalerie »⁵.

Les termes employés sont à cet égard fort nets :

1. Celui-ci semble particulier aux secrétaires des finances, mais les notaires secrétaires du Roi avaient exactement les mêmes privilèges.

2. Ms. fr. 16270.

3. Des édits postérieurs vinrent régler les nombreuses questions que soulevait la résignation.

4. Certains prenaient même cette qualité avant d'en être revêtus, et lors de la vérification des titres de noblesse au xviii^e siècle on voulut réprimer ces abus. Ms. Clairambault 450.

5. B. N. f^o F. 15584.

« *perinde ac si eorum nobilitas ab antiquo et ultra quartam procederet generationem* », dit le Roi. Il semble cependant que les nobles de race regardaient avec quelque mépris ces récents anoblis, et que divers Ordres comme ceux de Malte et du Saint-Esprit, ou le chapitre des Comtes de Saint-Jean du Lion, qui exigeaient quatre degrés de noblesse, ne reçurent jamais de secrétaires du Roi non nobles auparavant. D'autre part leur noblesse personnelle ne se transmettait que s'ils avaient servi vingt ans. Enfin certains privilèges particuliers leur étaient âprement disputés, et ils n'obtenaient pas toujours justice — ainsi pour le partage noble de leurs successions, dans certaines provinces telles le Maine et l'Anjou, en raison du silence de la coutume — ainsi surtout pour l'admission aux assemblées des Notables, l'élection ou l'éligibilité aux États Généraux, questions qui furent débattues avec passion à la fin de l'Ancien Régime. Les Rois eux-mêmes n'avaient pas au surplus toujours la même attitude : alors que Louis XV de sa propre main écrit en marge d'une lettre concernant une affaire d'exemption : « le tribunal doit juger les Secrétaires du Roi comme les gentilshommes », Louis XVI refuse de les considérer comme nobles de quatre générations pour l'application du règlement de 1781 sur les grades militaires¹.

Les secrétaires apparaissent même comme des privilégiés parmi ces privilégiés que sont les nobles et les grands officiers du Royaume. C'est ainsi qu'ils n'ont pas part aux frais d'élection des députés de la noblesse aux États, alors même qu'ils ont voté. Jusqu'en 1771, ils jouissent de l'exonération du droit de lods et ventes pour les biens achetés dans les domaines du Roi, alors que les officiers des Cours souveraines y sont soumis. Parfois on leur permet de veiller eux-mêmes sur leurs privilèges, ainsi sur l'exemption dont ils jouissent de loger les gens suivant la Cour, même les ambassadeurs. Les lettres patentes du 12 juin 1568 les autorisent, lors-

1. V[2] 55. Voir la lettre écrite à ce sujet par le marquis de Ségur, Secrétaire d'État, au Garde des Sceaux et V[2] 71, pour l'affaire précédente.

qu'on marque leurs maisons, à effacer les traces et à en refuser l'entrée.

Même lorsque des édits assujettissent à divers droits « exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés », on trouve quelques mois plus tard des lettres ainsi conçues — 4 octobre 1537 : « ne voulons pas que sous ces mots exempts et non exempts, ils y soient compris » — 27 mars 1598, 7 juillet 1598 : « sous les mots de toutes personnes sans exemption d'aucune.... Sa Majesté n'a jamais voulu parler des secrétaires du Roi » — 5 septembre 1616 : « sous lesquels mots (le Roi) n'avait entendu ni n'entendait les comprendre ». Ainsi l'historiographe Duchesne a-t-il pu dire « qu'ils sont les seuls officiers du Royaume aux immunités desquels on n'a jamais donné d'atteinte depuis leur création, pour quelques causes et occasion qui se soient présentées, même dans les plus urgentes nécessités de l'État ».

On conçoit dès lors que la fonction de secrétaire du Roi ait été fort recherchée. Beaucoup, surtout aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, y voient un moyen de s'anoblir argent comptant et achètent des charges fort cher :

« Je t'entends et je voi »

« D'où vient que tu t'es fait secrétaire du Roi »,

dit Boileau dans sa satire X. Cependant jamais le titre n'en fut avili, et si l'on parcourt les registres des secrétaires du Roi qui nous ont été en partie conservés, on y voit quantité de noms illustres, aussi bien au Moyen Age qu'aux Temps Modernes.

Sans compter Alain Chartier et Florimond Robertet, on peut rappeler qu'Enguerrand de Marigny, La Balue, Jacques Cœur furent Secrétaires des Finances — et ces noms suffiraient à prouver que, si la charge comportait de belles prérogatives, elle n'était pas sans danger : de Marigny à Semblançay, c'est-à-dire en deux siècles, huit secrétaires furent pendus ou assassinés, trois connurent l'exil, la proscription ou la prison. Au ^{xvi}^e siècle, nombreux sont les Pasquier, les Molé, les Marillac, les Lamoignon, les Séguier, au ^{xvii}^e les Talon, les de Thou,

les Guénégaud, les Colbert. Au dernier siècle de la vie de cette Compagnie, de grands seigneurs ne dédaignent pas de s'y faire recevoir : en 1704 le maréchal de Villars, en 1719 le duc de Montmorency-Luxembourg y sont accueillis. En 1694 Louis de Bourbon, chevalier de Soissons, en 1719 le duc d'Antin, marquis de Montespan, font le même honneur à la vieille Compagnie. Ainsi l'histoire de celle-ci apparaît-elle d'autant plus intéressante à tracer qu'elle se mêle à l'histoire des plus vieilles et des plus nobles familles de France. Elle fit la grandeur de certains de ses membres qui consacrèrent leur vie au service du Roi ; la gloire que certains autres s'étaient acquise dans les combats ou à la tête de l'État vint rejailir sur elle.

* * *

Une telle histoire pouvait d'ailleurs être aisément tentée, une partie assez importante des papiers de la Compagnie nous ayant été conservée. Celle-ci avait encore au XVIII^e siècle une quantité considérable d'archives qui étaient pieusement gardées au couvent des Célestins¹. Par une délibération en date du 20 février 1779, elle décida que les pièces qui étaient le plus souvent consultées seraient gardées désormais à la Chancellerie du Palais. Ces pièces avaient fait l'objet, notamment en 1560 et en 1692, de divers inventaires partiels qui rendaient les recherches plus faciles. L'ensemble des titres des secrétaires du Roi et des minutes de la Grande Chancellerie de France, conservées aux Célestins, fut remis et déposé le 8 thermidor an V aux archives judiciaires, ce dont fait foi un procès-verbal dressé par un membre du Bureau du triage des titres et un vérificateur de la Comptabilité nationale².

1. On verra par l'histoire de la Compagnie les liens qui l'unissaient à cet ordre. Ces archives occupaient 3 grandes armoires contenant chacune 6 rangs de bas en haut, chaque rang étant rempli de 3 cassettes, ce qui en montre l'importance.

2. V[2] 23.

Ces pièces sont aujourd'hui aux Archives Nationales, réparties entre 79 cartons de la série V₂, que nous avons consultés. Les 27 premiers contiennent les titres généraux de la Compagnie, dont certains avec le grand sceau de cire verte, emblème de la perpétuité, les lacs de soie verte et rouge ; on y retrouve la plupart des ordonnances, lettres patentes et arrêts concernant les secrétaires du Roi. De V₂ 32 à V₂ 51 se trouvent réunies les lettres d'honneur, de provisions, les pièces d'information pour les récipiendaires, et leurs soumissions sur les registres de la société. Enfin les autres cartons renferment les délibérations de la Compagnie, dont les premières datent de 1468, et qui pour le dernier siècle nous ont été entièrement conservées.

Ce ne sont pas là d'ailleurs les seules sources auxquelles nous ayons puisé. D'abord la société s'était inquiétée de faire faire son histoire, et cette œuvre fut entreprise par Tessereau, l'un des siens, en collationnant ses archives. Cette histoire extrêmement complète de la Chancellerie va jusqu'en 1675, et forme un travail immense et fort intéressant. Il est difficile cependant de se fonder entièrement sur elle, en raison de la partialité naturelle de l'auteur. « Quel est ce Tessereau, disaient ses ennemis, sur la foi duquel on cite ces règlements, quelle autorité a-t-il en justice pour être cru sur sa parole ? C'est un secrétaire du Roi qui s'est fait auteur pour rapporter avec partialité tout ce qu'il a cru avantageux à sa Compagnie, et pour supprimer tout ce qui lui a été défavorable..... Ces sortes de livres faits exprès pour les Compagnies ne sont d'aucune autorité ».

En 1777 Gorneau, avocat à la Cour, écrit un *Examen historique des offices, droits, fonctions et privilèges des Conseillers du Roi*, rapporteurs et référendaires des Chancelleries près les Cours souveraines, pour rectifier Tessereau. « Il y a d'ailleurs des erreurs considérables dans ce compilateur, dit-il, qui sont rectifiées par cet Examen » ; mais son livre est aussi partial que celui de Tessereau. L'ouvrage de ce dernier avait d'ailleurs été poursuivi jusqu'en 1705, sur la demande de Pontchar-

train, et c'est sous cette forme que nous le possédons. En 1768, par une délibération du 3 décembre, la Compagnie chargeait le Procureur syndic et Monsieur Gin de continuer l'œuvre, mais il ne semble pas que ce projet fut mis à exécution.

D'autres livres encore parlent des secrétaires du Roi : P. Viollet, *Le Roi et ses ministres*, le *Traité de la Chancellerie* de P. de Miraulmont ; P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France* ; L. Beurrier, *Histoire du monastère des Célestins* ; O. Morel, *La Grande Chancellerie royale* ; A. Spont, *De Cancellariæ regum Franciæ Officiariis*. A l'École des Chartes d'autre part, trois thèses, à des dates différentes, furent soutenues concernant les secrétaires du Roi, celles de Messieurs Campardon, Morel et Chassaing de Borredon.

Diverses bibliothèques contiennent enfin des documents intéressants ; la Bibliothèque Nationale, où l'on trouve de multiples factums pour les procès de la Compagnie (77 pièces signalées par A. Corda), des recueils d'édits les concernant (notés par Isnard)¹, divers manuscrits des collections Morel de Thoisy ou Clairambault, et surtout de nombreux manuscrits du fonds Français ; la Bibliothèque Mazarine, où l'on peut signaler les manuscrits 2628, 3330, et 4399 ; l'Arsenal avec le manuscrit 4253 et divers autres concernant les Célestins.

C'est à ces sources que nous avons puisé pour composer ce petit livre, dont l'idée nous a été fournie par Monsieur Olivier-Martin, qui nous a donné avec une très grande amabilité de nombreuses indications fort utiles pour mener à bien ce travail, ce dont nous avons le plus grand plaisir à le remercier sincèrement ici. On pourra suivre à travers ces pages l'histoire de la Compagnie depuis 1351 jusqu'en 1791, qui fera l'objet de notre première partie. Puis nous essaierons d'en retracer aussi

1. Parmi ces recueils, citons surtout F. 25315, édité avec privilège du Roi en 1672, qui contient l'édit d'Union ainsi que divers règlements et privilèges des Secrétaires du Roi.

exactement que possible la vie intérieure. Une troisième partie exposera enfin le rôle financier considérable joué par le corps des secrétaires du Roi. Une conclusion se dégagera tout naturellement de cet exposé, concernant la place que la Compagnie tint au cours des siècles dans l'ordre administratif de l'ancienne Monarchie.

TITRE PREMIER

Histoire de la Compagnie

CHAPITRE I

SES TRANSFORMATIONS DE 1351 A 1791

C'est en 1351 que le Roi Jean le Bon permit à ses clercs notaires et secrétaires, par une charte solennelle en date du mois de mars, d'établir entre eux une confrérie. C'était bien là en effet une confrérie comme celles que connut le Moyen Age, réunion de personnes dont la religion était l'âme et dont les membres, frères en Jésus-Christ, s'unissaient pour prier Dieu et pour faire le bien¹. C'est d'ailleurs en raison de ce caractère qu'à diverses reprises les Papes accordèrent aux notaires du Roi des indulgences et des privilèges, tel Grégoire XI par un bref du 19 septembre 1372². Les termes du vieux texte latin de 1351 sont au surplus fort intéressants à cet égard.

En des périodes d'une remarquable ampleur, les lettres royales mettent les clercs notaires sous la protection de Jésus-Christ et de ses évangélistes, messagers de la parole divine, symboles de la foi qu'on doit ajouter à tout ce qui vient de la Cour du Roi³. Elles rappellent que le

1. On peut rappeler par exemple que les sergents d'armes avaient quelques années auparavant établi une confrérie en l'église Sainte-Catherine-du-Val.

2. Grégoire XI, pape de 1371 à 1377, qui rétablit avec Sainte Catherine de Sienna le Saint-Siège à Rome, était porté d'ailleurs, dit Louis Beurrier, par une affection singulière envers l'ordre des Pères Célestins.

3. Remarquons d'ailleurs que c'était des secrétaires du Roi qui avaient

Fils de Dieu, « descendant du haut des cieux dans les profondeurs du monde, afin d'arracher l'homme aux entraves de la servitude..., pour remplir la mission que Lui avait confiée Dieu son Père dans cette vallée de misères qu'est la demeure des pécheurs, envoya dans le monde entier les disciples qu'Il avait choisis afin de prêcher Son Évangile à toute créature... Ceux-ci, véridiques témoins, chroniqueurs remarquables, savantissimes docteurs, méritèrent de connaître les secrets du Ciel et d'écrire les Évangiles des actions du Christ et de son Incarnation ». Les lettres poursuivent en louant la fidélité et les services des notaires, qui, « méprisant l'écueil d'une ambition agitée, sans se laisser séduire par une funeste cupidité ni enchaîner par une âpre avarice, ont dans leur exquise libéralité... décidé d'édifier une basilique en l'honneur de la Haute Trinité, de la glorieuse Vierge Marie, des quatre très saints Évangélistes et de toute la Cour céleste ».

Le Roi approuvant leur dessein leur permettait de créer en l'église par eux construite une confrérie en l'honneur des quatre évangélistes. Désirant le leur faciliter, afin de participer aux prières qui y seraient dites et mériter le titre de fondateur de l'église, Jean le Bon leur faisait don d'une de ses maisons du bourg de Saint-Germain des Prés, avec cour, jardins et dépendances, libre de toutes redevances et servitudes, et ceci à perpétuité. Le premier souci du collège devait être d'ailleurs de remplir le but essentiellement religieux qu'il s'était assigné, puisqu'en 1352 il installait dans une maison qu'on lui avait donnée six religieux Célestins et y établissait sa confrérie¹.

La même préoccupation religieuse apparaît aussi dans la charte du 9 mai 1365 par laquelle Charles V, constatant que ses secrétaires et clercs notaires, dans le désir de « chercher le royaume de Dieu, et avec une affec-

eux-mêmes écrit ce texte, comme tous les autres actes royaux ; mais comme il avait passé sous les yeux du Roi, on peut admettre que ses termes représentent sa pensée, et qu'il tenait ses notaires en fort grande estime.

1. On peut remarquer que cela est en contradiction avec la charte de 1351, et que pour une raison de nous inconnue l'église ne fut pas construite dans le domaine donné par le Roi à Saint-Germain-des-Prés, donation que confirmèrent les lettres patentes d'août 1372. V[2] 1.

tion sincère et grand désir de cœur (Lui) rendre service par un engagement de fraternité et union », lui ont demandé de confirmer leur confrérie, accède solennellement à leur désir, affirmant « qu'il n'y a rien qui (Lui) soit plus à cœur que de faire augmenter en ces jours le culte vénérable de la Foi, dont la tradition est arrivée par la bouche des Prophètes, des Apôtres et des quatre Évangélistes ».

Mais l'intérêt principal de l'acte de 1365 n'est plus là, et cette confirmation de l'acte de 1351 s'en distingue en ce qu'elle donne à la confrérie une organisation, des statuts dont les lettres de Jean le Bon ne s'étaient pas occupées. Aussi écartérons-nous désormais le côté religieux de l'institution pour poursuivre l'histoire de la Compagnie, en remarquant cependant que celle-ci sut toujours mériter le titre de *Confrérie des Secrétaires et Notaires du Roi* que lui donnent les lettres de 1365. Celles-ci posent en effet les principes de l'organisation intérieure de la Compagnie, qui peut d'ailleurs se donner elle-même des statuts sous le contrôle du Chancelier, en développant les règles fixées par le Roi. Ainsi à la fin du siècle voit-on les notaires du Roi arrêter les statuts du Collège en présence et du consentement d'Arnaud de Corbie, et des lettres royales les approuver le 24 mai 1389.

A la fin du xiv^e siècle la confrérie des notaires du Roi est donc bien et dûment confirmée dans son existence, et celle-ci est ordonnée suivant des règles bien précises. Elle ne devait pas au reste connaître de modifications très sensibles au cours des quatre siècles de la vie de la Compagnie, bien que la physionomie de celle-ci ait subi d'assez profondes altérations de 1351 à la Révolution. Ces modifications internes doivent être brièvement retracées, car on ne saurait comprendre sans elles l'organisation et la vie de la société aux xvii^e et xviii^e siècles.

Les deux premiers siècles de son histoire se résument en deux faits principaux : d'incessantes modifications du nombre des notaires du Roi et la division du Collège en deux membres bien distincts, celui des gagés et celui des boursiers. Lorsque la confrérie fut érigée en

1351, les notaires du Roi étaient déjà bien plus nombreux qu'au début du siècle, puisqu'en 1343 leur nombre est de 74¹. Dès lors on voit l'action de la Compagnie s'exercer en faveur d'une réduction, puis d'une stabilité du nombre des confrères : vers 1360 on réduit celui-ci à 59, et c'est ce chiffre qu'entérinent en fait les lettres de 1365, l'acte de naissance véritable de la Compagnie. C'est celui que chercheront à maintenir les clercs notaires du Roi, songeant sans doute que le petit nombre des privilégiés est essentiellement favorable au bon ordre d'un État, dès lors qu'on en fait partie.

Des lettres de janvier 1387 et l'ordonnance du 9 février 1388 tentent d'empêcher les abus de nombreux notaires qui se sont faits pourvoir de charges en sus du nombre régulier, afin de jouir des privilèges et franchises y attachés, tant d'ailleurs parmi les secrétaires que parmi d'autres officiers ; étant donné, dit le Roi, « que moindre nombre et quantité d'officiers suffirait à faire et exercer les choses nécessaires..... et pourraient être iceux offices aussi bien gouvernés comme ils ont été par grande multitude, au bien et profit de Nous et au gré et moins de grevance de Nos sujets ». Les lettres du 19 octobre 1406 réduisent à 59 les clercs notaires du Roi : mais le prince lui-même doit parfois céder devant les solliciteurs, et dès le mois de juin 1408 il révoque les lettres précédentes. L'ordonnance cabochienne de 1413 et les lettres de 1418 viennent rétablir la situation antérieure.

Puis les abus reparaissent, sur lesquels il serait superflu d'insister puisque les grands édits de 1465 et de 1482 redonnent à l'antique Collège son organisation du ^{xiv}^e siècle. Le chiffre de 59 charges devient dès lors pour deux siècles définitif. Mais ces mêmes textes sanctionnent un abus contre lequel les Rois avaient vainement lutté. On parle toujours de 59 charges, mais celles-ci ne sont plus tenues par 59 secrétaires du Roi.

1. Au début du siècle, ils étaient 30. C'est à ce chiffre que le Roi avait essayé de les ramener vers 1352 : mais dès 1359 ils sont déjà 104.

Certaines en effet sont partagées entre deux secrétaires, l'un tenant les gages, l'autre les bourses, mais tous deux ayant titres et privilèges et faisant partie également de la Compagnie.

Cet usage s'était introduit dès le ^{xiv}^e siècle, lorsque de nombreux notaires avaient obtenu du Roi la permission de garder les bourses de leurs offices, en les cédant avec les gages à une autre personne. D'autre part, en dehors des 50 offices existaient deux bourses auxquelles ne correspondaient pas de gages, puisque l'une d'elles appartenait aux religieux Célestins, l'autre au Roi¹. Puis peu à peu de nombreux secrétaires en vinrent à céder leurs bourses ou leurs gages sans l'autorisation royale, ou en la surprenant par leur importunité. Le Roi essaya de lutter, notamment par la charte de 1406 qui interdit cet usage, et par l'ordonnance de 1413 sur l'organisation de la Chancellerie. Celle-ci, qu'on avait d'ailleurs imposée à sa faiblesse, s'exprimait ainsi dans son article 227 : « et si Nous faisons (de tels dons), Nous dès maintenant déclarons le don être nul et avoir été fait et impétré par importunité ou inadvertance, en défendant très expressément à Notre chancelier qu'il n'en scelle aucune lettre » .

Quoiqu'il en soit, les édits de la fin du ^{xv}^e siècle étaient venus sanctionner un tel usage, et le Collège ancien apparaît vers 1500 formé de 120 offices, 59 au membre des gages et 61 au membre des bourses, deux de ces offices étant d'ailleurs souvent réunis en les mêmes mains, d'où le nom de collège des Six-Vingts sous lequel nous le trouvons encore désigné en 1672. Mais à cette date il n'est plus seul à former la Compagnie des secrétaires du Roi, qui comprend désormais plusieurs collèges. C'est la naissance et le développement de ces autres corps qui constituent le point le plus intéressant de son histoire au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle.

1. La bourse des Célestins leur avait été donnée à la demande de la Confrérie par des lettres patentes d'août 1358, confirmées le 2 novembre 1359, en octobre 1361 et décembre 1368. La bourse du Roi date aussi du règne de Jean le Bon.

Le premier édit augmentant le nombre officiel de 59 offices porte la date de novembre 1554 : il créait 80 secrétaires du Roi, qui devaient se joindre au collège des Six-Vingts, mais il est révoqué deux ans après. En 1570, nouvelle création de 40 charges avec affectation pour leurs gages de la récente augmentation du sceau. Mais la guerre civile fait surgir des difficultés, qui rappellent celles du ^{xv}^e siècle, lorsque Charles VII s'étant retiré à Bourges suivi de ses secrétaires, le duc de Bourgogne avait nommé lui-même de nouveaux clercs notaires ; Paris étant revenu au Roi en 1436, il avait fallu concilier les intérêts des anciens et des nouveaux possesseurs. De même au cours des guerres religieuses on priva divers protestants de leurs offices, que l'on vendit à 14 nouveaux titulaires¹. L'édit de pacification de 1570 restitua aux protestants leurs offices, et les lettres de juillet 1582 révoquant celles de septembre 1570 vinrent supprimer non pas 40 mais 54 secrétaires du Roi². Dès janvier 1583 cependant les 54 furent rétablis en un collège distinct, qui connut désormais une histoire plus calme.

En septembre 1587 un édit royal crée 26 charges nouvelles (déjà créées par un édit de décembre 1581, révoqué au mois de juin suivant), afin de parfaire au chiffre de 200 le nombre des secrétaires du Roi. Un autre édit de juin 1594 créant 50 offices est de suite révoqué. Puis les lettres du 9 décembre 1608 viennent permettre aux 26 secrétaires de se réunir en un collège distinct avec ceux qui avaient été maintenus à la suite des troubles, pour former le troisième collège des secrétaires du Roi, celui des 66.

Auparavant avaient été créés d'autres secrétaires

1. Ce fut un arrêt du Parlement de Paris du 23 décembre 1568 qui les déclara impétrables.

2. Signalons qu'au cours de la Ligue Charles X, cardinal de Bourbon, créa plusieurs secrétaires du Roi, qu'Henri IV maintint par déclaration du 6 octobre 1594. De même une déclaration de février 1595 restitua leurs charges à 22 officiers destitués pendant les troubles. Les anciens titulaires devaient rentrer dans les collèges des 54 et des Six-Vingts à mesure des vacances, mais en réalité il n'en fut pas ainsi.

du Roi, qui devaient former les deux derniers collèges : celui des 36 des Finances, créé par édit de mars 1603, lequel édit suscita d'ailleurs une vive résistance à la Chambre des Comptes, puisqu'il fallut cinq ou six lettres royales de jussion et trois arrêts de vérification, dont deux modifiant l'édit, et celui des 20 de Navarre formé des secrétaires créés par déclaration de décembre 1607 et provenant des employés de la maison de Navarre¹.

Ainsi au début du xvii^e siècle la Compagnie des secrétaires du Roi apparaît-elle divisée en cinq collèges bien distincts, provenant de créations différentes, dont les privilèges sont en principe identiques mais en fait d'autant plus discutés que leur création est plus récente, qui ont enfin leur confrérie particulière, leurs propres payeurs des gages et leur vie autonome. Telle est encore la situation en avril 1672 lorsque l'édit d'Union vient réunir pour un siècle les collèges séparés. Mais à cette date, s'ils ont encore la même organisation, le nombre de certains d'entre eux s'est fortement accru par de nouvelles créations ; celles-ci au surplus n'avaient pas été sans soulever de violentes protestations.

Les secrétaires du Roi n'étaient pas les seuls à protester contre ces édits ; ainsi l'on voit en 1596 les notables de Rouen présenter à ce sujet leurs doléances², et les États Généraux de Blois et ceux de 1614 font sur le même point des remontrances au Roi. Le Parlement lui aussi résiste parfois , ainsi qu'il apparaît dans un arrêt du 23 mai 1582 ainsi conçu : « a été dit et arrêté que le nombre ancien des dits notaires et secrétaires, premièrement composé de 60, augmenté de pareil nombre, est plus que suffisant pour exécuter leurs charges ; et que l'augmentation du nombre que l'on a depuis fait, et que d'abondant on entend faire est superflu, inventé et non nécessaire... la Cour ne peut en saine conscience procéder à la vérification des lettres qui lui sont pré-

1. Nous n'avons pas retrouvé la date de création des 20 de Navarre en un collège distinct, mais son histoire montre qu'il le fut, comme les autres.

2. Poirson, *Mémoires et documents relatifs à l'histoire de France à la fin du xvi^e siècle*, p. 70.

sentées, désirant que sans aucune innovation de ce que par ci-devant a été trouvé bon, le Collège des Notaires et Secrétaires de la Maison et Couronne de France demeure en son état ancien »¹.

Toujours est-il qu'un édit de juillet 1622 crée 74 offices nouveaux, pour « avec les 26 secrétaires des Finances créés par le feu Roi... faire le nombre et collège de 100 ». Mais cet édit est révoqué dès le 6 février 1623, et le collège des Secrétaires des Finances n'est augmenté que de dix unités, par un édit de décembre 1625, enregistré au Parlement en un lit de justice et dans les autres Cours sur très exprès commandement du Roi, porté à la Chambre des Comptes par Monseigneur son Frère et à la Cour des Aides par le Comte de Soissons. Dix années plus tard, le collège passe au chiffre de 120, un édit de décembre 1635 ayant créé 84 offices nouveaux. Les autres collèges sont aussi modifiés : ainsi l'édit de juillet 1641 crée 46 offices pour être joints aux 54 anciens ; puis d'autres lettres décident qu'ils seront joints au collège des 66, et ce n'est qu'en 1655 qu'un édit vient modifier l'ancien collège des 54 en lui adjoignant 46 nouveaux membres. Contrairement à ce texte cependant, les 46 devaient ultérieurement former un corps distinct de 80 secrétaires du Roi, avec les 34 créés cette même année par des lettres désunissant les 54 et les 46 (mai 1657).

Ainsi les collèges apparaissent-ils au xvii^e siècle en perpétuelle transformation, et une telle histoire bien que simplifiée par nous à l'extrême pourrait paraître fastidieuse, si elle n'était indispensable à l'intelligence de ce que fut la vie intérieure de la Compagnie. Au reste avec le gouvernement personnel de Louis XIV s'ouvre une période moins agitée, au cours de laquelle on songe à fixer définitivement sa situation. Les dernières lettres de création, instituant 72 charges nouvelles, datent de février 1661 et sont révoquées en août de la même année².

1. Cette fois le Parlement obtint d'ailleurs gain de cause. V[2] 7.

2. Ces 72 secrétaires devaient former avec les 20 de Navarre et huit autres secrétaires un collège de 100.

Dès lors on se trouve en présence de six collèges : les Six-Vingts anciens, les Six-Vingts des Finances, les 80, les 66 et 46 joints, les 54, et les 20 de Navarre lorsqu'un édit d'avril 1664 vient supprimer 209 offices de secrétaires du Roi¹.

La Compagnie ne devait plus connaître que peu de modifications jusqu'à l'édit d'Union d'avril 1672, qui peut être considéré comme l'acte constitutif de la Compagnie, puisqu'il l'érige en son état définitif et qu'il renouvelle ses statuts². L'union était d'ailleurs souhaitée depuis longtemps, et on trouve avant 1672 plusieurs tentatives faites en ce sens. En 1640, diverses propositions avaient vu le jour, aboutissant même à un projet d'édit qui nous a été conservé : son but était d'unir en un seul collège les 384 secrétaires existants et les 16 qu'on voulait créer, pour en faire un corps de 400 « attendu, disait ce texte, qu'il n'y a d'autre différend entre eux que des gages et droits, et qu'il est plus juste que dorénavant ils soient tous réduits en un seul corps et collège et faits égaux en droits, gages et bourses, comme ils sont en privilèges, pouvoirs et fonctions »³. Ces projets furent repris par Colbert après la grande simplification effectuée en 1664. Il semble que vers 1666 des résolutions aient été prises pour supprimer toutes les charges existantes, en créant cent charges nouvelles qui vaudraient jusqu'à 100.000 livres. Mais Colbert recula devant les résistances ; c'eût été troubler trois cents familles et bouleverser trop profondément l'ordre établi⁴.

L'édit de 1672 devait être plus modeste dans son but, et ses résultats allaient justifier l'intention de ses auteurs. Son principal dessein était de réformer les abus qui s'étaient multipliés, non sans de graves inconvé-

1. Il s'agissait des 84 secrétaires des Finances créés en 1635, de 45 secrétaires parmi les 46 créés en 1641, et des 80 de récente création. F° Fm. 15597.

2. Signalons cependant des lettres d'août 1669 supprimant 6 offices qui appartenaient au Roi dans les divers collèges à raison d'adjudications, cessions ou transports V[2] 51.

3. Ms. fr. 18239.

4. Ms. Clairambault 745.

nients, « Le sceau étant une des principales marques de l'autorité royale, dont le caractère imprime à Nos sujets, disait le Roi, le respect qu'ils doivent à Nos ordres et à ceux de la Justice »¹. Ainsi Louis XIV s'était-il décidé à « retrancher quelques nouveaux officiers dont les fonctions (étaient) inutiles et à charge au public, régler et fixer les droits des autres officiers et rendre les droits de tous conseillers et secrétaires égaux et uniformes, pour ôter les contestations (nées de la) différence des dits droits », ce qui revenait à diminuer le nombre des secrétaires et à unir tous ceux qui étaient réservés en un seul et même collège. Ainsi était formé un corps unique, composé de 240 membres désignés nommément par le Roi, et que l'édit maintenait dans tous leurs privilèges². L'édit fut enregistré sans grande opposition, le 7 avril au Parlement de Paris et le 11 à la Chambre des Comptes, le 15 décembre à la Cour des Aides, enfin le 22 février 1673 au Grand Conseil.

L'histoire de la Compagnie jusqu'à la Révolution ne devait plus être aussi troublée. On peut seulement signaler, au cours de ce siècle, quelques modifications dans le nombre de ses membres, mais aucune dans sa physionomie. Parmi les principaux édits s'occupant de la Compagnie, citons : celui de mai 1691 créant 60 charges nouvelles et celui de février 1694 qui en crée 50 — ce dernier révoqué d'ailleurs en décembre 1697 — enfin celui de mars 1704 qui érige 40 offices en titre. Plus intéressant apparaît l'édit donné à Chantilly en juillet 1724, d'abord parce qu'en supprimant les cent secrétaires du Roi les plus récemment pourvus, il ramène la Compagnie au nombre ancien de 1672, ensuite en raison d'une clause spéciale prévoyant que les secrétaires nobles indépendamment de leur emploi seraient exemptés de la suppression prévue, l'exception devant être jugée par des commissaires du

1. B. N. F. 25315.

2. Parmi ces 240 sont compris les secrétaires pourvus de divers offices, mais non, semble-t-il, les 4 conseillers secrétaires servant au Parlement de Paris.

Conseil¹. Devant les difficultés soulevées, des lettres d'octobre 1727 vinrent d'ailleurs rétablir 60 offices, et c'est ce chiffre de 300 qui existait encore à l'aube de la Révolution.

Dès le mois d'août 1789 on colporte des bruits inquiétants, et l'on dit qu'il va être question de la Compagnie à l'Assemblée Nationale. Les secrétaires du Roi s'émouvent, et députent au mois de septembre auprès du Garde des Sceaux ; celui-ci les tranquillise et leur répond que jusqu'à présent il n'y a rien d'arrêté, néanmoins il leur demande une note concernant leurs fonctions, finances et privilèges. 1790 se passe sans que rien soit officiellement changé à la constitution de la Compagnie. Mais en fait les circonstances ont singulièrement modifié la situation des secrétaires du Roi ; la suppression de la noblesse héréditaire les a profondément éprouvés, les offices ne se vendent plus, les gages ne leur sont plus payés, et le 25 juin 1790 la proposition de Dumesnil de Merville de supprimer et de liquider les offices de la Compagnie n'a été repoussée que par 43 voix contre 39.

En septembre 1790, l'Assemblée s'occupe du remboursement des charges de judicature et de chancellerie, la vénalité des offices ayant été abolie dans la nuit du 4 août 1789. Après une longue discussion, elle décide qu'elles seront remboursées non sur le pied de la finance primitive ou d'après leur valeur commerciale, mais sur la base de l'évaluation de 1771, intermédiaire en fait entre les deux précédentes. Les Comités des finances et de judicature conseillent alors à la Compagnie de se faire liquider en corps, estimant que cela lui serait profitable au point de vue pécuniaire. La Compagnie accepte, et porte ses demandes devant la Direction Générale de la Liquidation, établie par la loi du 22 décembre 1790. Les travaux de liquidation, divisés en quatre sections, Finances, Guerre, Marine, Maison du Roi, s'y poursuivaient sous la surveillance de neuf comités de

1. Ceux qui étaient obligés par leur charge à être pourvus de cet office jouissaient de la même exemption. La commission comprenait six Conseillers d'État et huit Maîtres des Requêtes. Ms. Clairambault 745.

l'Assemblée : ce fut au Comité de judicature qu'échut la charge de liquider les offices des secrétaires du Roi ¹.

La liquidation fut assez rapide : sans compter divers secrétaires du Roi auprès des Cours de province, dont les offices furent remboursés à 80.000 livres environ, avec ceux des officiers de ces cours, en 1791, les charges de la Compagnie furent liquidées en corps par un décret de l'Assemblée en date du 17 mars, sur le rapport du Comité et selon les bases arrêtées par la Direction de la Liquidation : les 268 charges de secrétaires du Roi étaient évaluées à 122.313 l. 8 s. 6 d., dont 120.000 pour l'office et 1500 pour le droit de survivance, le reste provenant de l'excédent de l'actif sur le passif. Les 19 charges vacantes par décès étaient liquidées à 120.813 l. 8 s. 6 d. ².

Dès lors la Compagnie devait abandonner tout espoir en une plus longue vie, et l'assemblée générale du 23 mars prit diverses mesures en prévision du décret attendu qui supprimerait le titre et les fonctions de secrétaires du Roi. La loi du 27 avril — 25 mai confirmant le décret du 11 avril en des termes que nous avons relatés au début de ce livre, devait supprimer en quelques lignes l'ancienne confrérie de 1351, qui comptait plus de quatre siècles d'existence.

La Compagnie des Secrétaires du Roi avait vécu.

1. Le Comité recevait les demandes, les instruisait, et envoyait les pièces à la Liquidation Générale, où fonctionnaient un bureau d'ordre et de correspondance, un bureau d'expédition et des bureaux de liquidation. Il ne reste malheureusement que fort peu de documents sur cette liquidation, et nous n'avons pu trouver quelques renseignements, d'ailleurs fort réduits, qu'épars dans divers cartons des Archives Nationales dont voici les principaux : D[VI] 10, D[XI] 1, D[XVII] 8, D[XVII] 9, sans compter le carton V[2] 55.

2. Les remboursements devaient être faits aussitôt, soit en brevets qui pouvaient être remis en paiement de biens nationaux — et il semble que divers secrétaires du Roi en achetèrent — soit en assignats. Le bureau de liquidation délivrait, sur le vu d'une quittance dressée par un notaire, une ordonnance de paiement sur la caisse de l'extraordinaire, qui était réglée si l'intéressé justifiait avoir payé la capitation pour 1789 et 1790, et s'il n'y avait pas d'opposition devant le conservateur des hypothèques. Cela devait susciter quelques difficultés, sept rentiers ayant fait en mars 1791 opposition à tout paiement de la Compagnie, bien que celle-ci continuât à payer ses créanciers à bureaux ouverts. Mais la Compagnie semble avoir été appuyée par l'administration, et, dès le 23 mars, sur sommation ou assignation judiciaire, quatre rentiers s'étaient déjà désistés et les trois autres semblaient devoir y consentir. On peut donc penser que les secrétaires du Roi furent tous remboursés de leurs offices.

CHAPITRE II

L'ACTIVITÉ DE LA COMPAGNIE DES SECRÉTAIRES DU ROI COMME CONFRÉRIE

Les lettres de 1351 et de 1365, nous l'avons vu, avaient nettement affirmé le caractère religieux de l'association que devaient former les clercs notaires du Roi : « leur intention principale, dit ce dernier texte, est... de s'aimer les uns les autres comme frères et de se porter honneur réciproquement de tout leur pouvoir, par une charité fraternelle » : la dernière des trois Vertus théologiques apparaissait ainsi comme le premier devoir des confrères. D'autre part une confrérie n'allait point alors sans union de prières, sans cérémonies nombreuses resserrant sur le plan religieux les liens de l'association. La persistance de ces deux caractères dans les quatre siècles que dura la vie de la Compagnie montre que celle-ci, malgré ses transformations, sut rester une confrérie.

Au xvii^e siècle, les textes concernant la compagnie ne sont sans doute plus empreints du même esprit religieux qu'au Moyen Age, et cependant on peut encore en retrouver les traces. Ainsi certains registres de délibérations commencent par ces mots « au nom de Dieu ». D'autre part, afin de montrer que la charité mutuelle resta toujours la base de la Compagnie, on ne saurait mieux faire que de citer l'article 1 des statuts du collège des 80. « Tous les confrères sont exhortés de vivre en bonne amitié et intelligence, et s'il arrive quelque discord entre quelques-uns d'eux, les autres s'entremettront de leur accommodement. Afin qu'étant tous animés d'un même esprit d'union et de bienveillance fra-

ternelle, chacun contribue avec affection au bien commun de la Compagnie, auquel les divisions particulières pourraient faire préjudice »¹.

D'ailleurs en cette matière l'esprit importe plus que la lettre, et à cette date comme au Moyen Age on voit les confrères s'entr'aider lorsque l'un d'eux connaît la mauvaise fortune. En 1365 il avait été décidé que lorsqu'un notaire deviendrait vieux ou indigent la Compagnie devrait en délibérer, et chacun lui prêter vingt sols parisis par an, qu'il serait libre de rendre ou de ne pas restituer selon les circonstances : afin d'engager plus vivement les confrères à rivaliser d'un zèle charitable, il semble d'ailleurs qu'on suspendait de leurs fonctions ceux qui refusaient de verser.

Cette charité ne s'étendait pas uniquement aux confrères, mais aussi à leurs familles, lorsque leur décès les laissait dans l'indigence : ainsi la délibération du 6 mai 1521 accorda-t-elle 300 livres aux enfants mineurs d'un secrétaire mort sans biens. Le 6 juin suivant, après deux délibérations qui furent très longues parce que « la matière était pondéreuse et de conséquence, et qu'il n'y avait pas grands deniers es coffres et bourse commune desdits notaires », on décida que désormais cette libéralité deviendrait la règle.

La générosité de certains confrères, tel Etienne de Caritat qui léguait en 1429 soixante livres parisis à la Compagnie², permettait parfois d'accroître ces libéralités et d'aider des confrères malades ou en difficultés d'affaires : tels Jean Dameisin, qui reçoit en 1474 un demi-marc d'or pour la dépense « qu'il lui convient faire à cause de sa maladie de goutte, de laquelle il a été et est encore détenu en grand langueur de sa personne », ou Jean le Roy, qui reçoit même somme pour ses dépenses à cause de la trésorerie de Carcassonne dont il a été destitué³.

1. Ms. fr. 7501.

2. L'édit de novembre 1482 permit à la Compagnie d'acquérir ou de recevoir en don jusqu'à 300 livres parisis de rente.

3. V[2] 77.

Au XVIII^e siècle ces traditions semblent se conserver, et il serait aisé de retrouver pareils exemples. Le 4 décembre 1694, on accorde une pension à M^{lle} Charlot, fille d'un confrère défunt, en précisant cependant que cela ne saurait « tirer à conséquence, pour ne pas introduire l'usage de faire soutenir par la Compagnie tous les enfants pauvres des confrères, sauf à réitérer si la Compagnie, se trouvant en état de le faire, le jugeait à propos »¹. En 1717, la fille de l'ancien doyen Guittonneau, fort âgée et indigente, termine ses jours à l'Hôpital général : elle reçoit une pension annuelle de 200 livres. En 1726, Madame Cressac de Villebrun demande des secours jusqu'à ce que les affaires de son mari décédé soient terminées : elle meurt et sa fille obtient qu'on lui continue les mêmes secours.

Les traditions de charité de la Compagnie ne s'exerçaient pas d'ailleurs au seul profit de ses membres ou de leurs proches : tant au Moyen Age qu'aux Temps Modernes, on la voit chercher à faire du bien autour d'elle. Elle semble surtout s'être intéressée aux deux hôpitaux des Enfants Trouvés et des Quinze-Vingts : un secrétaire du Roi fit d'ailleurs toujours partie du Conseil d'administration de ce dernier établissement. A leur entrée dans la Compagnie, les récipiendaires versaient cent livres pour les pauvres de l'Hôpital Général des Quinze-Vingts, et cinquante pour les enfants trouvés de la Ville de Paris. D'autre part les papiers de la Compagnie témoignent de nombreuses aumônes. En 1647 on voit le collège des 54 donner 300 livres à l'Hôpital Général. En 1673, lorsqu'après l'Union les ornements d'église ayant appartenu aux cinq collèges sont réunis aux Célestins, ceux qui sont en surnombre lui sont donnés en aumône. Signalons aussi qu'à la grand'messe du jour de la St-Louis la quête et l'offrande sont faites au profit des Enfants-Trouvés.

La Compagnie donnait aussi des aumônes aux pauvres de la Ville de Paris, notamment dans les périodes

1. Le cas est ici tout différent de celui de 1521 où il s'agissait d'enfants mineurs.

de malheurs publics¹. En 1652 on voit ainsi les 66 supprimer leur festin pour en donner le prix aux pauvres, soit six cent livres. La même année, tous les collègues s'entendent pour donner aux pauvres une somme de mille livres. De même, en 1662, le festin de la St-Jean est supprimé et le prix distribué aux pauvres, « dont la nécessité est si grande qu'elle ne s'est jamais vue pareille, par la cherté du blé qui vaut 36 livres le setier et plus »².

En 1693, le Chancelier demande à chaque secrétaire de faire une aumône aux pauvres, en raison de la cherté du pain : une délibération décide que chacun donnera 200 livres, ce qui est considérable — et comme certains montrent peu de zèle pour verser leur obole, on la leur retient sur leurs bourses³. A l'issue de certaines messes solennelles on distribue des aumônes à tous ceux qui se trouvent dans la cour d'entrée de la chapelle. Et le 7 août 1789, on voit la Compagnie donner 15.000 livres à Bailly pour les ouvriers qui ne peuvent trouver de travail.

La Compagnie semble donc avoir été d'autant plus généreuse qu'elle accordait aussi quelques subventions à certaines sociétés, par exemple aux membres de la Basoche, lorsque ceux-ci venaient élever leur mai dans la cour du Palais. Ainsi voit-on le 10 juin 1711 « Mrs de la Basoche venir en grand cortège, précédés de plusieurs trompettes, au Cabinet, saluer la Compagnie et demander qu'elle veuille bien leur faire quelque gratification » : les syndics leur accordent six simples. Enfin et surtout la Compagnie se montre fort charitable envers les ordres religieux et notamment envers le couvent des Célestins, où est située la confrérie des secrétaires du Roi. C'est l'histoire de ses rapports avec cet ordre religieux qu'il nous faut maintenant retracer, pour comprendre

1. En 1580, elle menace les échevins et prévôts des marchands de suspendre ses gratifications à la Ville s'ils persistent à maintenir les secrétaires au rôle des fortifications, alors qu'ils en sont exempts.

2. V[2] 60.

3. Les *bourses* étaient une quote-part revenant à chaque notaire sur le total des prélèvements opérés sur le prix des lettres de chancellerie.

que la Compagnie sut toujours garder la caractère qui lui avait été conféré à sa naissance.

* * *

En 1351, Jean le Bon avait donné à ses clercs notaires un terrain pour y édifier leur basilique. Mais vers cette même date, un des confrères propose à la Compagnie de lui faire céder par Garnier Marcel, échevin de Paris, un vaste domaine que Saint Louis avait donné en 1259 aux Religieux Barrés — appelés depuis les Carmes — et dans lequel ceux-ci avaient fait édifier une église, un cloître et un dortoir: mais ils avaient dû, en raison de diverses incommodités¹, l'abandonner en 1317 au père dudit Marcel pour se retirer à la place Maubert.

Le secrétaire qui faisait cette offre était Robert de Jussy, qui, reçu novice à vingt ans au monastère des Célestins de Saint Pierre au Mont de Chastres près Compiègne², avait quitté l'habit avant son approbation pour devenir secrétaire de Philippe de Valois. Ayant gardé des rapports avec l'ordre des Célestins, il proposa à la Compagnie de faire venir à Paris six religieux Célestins, pour installer dans ce lieu une maison monastique où ils prieraient pour la Compagnie, laquelle pourrait y avoir sa confrérie. Le 12 novembre 1352 Garnier Marcel donnait son terrain aux Célestins, ainsi qu'une rente assignée sur ses terres du Larrez-en-Brie³.

1. Tessereau, *Histoire de la Grande Chancellerie*. — L. Beurrier, *Histoire du Monastère des Célestins*. Ces incommodités étaient notamment « le débordement de la rivière de Seine, qui s'étendait en hiver jusques à leur porte, de sorte qu'ils ne pouvaient entrer ou sortir de leur maison qu'avec un bateau ». En 1370, les Célestins firent édifier un grand mur de protection pour éviter ce grave inconvénient.

2. C'est Philippe le Bel qui, dès la création de l'ordre en Italie, avait fait venir en France des religieux Célestins dans deux monastères, situés l'un en forêt d'Orléans et l'autre en forêt de Guise.

« Philippe les voulait auprès de sa personne »

« Pour bénir les projets de sa noble couronne »

« Du crédit qu'ils avaient aux Cieux », dit la chronique.

3. Ce vaste terrain (4 hectares environ) s'étendait sur la rive droite de la Seine, couvrant un espace délimité aujourd'hui approximativement par les rues de Sully, de l'Arsenal, de la Cerisaie et du Petit-Musc. L'église, qui ne fut démolie qu'en 1849, allait du 2 de la rue du Petit-Musc au 12 du boulevard Henri-IV : une inscription moderne le rappelle d'ailleurs.

Ainsi était créée la Confrérie des Secrétaires du Roi aux Célestins : pour lui permettre de subsister, chaque notaire donnait sur sa bourse quatre sols parisis chaque année. Puis en août 1358, les confrères demandent au Roi d'accorder aux Célestins une bourse sur le sceau semblable à la leur : le Régent, par lettres royales confirmées le 2 novembre 1359, accède à leur désir. En 1365 Charles V, que les Célestins reconnaissent pour leur véritable fondateur — c'est lui d'ailleurs qui, « pour marque d'une singulière amitié, (avait pris) la peine de leur apporter la première bourse, et la leur distribuer de ses propres mains en présence du chancelier, de l'audiencier et du collège des secrétaires » — déclare que le monastère des Célestins est en partie une charge de la Compagnie, à qui il permet d'acquérir dans ce but, en fief ou en censive, deux cent livres tournois de terres ou revenus.

Le Roi et divers hauts personnages comme le pieux Louis d'Orléans, qui venait souvent y prier et avait sa cellule dans le monastère, aident d'ailleurs les secrétaires à faire vivre les Célestins. Le Roi accorde à ceux-ci 10.000 livres pour bâtir l'église, dont il pose lui-même la première pierre en 1367. Il leur donne aussi, outre sa statue et celle de Jeanne de Bourbon qui devaient en encadrer le porche, 5.000 livres pour construire le réfectoire, cloître et chapitre, et 20 livres de rente amortie, que Charles VI porte à 300 livres. Quant à la Compagnie, elle leur donne 1.000 livres et 25 livres de rente annuelle pour l'autel, qui, terminé en 1372, est béni par l'archevêque de Sens. C'est de plus elle qui leur donne tous les ornements et objets du culte dont ils ont besoin. Les Célestins au surplus reconnaissent les clercs notaires comme leurs fondateurs, après Charles V et Louis d'Orléans¹ : par un acte du 12 septembre 1366, ils leur donnent « *pars specialis omnium missarum et bonorum qui ubique fiant per fratres*

1. Dans l'église même, deux plaques de cuivre, rédigées en latin et en français, rappellent l'histoire de leur fondation.

ordinis cujusdem », et par les lettres du 13 juin 1373 ils s'engagent à dire tous les jours une messe sur l'autel des Secrétaires et en leur honneur¹.

C'est aux Célestins qu'au Moyen Age comme aux Temps Modernes ont lieu les cérémonies religieuses que fait célébrer la Compagnie. D'abord, à la mort du Roi, du Chancelier, ou d'un notaire, a lieu un service solennel de funérailles remplacé, si le notaire habite la province, par la récitation de sept Psaumes et des litanies. D'après les lettres de 1365 et pour maintenir le pieux zèle des confrères, la Compagnie inflige d'ailleurs 5 livres d'amende à ceux qui se dispensent d'y assister. De même au xvii^e siècle on veille à ce que tous s'acquittent de ce devoir : on les y engage en donnant des jetons d'argent ou des livres de bougie blanche à ceux qui y viennent, ce qui est plus avantageux pour tous. Cependant certains ne paraissent pas encore très zélés, et, le 7 mai 1678, comme il a été remarqué « que plusieurs des Messieurs de la Compagnie présents n'y étaient venus que peu de temps avant la fin » d'un service, on exhorte chacun à être plus diligent et à arriver au plus tard à l'Evangile, sous peine de sanctions. On veille aussi à ce que chacun ait un livre de messe, et en 1693 on décide d'en imprimer 400 exemplaires nouveaux, avec l'office des morts².

Au xvii^e siècle, lorsqu'au collège ancien viennent s'en adjoindre d'autres, leurs règlements prévoient aussi de telles cérémonies. Ainsi les statuts du Collège des 80 prévoient que « lorsqu'un des Confrères viendra à décéder, tous les autres assisteront à son convoi : et le lendemain ou autre jour commode dans la huitaine du décès, feront dire un service à son intention aux

1. Parmi les nombreuses fondations, réduites en 1429 sur l'autorisation de Martin V, qui étaient acquittées par les Célestins, beaucoup avaient été instituées par les Secrétaires du Roi. D'autre part beaucoup de secrétaires furent enterrés dans l'église et dans le cloître, au milieu d'illustres personnages : on y conservait, en effet, les cœurs de nombreux Rois, ceux de Jean le Bon, Charles VI, Louis XII, François 1^{er}, Henri II...

2. Les Célestins s'acquittaient encore à cette date des fondations faites au xiv^e siècle, qui prévoyaient deux messes par semaine, l'une le lundi pour le Roi, le Chancelier et les notaires vivants, l'autre le vendredi pour les morts, plus une messe journalière pour les Secrétaires du Roi.

frais du collège, où ils assisteront pareillement et y seront invités à la diligence des procureurs, qui visiteront les veuves le plus tôt qu'il sera possible, pour faire l'office de condoléances de la part de la Compagnie¹».

Mais, pour ces autres collèges, les cérémonies ont lieu à l'endroit où ils ont établi leur confrérie. Chacun en effet a la sienne, qui joue pour lui le même rôle que les Célestins pour le collège ancien : les Six-Vingts des finances sont au couvent des Blancs-Manteaux, où ils ont une chambre, une cuisine, et une grande salle pour les assemblées moyennant 120 livres par an — portées à 450 livres en 1645 en raison de la fondation perpétuelle d'une messe journalière —, les Soixante-Six sont à Saint-Martin des Champs, et les Cinquante-Quatre aux Augustins.

C'est en ces divers lieux qu'au 6 mai chaque collège fait célébrer un service solennel, qui apparaît du Moyen Age à la Révolution comme la grande cérémonie religieuse de la Compagnie, où semble revivre l'esprit de la Confrérie. Ce jour est en effet l'anniversaire du martyr subi à Rome, devant la Porte Latine, au cours de la persécution de Domitien, par Saint Jean, que les secrétaires reconnaissent « comme celui qui fut le principal et le plus hault des secrétaires évangélistes de notre Sauveur Jésus-Christ », d'après les termes mêmes du privilège de 1482. La cérémonie, prévue dès 1365, commence par une messe solennelle, à l'issue de laquelle se tient une assemblée générale des secrétaires du Roi ; l'après-midi ont lieu les premières et secondes vêpres, et le lendemain ont lieu de nouveaux offices. La Compagnie cependant fait, en certaines occasions, célébrer en d'autres lieux des solennités religieuses, dont on peut trouver quelques exemples : ainsi le 26 août 1475 elle donne 15 livres au prieur de Sainte-Catherine du Val des Ecoliers, pour célébrer une grand'messe à l'intention du Roi, qui est à la guerre pour la chose publique. Au XVIII^e siècle elle fait célébrer chaque année, le 25

1. Ms. fr. 7501.

août, un office aux Enfants Trouvés du Faubourg Saint-Antoine, pour le Roi et la Maison Royale¹.

C'est aussi la Compagnie qui a la charge de la chapelle de la Chancellerie du Palais, fondée en janvier 1329 en exécution des dernières volontés de Charles le Bel. Elle nomme et rétribue les divers employés qui s'en occupent, et présente au Roi le chapelain, qui semble avoir porté le titre d'aumônier de la Compagnie. Elle jouit même sur ce point d'un droit de préférence vis-à-vis des autres officiers de la Chancellerie, puisque le 3 décembre 1702, à la suite du décès du desservant, Secrétaires du Roi et Grands Audienciers ayant nommé les uns et les autres un ecclésiastique pour lui succéder, et les premiers ayant insisté sur le caractère particulier de leur privilège, le prêtre nommé par les Audienciers dut se retirer.

Les rapports de la Compagnie avec les chapelains du Palais ne semblent pas cependant avoir été aussi confiants qu'avec les Célestins — et ceux-là ayant demandé en 1710 des gratifications supplémentaires, les secrétaires les leur refusent en considérant qu'ils ne font que dire la messe². Leurs relations avec les Célestins furent au contraire toujours des meilleures, et ils ne semblent pas avoir bien souvent refusé leurs charités au couvent³. Au cours des siècles, on les voit à chaque instant offrir au monastère ornements et objets religieux, calices et burettes en métal précieux, custodes et riches parements. Ils leur offrent aussi de nombreux vitraux et quatre grandes statues de bronze des quatre Évangélistes, pour mettre aux coins de l'autel.

En 1429, ils donnent aux Célestins une croix fort

1. Celui-ci avait été fondé moyennant 6.000 l. le 11 août 1677, d'accord avec les officiers de la Chancellerie. A dater de 1691 et vu le nombre croissant des secrétaires, la messe eut lieu à Notre-Dame de Pitié, dont l'église était plus grande.

2. Cela n'empêche pas d'ailleurs la Compagnie de leur accorder parfois des libéralités gracieuses, ou des retraites à des prêtres âgés : ainsi son aumônier étant en 1762 fort âgé et infirme, elle en nomme un autre tout en lui maintenant à titre honoraire ses fonctions et prérogatives. V[2] 72.

3. Le carton V[2] 76 contient à cet égard d'assez nombreuses lettres du début du xv^e siècle qui sont fort intéressantes.

précieuse, en argent doré et pesant 3 marcs, « en laquelle est enclos du fût de l'arbre de la vraie Croix », pour être mise sur le grand autel de l'église et être portée en tête des processions qui seraient faites. D'autre part la Compagnie veille sur les privilèges que possède le couvent comme Secrétaire boursier du Roi : exemption des droits de bûche, de sceau et de greffe, des droits d'octroi et de passage sur le blé et le vin, etc... et pour cela elle intervient souvent dans leurs procès.

Cette harmonie semble n'avoir été troublée qu'une seule fois, au début du xvii^e siècle, lorsque le provincial Charles Campigny décide d'installer un noviciat. La Compagnie s'y oppose, craignant d'en éprouver quelque dommage, et comme le Provincial s'inquiète assez peu de son opposition, elle la signifie devant le Parlement, où son avocat La Martelière s'élève vivement contre les actes du frère Campigny. Il y rappelle tous les bienfaits de la Compagnie : « Que sont ces nouveautés qu'on y veut introduire, le mal et le vice... de ceux qui ne recherchent que de commander absolument et ne dépendre de personne ?... Ce nouveau général a commencé par une telle difformation (*sic*), qu'ayant chassé les anciens religieux du monastère de Paris... il les supprime par mort et fait défense de les plus recevoir pour vivre selon l'ancienne règle... Le dit Campigny et ses compagnons en sont venus à cet excès qu'ils ont arraché les monuments qui étaient dans leur église... ainsi que l'autel construit par les Secrétaire du Roi »¹.

Le conflit, qui, on le voit, avait été assez grave, s'apaisa cependant et c'est sans nul doute dans la même harmonie qui les avait unis au cours des siècles que la Compagnie des secrétaires du Roi et le couvent des Célestins eussent terminé leur histoire au début de la Révolution, si en 1778 la suppression de l'ordre des Célestins n'était venue porter à la confrérie un coup fatal. L'ordre devait abandonner les 19 maisons qu'il

1. V[?] 24.

possédait en France et qui lui assuraient près de 350.000 livres de revenu, et notamment sa maison de Paris, la plus importante avec ses vingt religieux et son revenu de plus de 78.000 livres.

Le 10 novembre 1778, un commissaire de la Commission des Réguliers¹ vint faire l'inventaire des lieux : la Compagnie réclama tout ce qui lui appartenait, aussi bien ses archives que les ornements et objets qu'elle avait confiés aux Célestins pour le service du culte. Elle devait d'ailleurs conserver la libre disposition des pièces qu'elle y possédait. La grande salle du premier étage, où avaient lieu les assemblées des 6 et 7 mai, longue de 67 pieds sur 25 pieds de large et 20 de hauteur et lambrissée de fleurs de lys, est fort spacieuse. Au fond un grand tableau représente Jésus-Christ en croix, entouré des quatre Evangélistes, ayant à sa droite Saint Louis et à sa gauche Henri IV, le tout grandeur nature². La Compagnie y place aussi les portraits des Rois que ceux-ci lui donnent : en 1776 elle a ceux de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. La Compagnie dispose aussi d'une autre salle, dont l'entrée se voit dans le cloître et au fronton de laquelle est écrit : *Camera Collegii Notariorum et Secretariorum Regis*.

Ainsi les secrétaires, qui conservaient leur installation, pouvaient-ils avoir l'illusion que rien n'était changé : mais la confrérie était morte. Sans doute jusqu'en 1783 le couvent fut destiné aux Cordeliers, qui durant ces quelques années jouèrent auprès des secrétaires du Roi le rôle qu'avaient assumé les Célestins. Après cette date on célèbre encore en leur église divers services pour les secrétaires : mais aucun ordre n'occupe plus le couvent, où s'installe l'Ecole des Sourds-Muets. En 1787 cependant on crut que la confrérie allait revi-

1. La Commission des Réguliers, établie en 1766, avait pour but de combattre les abus qui avaient pénétré dans de nombreux ordres religieux. Un édit de 1768 leur ordonna de revenir à la vie commune, mais les Célestins refusèrent, préférant être sécularisés. Des brefs de Clément XIV et de Pie VI les sécularisèrent, et leurs biens furent mis sous séquestre.

2. L. Beurrier, *Histoire du Monastère des Célestins*.

vre, car l'archevêque de Paris veut installer dans le couvent la communauté de Saint-François de Sales, qui est à Issy, afin d'y célébrer les offices et d'acquitter les fondations. A cet effet il prescrit une enquête de commodo et incommodo, et le promoteur de l'officialité diocésaine assigne les Secrétaires du Roi. Ceux-ci acceptent volontiers, et le 28 décembre une délibération approuve l'attitude des officiers : la Compagnie devra simplement changer de locaux à l'intérieur du monastère¹.

Cependant le projet n'aboutit pas, et en 1790 on accorde provisoirement à l'école d'instruction des Sourds-Muets la petite salle que possèdent au couvent les Secrétaires du Roi. Ceux-ci protestent le 6 mars auprès du Garde des Sceaux, qui leur fait répondre d'attendre une décision définitive. D'autre part, à cette date, les objets appartenant aux Célestins ayant été déclarés propriété nationale, on voit, en 1791, la Compagnie réclamer auprès du Directoire de Département certains objets qui sont à elle et ont été nationalisés par erreur. Mais qu'importait dès lors à la Compagnie puisqu'elle allait mourir ? Les Secrétaires du Roi pouvaient voir disparaître avec plus de sérénité les biens temporels que leur charité avait permis d'amasser au cours des siècles.

1. VI[2] 55.

CHAPITRE III

LES PROCÈS DE LA COMPAGNIE

Ainsi la Compagnie des secrétaires du Roi sut toujours rester une confrérie. Cependant ce serait en tracer un tableau inexact que de la montrer principalement occupée d'intérêts spirituels et divins, et on ne saurait passer sous silence un autre trait sous lequel elle apparaîtrait trop souvent : celui d'un corps continuellement en procès pour maintenir ses prérogatives et les privilèges de ses membres, contre les divers officiers de la Chancellerie et contre les grands corps de l'Etat. « Discuter et plaider semble être une des fonctions normales de la Compagnie des secrétaires, dit Monsieur Viollet. Elle est sans cesse en querelles au dehors avec des tiers ». Ce sera l'objet de ce chapitre de dégager les raisons qu'avait la Compagnie d'adopter une telle attitude.

Au ^{xiv}^e siècle déjà, les secrétaires du Roi sont en conflit avec les audiençiers et contrôleurs au sujet de certaines lettres royales obtenues par ces derniers. Au début du ^{xv}^e siècle, un litige qui dure trente ans les oppose aux greffiers du Châtelet et des Requêtes du Palais, touchant notamment leur privilège de ne rien payer au cours de leurs procès. Il ne saurait être question d'ailleurs de suivre tous les litiges de la Compagnie, avec les gardes des rôles des offices de France — qui au ^{xvii}^e siècle obtiennent de voir leurs charges érigées en offices et de prendre la qualité de secrétaires du Roi — avec les receveurs des consignations du Conseil et du Parlement de Paris au début du ^{xviii}^e siècle ¹, ou avec les

1. Ils voulaient être exemptés du droit de consignation, aussi bien lors-

audienciers et contrôleurs des divers Parlements aux **xvi^e** et **xvii^e** siècles — ni de signaler les nombreux arrêts de préséance sollicités et obtenus par eux du Conseil Privé, du Conseil d'Etat ou du Grand Conseil, concernant leurs rapports avec les officiers des diverses Cours ou corps administratifs ¹.

Il y aurait là matière à de trop longs et inutiles développements, et il semble plus intéressant de donner quelques précisions sur leurs rapports particulièrement caractéristiques avec trois corps d'officiers : les procureurs du Parlement de Paris, les référendaires en la Chancellerie, enfin et surtout les Grands Audienciers et les Contrôleurs Généraux de la Grande Chancellerie. Il s'agissait là en effet de délimiter leurs propres fonctions et leurs prérogatives de secrétaires du Roi.

Un litige assez grave les opposa de 1565 à 1625 environ aux procureurs de la Cour du Parlement ². Déjà aux **xiv^e** et **xv^e** siècles, les secrétaires avaient voulu, en se fondant sur les termes généraux de l'ordonnance de 1320 ³, dresser de préférence aux procureurs divers actes devant le Parlement, malgré l'édit de 1315 qui, en rendant le Cour sédentaire, donnait aux procureurs le droit d'y expédier tous lettres royaux. Cependant ils avaient dû abandonner leurs prétentions et l'avaient solennellement déclaré le 5 juillet 1483. Mais en 1567 ils obtiennent une déclaration disant qu'aucune lettre

qu'ils étaient adjudicataires que lorsqu'ils étaient colloqués, alors que le Roi lui-même n'en était exempt que dans ce dernier cas. Ils furent déboutés de leur demande. *B. N. Inventaire F. 23620.*

1. Signalons seulement leur litige avec les greffiers en chef du Parlement de Grenoble, qui au moment de la réunion de 1349 avaient la qualité de secrétaires de la Maison du Souverain, et voulaient la conserver, suivant la promesse à eux faites : ils obtinrent gain de cause contre les secrétaires du Roi. Mentionnons aussi que le nombre des procès de la Compagnie avec les officiers de certaines villes comme Toulouse montre qu'en certains endroits les Secrétaires du Roi étant fort peu aimés.

2. En 1707, on trouve encore un procès entre les mêmes parties, mais il est moins intéressant parce que visant un point plus particulier.

3. Les deux parties discutaient âprement les termes de cette ordonnance. Celle-ci parlait-elle des lettres que les secrétaires avaient « faites et signées » comme ils le prétendaient, ou de celles qu'ils avaient « faites ou signées » comme le disaient les procureurs, avec raison d'ailleurs? C'était là un litige qui paraît bien anticiper sur une comédie célèbre.

ne sera présentée en chancellerie que par les secrétaires qui l'auront dressée. Les procureurs protestent alors, et les Maîtres des Requêtes leur donnent raison par un jugement provisionnel.

Le litige se réveille au début du ^{xvii}e siècle, les secrétaires ayant en 1598 obtenu à nouveau des lettres patentes en leur faveur. Il n'est résolu que le 23 août 1625, par un arrêt du Conseil d'Etat qui maintient aux secrétaires du Roi le droit de faire et expédier toutes lettres de grâce, et celui de signer les lettres de justice que continueront à dresser les procureurs, à charge pour eux de payer une légère redevance aux secrétaires. Les lettres patentes données en vertu de cet arrêt semblent d'ailleurs avoir rencontré au Parlement une vive résistance ¹.

Semblable contestation les opposa vers la même époque aux référendaires en la Chancellerie de Paris, créés au nombre de douze par un édit de 1522, et dont la création, d'après une déclaration subséquente de 1535, ne devait en rien préjudicier aux droits des secrétaires du Roi ni à leurs fonctions ².

Le conflit s'éleva en 1635, les référendaires ayant obtenu de faire concurremment avec les secrétaires les lettres de rémission, pardon et committimus et toutes sortes de lettres. Mais, sur la protestation des secrétaires du Roi, qui consentent en remerciement à verser quelque argent dans les coffres publics, les lettres sont révoquées en juin 1636 ; et l'art. 21 du règlement de 1672 confirme que, pour rapporter les lettres auprès des Chancelleries, les secrétaires du Roi seront préférés aux référendaires.

A cette date d'ailleurs les rapports entre les deux corps

1. B. N. Fm. 1269 et 29828. Les lettres de justice dont il s'agissait étaient celles qui servaient à l'instruction et à la décision des procès et il semble que les secrétaires eussent été incompétents pour dresser nombre d'entre elles.

2. Miraulmont écrit, sans prendre parti : « Aucuns disent qu'ils ont été institués pour suppléer l'ignorance des secrétaires, non étant licenciés et experts au fait de justice ou pour le soulagement des maîtres des requêtes » qui font les rapports en Grande Chancellerie. Ils devaient être licenciés et avocats en la Cour de Parlement.

semblent avoir été assez bons, puisque, sur la demande présentée par les référendaires, la Compagnie leur accorde gracieusement la jouissance d'un petit cabinet contigu à la chapelle de la Chancellerie du Palais, pour y serrer leurs robes et bonnets carrés (4 février 1678). Mais en 1681 le conflit renaît, et le Conseil du Roi l'évoque devant lui : il semble y avoir pris un tour assez vif.

Les référendaires se plaignaient que les secrétaires, « tels ces valets artificieux qui chassent.... les enfants de leurs maîtres de leur propre héritage, les (eussent) dépouillés insensiblement de leurs fonctions et de leurs privilèges, (ne leur laissant) que l'assiduité au travail et la qualité vide de référendaire, sans gloire et sans émoluments ». Les secrétaires, à leur avis, n'étaient d'ailleurs pas compétents pour faire de telles lettres, qui demandent de longues méditations. Se fondant sur des paroles d'Aristote en sa Poétique, ils s'écriaient dans leur factum : « Si Dieu a voulu que les lèvres de ses prêtres fussent les dépositaires de sa Science, parce que les hommes apprennent la Loi de leur bouche, confiera-t-on à des gens sans littérature l'honneur de faire savoir aux peuples les volontés de leur Souverain ? » Puis ils leur reprochaient leur orgueil démesuré, leur jetant à la face ces versets des Psaumes « *Filii hominum, usquequo gravi corde ? Ut quid diligitis vanitatem et quaeritis mendacium* » — et ces paroles d'Isaïe 19, 14 : « *Dominus miscuit in medio ejus spiritum vertiginis* ».

On conçoit, devant un pareil factum, que les secrétaires du Roi aient dû être quelque peu irrités, surtout que les référendaires poursuivaient ainsi : « Quelques-uns, n'ayant point employé leur jeunesse à suivre Apollon et à servir les Muses, n'ont point de littérature, semblables à ce morceau de bois qui, n'étant pas plus propre à faire un Dieu qu'à faire un banc, sert plutôt à faire celui-ci par un caprice de l'ouvrier.

- « Olim truncus eram ficulnus inutile lignum »
- « Cum faber, incertus scamnum faceretne priapum, »
- « Maluit esse Deum ».

Horace, Sat. 8 Livre I.

En conclusion les référendaires demandaient à expédier toutes lettres concurremment avec les secrétaires du Roi, à signer toutes celles qui seraient scellées, et à rapporter, à l'exclusion des secrétaires, celles de rémission, de committimus et d'assiette, priant le Chancelier de protéger leur faiblesse : « l'innocence et la simplicité des colombes ne les met point à couvert de l'outrage des vautours : il faut que le peuplier les couvre de ses feuilles »¹.

Le conflit se poursuivit deux ans, portant sur les points de droit que soulevaient les trois demandes des conseillers référendaires. Il est inutile de résumer les nombreuses pièces produites par les adversaires : nous venons d'en donner un exemple, qui montre assez bien le genre de littérature auquel ils avaient recours, et fait revivre un peu l'atmosphère du procès. Les factums publiés étaient d'ailleurs si vifs que chacun demandait au Conseil de faire publiquement lacérer ceux de son adversaire. Un arrêt solennel du 19 octobre 1684 vint cependant officiellement rétablir la paix : il donnait raison aux secrétaires du Roi, puisque les référendaires étaient restreints au rapport des lettres de requête civile, d'appel comme d'abus et de rescision, les secrétaires les pouvant d'ailleurs rapporter concurremment avec eux.

Vers cette même époque se résolvaient aussi les litiges qui depuis longtemps opposaient aux secrétaires du Roi les audiençiers et contrôleurs de la Grande Chancellerie. L'ordonnance de 1320 avait créé un audiençier et un contrôleur, qui aux *xiv^e* et *xv^e* siècles semblent bien avoir été supérieurs aux clercs notaires du Roi, ainsi que le montre le sciendum de la Chancellerie de 1415. L'audiençier notamment était le délégué officiel du Chancelier pour la surveillance quotidienne du sceau : mais à dater de Jean le Bon on ne nomme à ces charges que des clercs notaires du Roi. Au *xv^e* siècle, on crée d'autres officiers avec même fonction,

1. B. N. Réserve F. 318.

sur lesquels les secrétaires du Roi se voient en 1583 reconnaître la préséance.

Au ^{xvii}^e siècle cependant, en raison même de leurs attributions, les audiençiers et contrôleurs de la Grande Chancellerie semblent retrouver leur prééminence, et se font appeler Grands Audiençiers et Contrôleurs Généraux¹. Aussi, dans la seconde moitié du siècle, les secrétaires, jaloux de leurs prérogatives, protestent-ils d'autant plus contre l'élévation de ces officiers, qu'ils considèrent comme des nouveaux venus, que l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juillet 1676, interprétant le règlement de 1672, leur a accordé la première place au contrôle. Les secrétaires ne s'y opposent pas, mais insistent sur ce fait que de telles places sont de nécessité — puisque l'audiençier passe au Garde des Sceaux les lettres à sceller — mais non de dignité.

En 1685, la lutte s'aggrave, et la Compagnie dépose entre les mains du Chancelier des placets contre la prétention des audiençiers et contrôleurs de prendre partout la première place. Les secrétaires s'élèvent notamment contre les qualifications que prennent ces officiers : « Pour être grand et général, il faut avoir des inférieurs : les audiençiers n'en ont pas et n'en peuvent avoir. Pourquoi donc tant de vanité et de présomption, si ce n'est pour s'élever parce qu'ils se trouvent petits ? Les secrétaires s'opposent aussi à ce que ces officiers nomment aux petits emplois de la Chancellerie, et exigent d'eux des droits pour leurs lettres de survivance et d'honneur ; sur d'autres points enfin ils demandent au moins l'égalité avec eux².

Le conflit dura trois ans, chacun apportant à l'appui de sa thèse une quantité d'édits et d'ordonnances divers. Sur le point de droit, il semble que les thèses des deux parties étaient aussi fortes. Audiençiers et contrôleurs, arguant de leur situation au Moyen Age, présentaient notamment les textes fort nets des ^{xiv}^e

1. Miraulmont, en 1610, présente d'ailleurs le Grand Audiençier comme le premier officier de la Chancellerie.

2. B. N. F^o F. 15584.

et x^v^e siècles. Quant aux secrétaires, ils tiraient leurs arguments de textes plus modernes, et notamment des lettres de 1583. Celles-ci avaient été données à l'occasion des funérailles du chancelier de Birague : on avait alors défendu aux audiciens d'y assister, pas plus qu'ils ne devaient être présents en 1607 à celles du chancelier de Bellièvre¹, alors que les secrétaires au contraire étaient nombreux autour de Messieurs Séguier, de Thou, Molé et Le Camus, qui tenaient « les quatre coins du poil » (*sic*).

Quant à la question de fait, il semble que les secrétaires se soient rendus compte que leur situation était moins éminente que celle de leurs adversaires : ainsi en 1678 la Compagnie, tout en maintenant ses droits, admet d'être nommée après les Grands Audiciens, mais veut l'être avant les Contrôleurs Généraux, ceci « pour le bien de la paix et sans tirer à conséquence »². Et il semble que les Audiciens n'aient pas eu entièrement tort d'écrire, dans un de leurs factums, que les secrétaires n'avaient « ni assez d'humilité, ni assez de modestie pour demander l'égalité s'ils avaient été supérieurs », qu'ils ne le faisaient donc que parce qu'ils se sentaient inférieurs en dignité.

Le conflit se termina en 1688. Le 1^{er} février, le Grand Audicien, après la confection des bourses, invite à dîner les secrétaires présents, et le régal fini propose que chaque partie nomme sept délégués pour conférer et régler le différend : le 11 février, un accommodement est signé entre les officiers de la Grande Chancellerie. Au surplus leurs intérêts communs devenaient de plus en plus importants, et un tel conflit ne pouvait durer. A cette époque d'ailleurs et au xviⁱⁱ^e siècle, la Compagnie, sûre de ses droits et de ses privilèges, semble avoir été moins processive : ainsi la voit-on traiter avec les offi-

1. B. N. F^o F. 15584. Les audiciens répondaient à cela qu'ils ne pouvaient sortir qu'avec le sceau et le chancelier, ce qui expliquait suffisamment leur absence. Il y a d'ailleurs dans ce factum, ainsi que dans F^o Fm. 3077, quantité de discussions de cette sorte, fort intéressantes, mais qui nous entraîneraient en dehors de notre sujet.

2. V[2] 62.

ciers de la Chambre des Comptes et de la Cour des Aides, à qui elle accorde des gratis¹, et avec qui elle résoud à l'amiable les difficultés pendantes.

* *
* *

Ces litiges ne sont pas d'ailleurs les seuls où la Compagnie se soit trouvée impliquée. Les secrétaires, on l'a vu, avaient acquis au cours des âges de nombreux privilèges, et apparaissaient comme des privilégiés parmi les privilégiés. Leur situation les exposait à l'envie de tous, et ils ne jouissaient pas de leurs droits sans contestations : d'où de nombreux procès, dans lesquels la Compagnie se portait partie intervenante lorsqu'elle estimait qu'il s'agissait de l'intérêt général du corps.

Elle intervenait ainsi dans les litiges qui portaient sur le caractère même de la charge de secrétaire — concernant notamment le droit de survivance, que le Roi avait fini par accorder à ses secrétaires, et l'exemption du droit de confirmation, qui souleva des difficultés en 1723². Elle veillait aussi avec une attention jalouse à la sauvegarde de leurs droits personnels, et notamment à ce que fussent respectées les règles de compétence. De toute antiquité les secrétaires du Roi accusés de crimes ou de forfaiture avaient été jugés par le Chancelier de France — joints les Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel le Roi — ou par le Parlement³. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, ils étaient en conséquence toujours jugés par la Grand'Chambre, et on voit la Compagnie protester lorsqu'en 1682, par exemple,

1. Ces gratis — c'est-à-dire les exemptions de droits de sceau accordées par les Secrétaires — faisaient parfois l'objet de discussions assez vives entre les officiers de ces Compagnies, comme le montre une altercation du 3 octobre 1708 entre un auditeur et un secrétaire, conçue en des termes si peu académiques qu'il faudrait plusieurs points de suspension pour les reproduire.

2. Les secrétaires en avaient joui au contraire sans difficultés en 1612, et 1643. V[2] 25.

3. Voir l'arrêt du Parlement du 16 juin 1494, qui, au sujet de lettres fausses, permet à la Cour des Aides de juger le secrétaire au civil, mais lui ordonne de le renvoyer ensuite devant lui pour le criminel.

on renvoie un secrétaire au Châtelet de Paris, alors qu'il ne s'agit pas d'un crime d'Etat justifiant une telle irrégularité¹.

D'autre part tous les procès concernant les privilèges des secrétaires devaient être jugés, au moins aux Temps Modernes, par le Grand Conseil, qui s'était séparé en 1497 du Conseil d'Etat. Au Moyen Age au contraire le Parlement avait souvent connu de telles causes : ainsi, le 23 mars 1344, on le voit déclarer un clerc notaire du Roi, Nicolas le Gros, exempt de tous droits de passage à Conflans sur la rivière de Seine. Mais dès le xvi^e siècle, le Roi accorde le plus souvent à ses secrétaires, non sans de vives protestations du Parlement, le privilège d'évoquer leurs procès devant son Conseil privé ou au Grand Conseil, qui défendent leurs droits plus efficacement².

Les lettres patentes de 1598, 1622 et 1646 portent évocation générale de tous les litiges de cet ordre et leur renvoi au Grand Conseil. Le Roi déclare même en 1672 cette attribution de compétence si générale « qu'il n'entend pas même en excepter ses propres droits, domaines engagés, régis ou sous-fermés et autres ses droits quelconques »³. Ainsi la Compagnie veillait-elle jalousement à maintenir ce droit : le 31 décembre 1668, un secrétaire venant de perdre un procès devant le Parlement, qui voulait alors réduire les privilèges en matière de droits féodaux, elle cherche les moyens de se pourvoir et rappelle que seul le Grand Conseil est compétent.

Or de tels litiges étaient nombreux, les exemptions de droits dont jouissaient les secrétaires étant considérables : « exemptions contestées par les receveurs, dit l'abbé Fleury dans son *Droit Public de France*, parce qu'elles diminuent les revenus du Roi ; par les

1. F^o F. 15583.

2. Voir notamment vers 1574 le différend qui opposa les secrétaires du Roi aux Capitouls de Toulouse, et les conflits de compétence auxquels il donna lieu. V[2] 28.

3. B.N.F^o 15577.

habitants parce qu'elles augmentent leurs charges... L'Officier exempt doit faire signifier avant l'assiette ses provisions ou extraits de l'état auquel il est couché, faire publier son départ pour servir son quartier, son retour et certificat de service ».

Ces litiges étaient pour la Compagnie une source de frais importants, et il semble qu'au ^{xvii}^e siècle les cinq collèges aient, pour les soutenir, décidé de créer un fonds commun. Il serait trop long cependant et sans intérêt du point de vue général d'étudier tous ces procès, qui au surplus se ressemblent trop. Un seul nous paraît utile à retracer, d'abord parce qu'il fait intervenir des principes importants du Droit Public de France, ensuite parce que la Compagnie avait pour adversaire un prince singulièrement puissant, Philippe d'Orléans, Régent de France¹.

L'affaire date de juillet 1711, le Duc ayant voulu être payé de droits féodaux que, d'après lui, le sieur de la Cour, secrétaire du Roi, lui devait pour la vente de terres mouvantes de son apanage. La veuve de ce dernier ayant refusé, une instance s'engage devant le Conseil du Roi, qui commet un maître des Requêtes, Gilbert de Voisins, pour en faire rapport, et ordonne de communiquer les pièces à la Compagnie. Celle-ci décide alors d'intervenir : l'affaire était assez importante du point de vue pécuniaire, elle était surtout d'un intérêt considérable du point de vue juridique.

Voici les questions de droit qui se posaient. A la suite du Grand Privilège, la Compagnie avait déclaré solennellement le 4 juillet 1483, lors de l'enregistrement, qu'elle ne se servirait de son exemption de droits « qu'ès choses mouvantes nuement du Roi et dont les droits seigneuriaux appartiennent à Sa Majesté ». La déclaration de 1545 confirma leur exemption, pour les biens

1. Certains procès du ^{xvii}^e siècle concernant divers droits féodaux ou domaniaux sont aussi fort intéressants ; ainsi celui qu'ils eurent avec le cardinal de Retz, ou celui de 1648 contre le traitant du Domaine — et aussi en 1665 celui qui les opposa à l'archevêque Hardouin de Péréfixe, et dans lequel intervinrent les Agents Généraux du Clergé de France. Ms. Morel de Thoisy 171. 4^o Fm. 29.825. F^o F. 15.565.

« mouvants du Roi ou d'aucuns membres du Domaine engagés ou aliénés, à quelque personne ou pour quelque cause que ce soit » — et l'édit de mars 1704, concernant le même point, parle de toutes terres, « même données en apanage ».

Cet édit cependant, postérieur de 43 ans à la constitution de l'apanage au profit de Monsieur, frère du Roi, ne pouvait être opposé au Duc d'Orléans, pas plus qu'un édit de 1715 conçu dans les mêmes termes. Seuls comptaient les textes antérieurs, selon le Prince, et en droit cela était incontestable, les édits postérieurs ne pouvant servir que de présomption. Toute la question revenait donc à dégager la véritable notion de l'apanage, pour savoir si on pouvait lui appliquer les termes employés en 1483 et en 1545, et c'est ce qui faisait l'intérêt du procès.

Celui-ci dura six ans, et chaque partie apporta à l'appui de sa thèse des textes de valeur. On y trouve une histoire très intéressante des caractères propres de l'apanage, qui semblent avoir été fort différents au cours des âges. Sous les Rois de la première et de la deuxième Races, les terres sont données en souveraineté, aussi bien qu'en propriété, si bien qu'on ne saurait y voir des apanages. Sous les Capétiens il en est différemment, et les domaines sont donnés en simple propriété. Puis Philippe le Bel transforme l'apanage en une assignation sur le Domaine, et la question devient dès lors plus difficile à résoudre. Néanmoins le texte adopté par la Compagnie en 1483, lorsque Jean de Bourbon, apanagé pour le duché d'Auvergne, et Louis d'Orléans, apanagé pour le duché d'Orléans et le comté de Valois, s'étaient opposés à l'édit, semble bien écarter les apanages et par conséquent donner tort aux secrétaires.

Aussi bien ceux-ci n'y faisaient pas trop allusion dans leur requête, et ils s'appuyaient surtout sur un plaidoyer d'Omer Talon, concernant un cas à peu près semblable qui s'était élevé en 1641, et dans lequel l'éminent avocat estimait que les apanages ne cessaient pas

de faire partie du Domaine¹. Quoiqu'il en soit, l'affaire fut réglée en 1718 par le Duc d'Orléans lui-même, qui accorda à la Compagnie « la grâce de connaître lui-même de cette affaire », et résolut la question contre le privilège des secrétaires du Roi. Un arrêt du Conseil d'Etat du 30 juillet, suivi de lettres patentes du 10 août, décida que l'exemption n'aurait pas lieu dans les terres du Duc d'Orléans.

* * *

Ainsi les secrétaires perdaient leur procès, bien qu'en droit on ne saurait dire qu'ils avaient absolument tort : mais il s'étaient heurtés à un puissant personnage. Au surplus leur histoire nous a montré qu'ils ne craignaient pas d'essayer de résister même au Roi ou au Chancelier. Aux xvi^e et xvii^e siècles, ils avaient tenté de trouver auprès du Parlement ou d'autres Cours souveraines un appui contre les nouvelles créations de secrétaires. Dans les cas, à la vérité assez rares, où le Roi essaya de porter atteinte à leurs privilèges, ils protestèrent avec une vigueur qui finit parfois par triompher des résistances². Mais le plus souvent ils durent céder, car il s'agissait de mesures nécessitées par une situation critique, ou bien leurs privilèges apparaissaient archaïques et sans raisons.

D'autre part, au xviii^e siècle, la Compagnie devait essayer de s'opposer à la réception de certains membres que le Roi ou le Chancelier essayaient de faire recevoir. Cependant elle finissait toujours par céder, sachant trop bien que le Roi, qui voulait être considéré comme

1. Rapporté par Dufresne, *Journal des Audiences*, T. 1^{er}, L. 3, ch. 39. Omer Talon alléguait, pour y assimiler le cas en litige, un arrêt du Parlement de 1581, visant le douaire de la Reine d'Écosse. Nous pouvons de même signaler en 1584 un arrêt concernant l'apanage du Duc d'Alençon. Le 4 juillet 1641, un arrêt du Grand Conseil déclara que l'exemption de droits devait s'appliquer dans le domaine d'Argentan, dont le Duc de Vendôme était engagiste : mais pour les engagistes la situation était un peu différente, l'apanage étant plus que l'engagement.

2. Parfois, en effet, le Roi n'exemptait pas les secrétaires de certaines charges : ainsi, en 1538, de diverses impositions pour les travaux des fossés, en 1636 et 1649 des taxes levées pour l'armement de la Ville.

le chef du Collège, et le Garde des Sceaux, qui était le gardien de ses statuts et le juge de ses discordes, étaient les meilleurs et les seuls soutiens de ses privilèges, et que c'était leur intervention qui les lui maintenait. Aussi les secrétaires reconnaissaient-ils « que la même main, la même autorité souveraine qui leur avait accordé leurs privilèges pouvait les assujettir et les révoquer quand il lui plairait »¹.

On doit d'ailleurs constater que les rapports entre le Roi et ses secrétaires furent généralement excellents. Le Roi leur faisait parfois des dons gracieux, leur cédant sa bourse ou intervenant pour qu'on leur accorde des bénéfices — ceci au moins dans les premiers siècles². Les secrétaires, de leur côté, faisaient célébrer des cérémonies solennelles à l'occasion de tous les événements heureux pour le Roi et la famille Royale : et les termes de leurs délibérations concernant ces solennités les montrent toujours très attentifs à plaire au Roi. Ainsi, le 1^{er} mai 1677, la Compagnie fait chanter un *Te Deum*, « la Compagnie, disait-elle, et chacun ne pouvant s'épuiser sur le récit et les louanges que méritent les illustres succès » remportés par le Roi dans la guerre. Etaient présents l'évêque de Strasbourg et l'évêque de Coutances, le prince de Furstemberg et deux Secrétaires d'Etat. De plus, le Roi ayant de 1757 à 1761 tenu les sceaux, et la Compagnie lui ayant alors donné à la Saint-Jean la bourse qu'elle offrait d'ordinaire au Garde des Sceaux, elle prit dès lors l'habitude de Lui offrir chaque année une bourse particulière de cent jetons d'argent.

Les secrétaires du Roi eurent vis-à-vis du Garde des Sceaux la même attitude³, et au XVIII^e siècle, chaque

1. V[2] 26. En 1512, le Roi ayant ordonné que tous ses officiers montent en armes, on voit d'abord les secrétaires essayer d'en être exemptés, puis, afin d'être prêts à toutes les éventualités, ils commandent un étendard cramoi si d'un côté, bleu et blanc de l'autre, et préparent tout pour leur équipement.

2. Une lettre de Charles V du 20 mars 1364, adressée aux chapitre et évêque de Clermont, en des termes très chaleureux, en faveur d'Arnaud Gontier, est fort significative et montre que cela était assez courant. Ms. Fr. 16270.

3. En fait, c'était le Chancelier qui nommait les secrétaires, mais en droit

fois qu'un nouveau Garde des Sceaux était nommé, la Compagnie lui offrait en présent tapis ou tapisseries¹. Au siècle précédent elle en avait déjà offert au Chancelier d'Aligre ; mais, en 1699, Pontchartrain avait refusé, malgré l'insistance de la Compagnie, et ce n'est qu'au début du XVIII^e siècle que la tradition s'en instaura. Les secrétaires en usaient de même avec le Contrôleur Général et avec les Secrétaires d'Etat, auxquels ils donnaient annuellement des bourses, avec les membres du Grand Conseil et avec les officiers du Bureau des affaires de la Chancellerie au Conseil du Roi.

Ainsi savaient-ils se ménager de puissants protecteurs, dont l'intervention au cours des siècles s'avéra fort utile pour maintenir la Compagnie dans ses privilèges et dans ses prérogatives. Le Roi et ses ministres y avaient d'ailleurs intérêt, car celle-ci sut leur apporter bien souvent un précieux concours. Nous le verrons notamment en retraçant les opérations financières de la Compagnie, après avoir étudié avec quelque détail ce que fut sa vie intérieure.

c'était le Roi. Les secrétaires étaient très fiers de ce privilège, et en 1726 ils protestèrent lorsqu'on voulut leur faire verser le droit de survivance aux revenus casuels, non du Roi, mais du Chancelier.

1. Ainsi en 1727 Chauvelin choisit une tapisserie représentant un dessin de chasse d'Oudry : la tapisserie vaut 11.500 livres, ce qui montre que ces présents avaient une assez grande valeur.

TITRE II

La vie intérieure de la Compagnie

CHAPITRE I

SES ORGANES DIRECTEURS

Les lettres patentes de 1365 avaient eu pour but principal de donner à la Confrérie des notaires du Roi une organisation qui lui manquait. Celle-ci, assez rudimentaire, devait cependant suffire à une Compagnie encore à sa naissance : deux procureurs, chargés des recettes et des dépenses du collège, ainsi que de toute l'administration, étaient élus chaque année. Ils prêtaient serment en entrant en charge, et rendaient compte de leur activité à l'expiration de leur mandat. Chaque notaire devait, à la réception, verser 40 sols parisis et un demi-marc d'or, et chaque année 10 sols destinés aux dépenses de la confrérie — ce dernier versement devant cesser lorsque les revenus du corps seraient suffisants. Enfin la confrérie tenait annuellement une assemblée, à la suite de laquelle un grand dîner, préparé par les procureurs, réunissait ses membres¹.

Tels apparaissaient les statuts de la Compagnie au xiv^e siècle : ces quelques règles devaient rester au cours de son existence la base même de son organisation. En 1389, les secrétaires se donnaient une constitution plus précise, que le Roi confirmait le 25 mai. Ces sta-

1. B. N. F. 12423.

tuts devaient être éternels : *inter nos et per nos et successeurs nostros Secretarios et Notarios regios tenendos in perpetuum et inviolabiliter observandos* », déclarent-ils. Pour veiller sur leurs droits financiers étaient créés deux receveurs particuliers des émoluments du Sceau : « *erunt duo ex nobis per nos commissi et deputati receptores collacionum nostrarum* » : dès le 6 mai 1389 Mathieu Fréron et Jean de Crespy étaient élus receveurs. Après 1482, les officiers de la Compagnie apparaissent déjà plus nombreux : le Grand Privilège permet de nommer un ou deux greffiers, et un receveur pour le demi-marc d'or — il confirme d'autre part à la Compagnie le droit de prendre elle-même ses règlements¹.

La Compagnie possède encore en 1672 les officiers que nous venons de citer. Mais à cette date le collège ancien n'est plus seul à avoir une telle organisation, chaque corps de secrétaires ayant ses officiers et ses statuts particuliers. Nous avons ainsi conservé les règlements du Collège des 80 en date du 6 mai 1657 : celui-ci n'eut qu'une vie éphémère, mais ses statuts n'en sont pas moins intéressants puisque chaque corps eut une constitution semblable, comme le montrent les documents qui ont subsisté. L'article 5 est relatif aux officiers du collège : « ne pourra y avoir plus grand nombre d'officiers, dit-il, que deux procureurs, un trésorier et un greffier, dont les élections se feront le jour de Saint-Jean Porte Latine, à la pluralité des voix. Et serviront chacun deux ans seulement, s'ils ne sont continués par les suffrages des confrères, afin qu'un chacun puisse avoir l'honneur de servir sa compagnie à son tour »².

Lorsque la Compagnie fut créée dans son état définitif, le Roi lui donna le 24 avril 1672 un règlement qui allait devenir pour un siècle sa charte constitutive. Son but au surplus n'était pas en cette matière d'innover, mais de sanctionner les traditions de la société, en précisant notamment au point de vue financier les règles

1. D'après O. Morel, la Compagnie n'eut d'ailleurs un greffier qu'après 1496.

2. Ms. Fr. 7501.

qui devaient être suivies¹. C'est à cette époque qu'il faut se placer pour retracer la vie de la Compagnie, en recherchant parfois dans le passé les origines de telle ou telle institution, les sources de telle ou telle tradition.

Les règles qui président à sa vie apparaissent fondées sur l'égalité absolue de tous les membres de la Société, et la hiérarchie n'existe qu'en fonction de l'ancienneté, c'est-à-dire d'après l'ordre du tableau d'immatriculation. Plus de protonotaire, comme au xiv^e ou au xv^e siècle, toujours porté en tête de la liste en raison de sa qualité de greffier civil de la Cour du Parlement. La fonction n'intervient pas, et les Secrétaires d'État n'ont dans la Compagnie aucune prééminence ; la fonction de Doyen, la plus honorifique du corps, n'est acquise que d'après l'ordre d'inscription, de même que celle de Sous-Doyen. Seul le Roi, qui depuis Louis XI a pris le titre de Chef du Collège et est inscrit au tableau comme membre boursier, est toujours nommé le premier dans l'Almanach Royal : mais on ne saurait voir là une véritable exception. En fait, cette égalité se traduit par le droit de vote reconnu à chacun dans les assemblées générales, qui forment l'organe essentiel de la vie de la Société.

Ces assemblées se réunissent normalement une fois par an, pour régler les affaires de la Compagnie, ensuite à chaque réception d'un nouveau membre, enfin dans toutes les conjonctures où cela paraît indispensable. L'assemblée annuelle a toujours lieu au Monastère des Célestins, le 6 mai, ce qui donne à cette date une importance considérable dans l'histoire du corps². Ce jour-là, après avoir assisté à la messe, tous les membres présents, parmi lesquels se trouvent parfois quelques secrétaires honoraires, auxquels on a accordé le privilège d'entrer leur vie durant dans les assemblées de la Société³, mon-

1. Ce texte, intitulé Règlement pour les chancelleries, n'est pas d'ailleurs spécial à la Compagnie, mais vise la tenue générale du sceau.

2. Cette date n'est pour ainsi dire jamais modifiée, et nous n'avons trouvé qu'une exception notable, en 1728, où l'assemblée a lieu le dimanche 9. Avant 1672, dans tous les autres collèges, l'assemblée avait lieu de même le 6 mai, à l'endroit où se tenait leur confrérie.

3. La délibération de 1785 précise qu'ils y ont entrée, mais n'y ont ni préséance ni droit de vote : c'était là une tradition.

tent dans la grande salle qui leur est réservée, afin d'y entendre de la bouche de leurs officiers le compte-rendu de leur activité de l'année. Le Doyen préside ; le trésorier commence par retracer les opérations financières en cours, qui sont toujours d'une extrême complication, puis le greffier expose l'état des comptes qu'il tient ¹, enfin le premier procureur syndic résume la situation de la société, en insistant notamment sur l'état des procès en cours.

Alors l'assemblée donne ses directives, chacun opinant dans l'ordre du tableau, en discutant les comptes et en indiquant la conduite que devront avoir les officiers ². Toute décision, pour être valable, doit être prise par 30 membres. De même dans les divers collèges, avant 1672, il y avait un quorum obligatoire, 20 dans l'ancien collège des Six-Vingts — ceci dès 1365 —, 12 au collège des 80. Mais les secrétaires étaient assez peu zélés, ce qui rendait parfois difficile d'aboutir à des décisions : aussi chercha-t-on divers moyens de les inciter à plus d'empressement. Au xiv^e siècle, on percevait 5 sols d'amende sur ceux qui ne se rendaient pas aux convocations régulières. Au xvii^e siècle, la Compagnie emploie une autre méthode : ainsi les 66, estimant le 6 mai 1642 « qu'il n'est pas raisonnable que ceux qui ont bonne volonté pour le bien ou service (du collège...) n'y trouvent quelque avantage ou honneur », décident d'accorder aux présents cires et bougies ³. Au xviii^e siècle, on donne deux livres de bougie blanche à tous ceux qui assistent aux assemblées.

L'assemblée ayant voté sur les affaires de la société, elle nomme ensuite ceux qui durant un an vont veiller sur ses destinées ; parmi les procureurs, élus en principe pour trois ans, les deux plus anciens sortent généralement,

1. Le greffier tient notamment les rôles du franc salé, dont jouissent les secrétaires en exercice, leurs veuves, les honoraires et même les veuves des honoraires à dater de 1752, d'où 3 ou 4 rôles différents. Ces rôles une fois approuvés, on donnait aux bénéficiaires les titres grâce auxquels le sel leur était délivré.

2. Aux assemblées c'était toujours le Doyen qui recueillait les voix, sauf entre 1672 et 1682 : ce fut alors le premier procureur, vu l'état très difficile des affaires.

3. V[2] 59.

et la Compagnie en nomme deux nouveaux, désignant le premier syndic parmi ses confrères. Cependant la Compagnie peut décider de garder les mêmes procureurs : il en est de même du greffier et du trésorier, celui-ci étant en principe nommé pour deux ans.

Enfin les confrères terminaient la journée par un grand banquet, que certains grands officiers du Roi honoraient parfois de leur présence : ainsi le mardi 6 mai 1427 étaient présents Monseigneur le Chancelier de France, accompagné de Messieurs de Beauvais et de Noyon, le Premier Président du Parlement, Pierre de Canteleu, trésorier général des Finances¹... D'ordinaire cependant le repas était plus simple, et le devint de plus en plus. Il coûtait néanmoins fort cher à la Compagnie, et l'art. 11 du règlement de 1672 le supprima. « Au lieu du festin ordinaire qui se faisait ledit jour, spécifiait-il, il sera distribué à chacun 6 livres de bougie blanche, au Doyen pour trois, aux Sous-Doyen, procureurs, députés ou anciens officiers, trésorier et greffier pour deux ». La tradition subsista néanmoins, mais chacun désormais paya son écot.

L'assemblée générale du 6 mai apparaît donc capitale dans la vie de la Compagnie, et elle resta telle, inchangée, jusqu'à la Révolution. Cependant son efficacité réelle alla déclinant : alors qu'autrefois l'assemblée, seul organe constitué de la société, était réunie fort souvent pour discuter de toutes les affaires, la réunion de tous les membres constituait aux temps modernes un organisme trop nombreux, trop complexe, un véritable petit Parlement, difficile à consulter à tout propos. Aussi la Compagnie en vint-elle à se réunir fort peu, en dehors de la réunion traditionnelle du 6 mai et des réceptions des nouveaux membres, laissant toute l'activité réelle au *Cabinet*, créé par le règlement de 1672. Cette évolution n'alla pas d'ailleurs sans susciter quelques résistances à l'intérieur même du corps².

1. V[2] 76.

2. Nous en parlerons dans le chapitre V, qui montre que la vie intérieure du corps ne fut pas sans être parfois troublée, pour cette raison ou pour d'autres, et qui apparaît ainsi comme la conclusion du titre II.

Le Cabinet se composait du Doyen, du Sous-Doyen, des procureurs et anciens procureurs, du trésorier et du greffier¹. C'était donc un corps assez peu nombreux, et dont tous les membres étaient fort au courant des affaires de la société, puisqu'ils avaient passé par ses charges ou en faisaient partie depuis fort longtemps : ce n'est qu'exceptionnellement, et pour récompenser des services remarquables qu'on admettait un confrère parmi les anciens sans avoir passé par le Syndicat. D'après le règlement de 1672, il devait y avoir au moins une réunion mensuelle ou mercuriale, qui se tenait à la Chancellerie. On ne pouvait délibérer valablement qu'à 10, et, afin d'encourager le zèle de chacun, on distribuait des jetons d'argent. Il semble pourtant que cela ne suffisait pas toujours, puisque le 1^{er} août 1785, le syndic s'étant plaint du peu d'assiduité, on décida qu'à l'avenir ceux qui manqueraient plus de deux mercuriales par an sans raisons valables ne pourraient toucher leurs jetons².

En fait, et vu la multiplication des affaires, les réunions du Cabinet devinrent de plus en plus fréquentes. Si l'on en croit une supplique adressée vers 1682 par la Compagnie au Garde des Sceaux, pour protester contre les allégations d'un secrétaire, qui s'était plaint à l'assemblée générale que les officiers prissent sans titre les rétributions qu'on leur attribuait, le Cabinet s'assemblait deux jours par semaine pour les affaires courantes, quatre fois par an avec les Trésoriers du Sceau et quatre fois avec les Trésoriers du Marc d'Or, autant pour la rupture des lettres et autant pour la confection des bourses, sans compter les jours de contrôle, les divers voyages et sollicitations.

Il ne semble pas que cette énumération soit trop exagérée. Dès le 2 août 1672, d'ailleurs, en l'assemblée des mois — qui se tenait alors chaque premier mardi à

1. Un différend s'éleva à ce sujet, concernant l'interprétation du règlement de 1672. Certains prétendaient que le nombre des membres du Cabinet ne devait pas dépasser 12, et que les anciens officiers devaient se retirer en conséquence. Mais en fait le règlement ne donnait pas ce chiffre comme un maximum : le nombre d'ailleurs ne s'élevait jamais beaucoup, les anciens officiers mourant ou démissionnant.

2. En 1674, la rétribution des anciens fut doublée, ce qui la porta à 12 jetons pour le Doyen, et à 6 pour tous les autres.

2 heures — on avait fait remarquer qu'une réunion mensuelle était fort insuffisante, et le bureau avait arrêté qu'on pourrait se réunir après chaque jour de sceau au cabinet de la Chancellerie, l'officier le plus récent devant tenir la plume de greffier. C'est qu'en effet le Cabinet réglait toutes les affaires de la Compagnie, et c'était sous son autorité réelle qu'agissaient tous les officiers du corps. Il convient donc maintenant de donner quelques détails sur le rôle de ces divers officiers.

Le trésorier gérait toutes les finances de la Compagnie, et la vie de celle-ci montre que ce n'était pas là une fonction sans difficultés. Le greffier tenait les différents registres, dont les plus importants étaient celui des immatriculations et celui des délibérations. Il était responsable de tous les papiers et titres de la société, et de toutes ses archives, dont l'inventaire lui était remis à son entrée en charge. Il n'était pas d'ailleurs le seul responsable de celles-ci, qui se trouvaient dans des coffres fermés à trois clefs, dont il ne possédait qu'une, le Doyen et le premier procureur possédant les autres (délibération du 7 mai 1672). Il tenait, en outre, certains rôles comme celui du franc salé, et certains comptes comme celui des jetons d'argent.

Quant aux procureurs, ils étaient responsables de toute l'administration, et devaient veiller aux intérêts matériels comme à la sauvegarde des droits de la Compagnie. Voici d'ailleurs les termes très généraux en lesquels s'exprime le règlement des 80 : « Ils se chargeront du soin de toutes les affaires généralement qui regarderont les intérêts du collège, et s'en acquitteront avec assiduité, diligence et affection ». Aussi conçoit-on toute l'importance de leur rôle, qui ne fit que croître au cours des siècles. Leur nombre d'ailleurs s'éleva de deux à six, entre 1365 et 1672, et c'est à ce dernier chiffre qu'il resta fixé. On pouvait s'adresser indifféremment à l'un ou à l'autre pour toutes les affaires de la Compagnie, mais lorsque leurs avis étaient différents, et qu'il s'agissait de décisions importantes, le Cabinet ou même l'assem-

blée générale pouvaient avoir à trancher le différend¹.

Leur premier rôle était de gérer les propriétés de la Compagnie, qui devinrent de plus en plus importantes. En dehors de leur installation aux Célestins, les secrétaires en possédaient une autre à la Chancellerie du Palais. Jusqu'en 1370 les clercs notaires avaient été obligés de travailler chez eux, où ils rapportaient les lettres qu'ils avaient été chercher dans les divers services de l'Hôtel du Roi. Pour remédier à un tel état de choses, Charles V leur accorda par lettres du 9 novembre 1370 une chambre en son Palais de la Cité, pour y faire leurs lettres et délibérer². C'était une chambre au coin de la grand'salle du Palais — aujourd'hui salle des Pas-Perdus du Palais de Justice — où les gens des Requêtes de l'Hôtel siégeaient parfois : l'ordonnance de 1482 les confirma dans la possession de cette salle, où se tenaient d'ailleurs souvent leurs assemblées.

Au xvii^e siècle, les diverses salles qu'ils occupent à la Chancellerie sont magnifiques et excitent l'envie des autres officiers : « Ils y tiennent leurs délibérations et exercent leur discipline, disent ceux-ci..., ils ont une chapelle et les lieux les plus superbes du Palais, qu'ils ont décorés à grands frais depuis leur union³ ». Au xviii^e siècle, ils agrandissent encore leur domaine, qui désormais fait saillie dans la cour du Mai : un contrat du 23 août 1732 avec l'abbé de Brancas, aumônier du Roi et chanoine de la Sainte-Chapelle, leur cède 13 pieds carrés contigus à leur cabinet en la Chancellerie. La Compagnie est d'autre part propriétaire d'une maison située entre le grand escalier du Palais et la Sainte-

1. Voici les termes de l'art. 6 des statuts du collège des 80 : « Des deux procureurs le plus ancien en réception sera réputé le premier. Et néanmoins on pourra s'adresser indifféremment à l'un ou à l'autre... mais l'on ne pourra rien résoudre sans l'autre. Et quand leurs opinions ne se rencontreront pas, ils en parleront à la Compagnie, si la chose est de conséquence ; sinon ils s'en rapporteront à l'ancien ».

2. Les secrétaires eurent d'ailleurs assez grand mal à entrer en possession, et un arrêt des Requêtes de l'Hôtel du 18 avril 1374 dut contraindre le concierge du Palais à les laisser jouir paisiblement des lieux. Ce concierge était, en effet, un personnage considérable qui avait une certaine juridiction à l'intérieur du Palais. Arnaud de Corbie, chancelier au xiv^e, et Jacques Coitier au xv^e siècle eurent ce titre.

3. B. N. F^o F. 15579.

Chapelle : elle brûla, lors de l'incendie de 1776, mais la Compagnie reçut en échange une partie de l'aile gauche du bâtiment de la cour du Mai reconstruit¹. Aussi les procureurs, ordonnateurs du collège, avaient-ils fort à faire avec ses fournisseurs, dont certains semblent avoir été des personnages importants : le tapissier ordinaire de la Compagnie, et surtout le cirier qui paraît avoir été possesseur d'une véritable charge, et dont les affaires étaient si importantes qu'au XVIII^e siècle il y avait deux ciriers ordinaires de la Société.

D'autre part, les procureurs devaient exercer une certaine surveillance sur la tenue et la conduite de leurs collègues. Les lettres de 1365 les chargeaient de veiller à l'application des lois somptuaires défendant de porter « *radiatas vel partitas vestes, aut manicas tunicarum super manus extenses... aut poulenam in sotularibus* », c'est-à-dire des habits bariolés, manchettes ou souliers à longue pointe recourbée qu'on appelait alors souliers à la poulaine. De même les lettres de 1482 précisent que les secrétaires doivent être vêtus honnêtement pour venir devant le Roi, qui tient à ce « qu'ils ne jouent pas à jeux défendus, mènent vie deshonnête ou se trouvent en compagnie ou lieux dissolus ». La déclaration du 17 janvier 1563 leur interdit l'usage de la soie, des robes, chapeaux, bonnets et souliers que portent les gens nobles, et le règlement du 15 février 1573, révoquant le précédent, prouve que le Roi s'occupe encore à cette époque de la tenue de ses secrétaires.

Enfin et surtout les procureurs avaient deux fonctions essentielles : s'occuper de la vente des charges et de la réception des nouveaux secrétaires du Roi, veiller à la discipline intérieure du corps. Pour cette partie principale de leur tâche, qu'il faut maintenant étudier plus en détail, ils semblent de plus en plus soumis au contrôle ou plus exactement aidés du concours des membres du Cabinet : il est vrai que le membre le plus important en est le premier procureur syndic, qui apparaît ainsi comme l'animateur, le chef véritable de la Société.

1. V[2] 55 et V[2] 71.

CHAPITRE II

L'ADMISSION DES NOUVEAUX MEMBRES

Un des premiers soucis du Cabinet était sans nul doute la vente des charges de secrétaires du Roi. Il y allait, en effet, du crédit de la Compagnie, chacun étant intéressé au premier chef à ce que l'office dont il était propriétaire se vendît bien. D'autre part, il s'agissait d'accueillir un nouveau venu dans la Compagnie, et celle-ci, fière de ses privilèges, de ses illustrations et de son antiquité, se devait à elle-même de ne recevoir en son sein que des personnes qui ne dérogeassent point. Aussi est-il intéressant de voir l'attitude du corps lorsqu'il fallait agréer de nouveaux membres.

En se plaçant au xviii^e siècle, on peut dès l'abord constater combien les temps ont changé depuis le xiv^e et le xv^e siècles, alors que le Roi seul nommait à cet office. Celui-ci, d'abord révocable comme tous les offices de France, était devenu rapidement viager, c'est-à-dire qu'il n'était plus sujet à confirmation lors du décès d'un Roi, et que le prince n'en privait le titulaire qu'au cas grave de forfaiture. Puis, au xvi^e siècle, on voit la plupart des secrétaires obtenir du Roi l'autorisation de faire admettre leurs fils ou gendre en la survivance de leurs charges. Des lettres patentes de mai 1572 octroient même à ceux qui ont servi vingt ans le privilège de résigner en faveur de qui ils voudront, sans payer finance. Le Roi ne veut pas même les assujettir à la règle voulant que le résignataire vive quarante jours après un tel acte pour qu'il soit valable. L'édit de novembre 1577 accorde le même droit à ceux qui n'ont pas servi vingt ans, moyennant le paiement de 500 livres tournois entre les

maines du trésorier des parties casuelles¹, et les divers édits du xvii^e siècle révoquant l'hérédité et survivance accordées à de nombreux offices ne visent pas les secrétaires du Roi.

Ainsi au xviii^e siècle le Roi apparaît-il sans grand pouvoir réel quant à la nomination de ses secrétaires : cependant ceux-ci ne peuvent être pourvus de leur charge qu'après avoir obtenu du Garde des Sceaux des lettres de provisions². Aussi le premier acte de celui qui vient d'acheter une charge devant deux notaires au Châtelet, ou qui succède à son père, est-il de demander les provisions de son office, après s'être mis d'accord cependant avec les syndics sur la question pécuniaire. Ceux-ci veillaient, en effet, à ce qu'on ne vendît pas les charges au-dessous du prix fixé par le Contrôleur Général, et en déterminaient les conditions de paiement. Ils accordaient parfois des délais ; ou, lorsqu'ils estimaient qu'il y avait lieu, pour une raison particulière, de ne pas suivre les règles habituelles, ils proposaient une dérogation à l'assemblée générale, qui décidait en dernier ressort³.

Mis en présence de la demande du requérant, le Chancelier délivre alors des lettres de provisions, conçues en

1. Une affaire intéressante de ce point de vue s'engagea en 1610. Il s'agissait d'un certain Nicolas Largentier, qui avait résigné en faveur de son fils, sans le faire recevoir, mais en réitérant sa résignation chaque année. Il meurt, et le Roi, qui avait promis à Mr. d'Attichy le premier office vacant, l'en pourvoit. Le fils du dit Largentier proteste, et le collège des 54 intervient en sa faveur, estimant ses droits lésés. Mais en fait, pour que les provisions fussent valables, il eût fallu les immatriculer dans la quinzaine et le requérant perdit son procès devant le Conseil d'État. La Compagnie cependant ne s'inclina pas, et fit tant et si bien que le dit d'Attichy ne fut pas reçu et dut vendre son office. Le dossier est au carton V[2] 32.

2. C'est, en effet, le chancelier qui délivre les provisions et reçoit le serment des nouveaux officiers par procuration du Roi. Celui-ci, au Moyen Âge, avait dû lutter contre divers chanceliers pour maintenir son droit de nomination. Ainsi en 1420 Robert Le Maçon pourvoit quelqu'un, et Guillaume de Champeaux, autre chancelier, en pourvoit un autre du même office, qu'il partage pour cela en deux. L'un des deux officiers ayant démissionné, le Roi lui-même pourvoit à la charge. L'autre secrétaire, ayant protesté, est débouté comme ayant été pourvu par le chancelier, c'est-à-dire irrégulièrement. Ms. Clairambault 745.

3. Ainsi accorde-t-on, le 30 juillet 1685, à Mgr. de Croissy, Secrétaire d'État, de payer sa charge 48.000 livres au lieu de 55.000. La finance, qui était à cette date de 55.000 livres., était passée en 1789 à 120.000, après diverses variations.

la forme arrêtée le 15 mai 1674 par le chancelier d'Aligre, non scellées, et sur le repli desquelles se lit « Soit montré ». Par cette ordonnance, qui n'est qu'une formalité et ne préjuge en rien de ses intentions concernant le récipiendaire, le Chancelier renvoie celui-ci devant la Compagnie, à qui il appartient désormais de prendre les informations requises. A cette époque, le Chancelier ne procède plus en effet à l'examen que devaient subir au *xiv^e* siècle les clercs du Roi avant d'être pourvus de leur charge. L'ordonnance du 8 avril 1342 avait même prescrit, pour juger de leur science, un examen en forme, alors qu'auparavant le chancelier y procédait sans formalités particulières. Puis l'ordonnance cabochienne vint spécifier que « nul ne sera reçu notaire sans être examiné par le Chancelier, reconnu apte à écrire lettres en latin et français » : mais il ne s'agit plus alors d'un examen spécial.

Aux temps modernes, c'est à la Compagnie de juger si le requérant possède les qualités nécessaires à l'exercice de sa charge. Aussi celui-ci, après avoir visité les procureurs, adresse-t-il à la Compagnie ses provisions en lui demandant de bien vouloir procéder à l'information habituelle. Cet usage, codifié au *xviii^e* siècle, où les formes apparaissent immuables, est en réalité assez ancien. Le Privilège de 1482, qui prévoit seulement que l'admis devra apporter ses lettres de don devant les audientièrs et contrôleurs et quatre anciens du collège, n'en parle pas. Mais les lettres de mars 1573 attribuent aux Conseillers Secrétaires l'information des vies et mœurs de leurs confrères, deux secrétaires devant être désignés pour enquêter et rendre compte au Chancelier de leurs recherches¹.

Le but du Roi était alors d'empêcher les réformés d'entrer dans la Compagnie, et de maintenir ainsi sa splendeur. Ce souci resta jusqu'en 1789 l'un des princi-

1. Les secrétaires du Roi n'étaient pas au surplus les seuls officiers du Royaume à avoir cette prérogative, que le règlement du 11 avril 1682 attribua aux Grands Audiencièrs et aux Contrôleurs Généraux de la Grande Chancellerie vis-à-vis de leurs collègues.

paux du Collège, bien qu'il convienne de remarquer que l'interdiction faite aux protestants de devenir secrétaires ne subsista pas au xvii^e siècle. Divers réformés en firent partie à cette époque, et le règlement de 1672, s'il prévoit que les protestants admis ne pourront être officiers de la Compagnie, leur donne voix délibérative aux assemblées et l'accès au titre de Sous-Doyen, au cas où l'un d'eux serait plus ancien que le Doyen.

Lorsque le Cabinet recevait la demande, il nommait aussitôt deux députés pour procéder à l'enquête. L'ordre d'informer était signé par le premier procureur, les enquêteurs devant être pris à tour de rôle parmi les anciens. Voici quelles étaient les formes arrêtées en 1668 au collège des Six-Vingts : on doit commettre « un boursier et un gager pour faire l'information des vie et mœurs du dit récipiendaire, lequel sera tenu de voir en leurs maisons lesdits sieurs procureurs et anciens ». Ces formes restèrent à peu près inchangées au xviii^e siècle¹ : l'obligation des visites subsista, et comme certains se dispensaient de ce devoir de civilité envers le Cabinet, on décida que l'information ne serait faite qu'après ces marques de déférence. Quant à la manière de nommer les commissaires, elle varia quelque peu au cours du siècle. Le règlement de 1683 avait admis les anciens à informer concurremment avec les officiers : on devait prendre tantôt deux anciens officiers, tantôt deux anciens non officiers, mais jamais un ancien officier avec un ancien non officier. En 1778, on revint à cet usage, qui avait été suspendu en 1757 parce que certains anciens avaient refusé ce travail trop dur pour leur âge.

Le rôle des enquêteurs était, en effet, assez important, et ils devaient rechercher tous les renseignements utiles, concernant notamment la religion, la profession, l'âge du récipiendaire. Quelle que fût la notoriété du postu-

1. Signalons que, d'après une décision du collège ancien, les procureurs, avant de nommer des commissaires, devaient faire connaître par billets à tous les membres le nom du récipiendaire, et ne lui répondre qu'après huit jours, afin que chacun puisse prendre dans l'intervalle ses informations : pareille règle ne fut pas suivie dans la Compagnie après l'édit d'Union.

lant, l'information devait être conduite dans les mêmes formes : Louis-Henri de Bourbon, Chevalier de Soissons, que ses titres firent dispenser de prêter serment entre les mains du Roi, les maréchaux de Villars ou de Luxembourg durent, comme les autres récipiendaires, désigner des témoins pour venir déclarer, devant les commissaires, la main *ad pectus*, qu'ils connaissaient les requérants pour de bons catholiques et des hommes d'honneur. Il est intéressant d'ailleurs de voir, entre 1600, date des premières informations conservées, et la fin du xviii^e siècle, les formes de l'enquête et jusqu'aux termes des dépositions se stéréotyper peu à peu.

Au début du xvii^e siècle, les dépositions sont nombreuses, parfois quatre ou cinq ; elles sont longues et assez diverses. On s'informe toujours de la religion du requérant, mais en général on ne demande pas le témoignage de prêtres : quelques protestants se présentent, Jean Pavraud, survivancier de son père en 1618, Gabriel Pallot en 1637. Puis, vers 1640, le nombre des vicaires de paroisses qui viennent témoigner augmente, ils précisent « avoir assisté avec (le récipiendaire) au service divin, confessé et communie ensemble », ou « l'avoir entendu en confession et lui avoir administré le Saint-Sacrement ».

Après 1675, les formes paraissent à peu près fixées : trois témoins viennent déclarer, « la main mise à la poitrine à la manière accoutumée », qu'ils ne sont « ni parents ni alliés au requérant », et font leur déposition. Parmi eux on trouve toujours un prêtre, qui dépose le premier, et, pour le seul protestant que nous ayons remarqué vers cette époque, en 1678, un ministre de la religion réformée vient témoigner en sa faveur¹. Quant aux autres témoins, ils ne sont pas obligatoirement des secrétaires du Roi, mais en général ce sont des officiers, des Conseillers au Parlement ou à la Chambre des Comp-

1. On peut voir le soin avec lequel étaient faites les dépositions en signalant cette décision du 9 juin 1706 : les ecclésiastiques parisiens peuvent dire qu'ils ont administré ou vu administrer les sacrements au récipiendaire, mais ceux de province doivent y joindre un certificat du curé de leur résidence ; sinon les récipiendaires doivent se faire administrer les sacrements à Paris.

tes, des employés des administrations publiques¹. Au XVIII^e siècle, on trouve aussi dans les dossiers de nombreux extraits de baptême : la décision en avait été prise, en effet, en 1699, au sujet du sieur de Beausergent, que tout le monde disait être un bâtard, « ce qui ne faisait point honneur à la Compagnie ». Cette obligation était donc surtout un moyen de connaître la qualité des parents du récipiendaire.

En dehors de la religion, les enquêteurs apportaient une attention particulière à la profession du requérant et à celle de sa famille. Ceux qui exerçaient des professions inférieures ne pouvaient espérer entrer dans l'antique Compagnie : des lettres patentes du 7 juillet 1586 avaient d'ailleurs expressément prévu que nulle personne faisant trafic de marchandises ou métier de banque ne pourrait être reçue secrétaire du Roi. Le collège ne voulait même pas accueillir ceux dont la famille dérogeait trop. Cette mésaventure advint à Jean-Jacques Marie, qui n'avait obtenu l'agrément qu'en s'engageant à faire fermer boutique à son père, et fut expulsé en 1666, « lequel père n'en ayant rien voulu faire ». Une sentence du 25 mai 1668 ordonna « que les chapeaux (*sic*) dudit Marie seraient coupés, et lui condamné à 500 livres d'amende ».

Ceux qui faisaient le commerce en gros ou s'occupaient d'entreprises particulièrement importantes obtenaient parfois des lettres royales de compatibilité, tel le sieur Bar, Directeur de la Compagnie des Indes, en 1695. De même, au XVIII^e siècle, on voit divers agents de change obtenir l'agrément de la Compagnie en gardant leur commission ; on reçoit dans les mêmes conditions divers fournisseurs du Roi, comme Nicolas de Launay, son orfèvre ordinaire, en 1711. Les notaires au Châtelet obtenaient en général aussi facilement des lettres de compatibilité : sinon les commissaires de la Compagnie concluaient au refus d'agrément, estimant qu'il y avait dérogeance à exercer cette charge, qui mettait son pro-

1. Une de ces dépositions est conservée au Musée des Archives : celle de Nicolas Boileau en faveur de Jean Racine, en date du 16 février 1696.

priétaire sous la dépendance directe du Lieutenant civil et du Lieutenant de police. Il semble d'ailleurs que les traditions du corps étaient en cela contraires aux termes de diverses déclarations royales.

Quoiqu'il en soit, lorsque la Compagnie recevait dans ces conditions des agents de change ou des notaires au Châtelet, elle les forçait à se démettre de leur charge dans un temps donné, durant lequel ils ne pouvaient exercer l'office de secrétaire du Roi. Quant à ceux qui avaient des professions qu'elle estimait incompatibles avec le titre de secrétaire, ils devaient s'en démettre auparavant, et attendre ensuite une ou deux années pour se faire recevoir. Ainsi voit-on la Compagnie rappeler le 13 mai 1684 au sieur Gilbert « qu'il est d'une extrême importance pour l'honneur de la Compagnie que ceux qui ont fait profession publique de marchandises..... s'abstiennent pour un temps de se faire pourvoir et recevoir en la charge de secrétaire du Roi, dont les privilèges sont si considérables et les fonctions si importantes ». Cette délibération caractéristique fut d'ailleurs présentée au Chancelier, qui l'appouva et promit d'y veiller. Mais ses successeurs ne semblent pas avoir tenu fidèlement cette promesse, puisqu'en 1694 on voit que la Compagnie n'admet Tribouleau que par déférence pour le Chancelier, qui lui a demandé son agrément sans tenir compte du fait que ce dernier vient de quitter son commerce¹.

Les commissaires devaient enfin porter leur attention sur l'âge du récipiendaire et sur sa valeur morale. Cette dernière condition était évidemment indispensable, et aucune incertitude ne devait subsister sur ce point : c'est ainsi qu'on surseoit le 20 janvier 1723 à la réception du sieur Pigné, jusqu'à ce qu'un arrêt définitif soit venu détruire une délibération des avocats du Conseil le reconnaissant coupable d'avoir communiqué à un adversaire les moyens de sa partie². Quant à l'âge, une tra-

1. V[2] 64 et V[2] 65. Il fallait signifier au corps des marchands la renonciation à tout commerce, ne plus demeurer dans la maison où on avait tenu boutique, en rapporter le bail, etc...

2. Le même cas se représenta en 1740 pour Baudin, qui avait fait l'objet à Saint-Domingue d'un procès criminel, révisé en appel par la Chambre

dition s'établit au xviii^e siècle de ne pas recevoir des membres trop âgés, afin d'éviter la multiplication des privilégiés, l'entrée dans la Compagnie anoblissant tous les descendants du récipiendaire. Telle n'était pas l'habitude au xvii^e siècle, et Louis XIV s'en était plaint en 1691 au chancelier Boucherat, disant « qu'il était informé que les secrétaires du Roi recevaient dans la Compagnie des personnes trop âgées, et souvent à la veille de mourir peu de jours après ; que cette conduite multipliait par trop les privilèges et la noblesse, qu'il lui ordonnait de les en avertir, et d'y être attentifs et très circonspects ». Aussi ne recevait-on plus en principe de personnes ayant dépassé 65 ou 70 ans¹.

L'information une fois terminée, les commissaires députés rendaient compte de l'enquête au procureur syndic, qui rédigeait un rapport et convoquait l'assemblée générale. Celle-ci, en effet, était seule compétente pour donner ou refuser son agrément, et, si elle se bornait le plus souvent à entériner l'avis du Cabinet, la réception en principe ne dépendait que de sa décision². L'assemblée se réunissait soit aux Célestins, soit au Palais : le greffier lisait l'information et le rapport du syndic, puis chacun votait dans l'ordre du tableau. S'il y avait deux récipiendaires, on tenait compte de la date de l'ordonnance de soit montré, pour les recevoir dans l'ordre : celui-ci était, en effet, assez important, puisqu'il entraînait le rang d'immatriculation, c'est-à-dire l'ancienneté et la préséance, depuis qu'à la fin du

royale de l'Arsenal. On fit mention au procès-verbal de l'ordre du Chancelier « pour obliger la Compagnie à y consentir », la Compagnie estimant que Baudin n'avait pas été déchargé de l'accusation. Monsieur de Maurepas appuyait le récipiendaire.

1. Dans le manuscrit Clairambault 745, on trouve une lettre adressée à Colbert, dans laquelle sont exposés divers moyens propres à empêcher les particuliers de prendre des charges dans la seule contemplation des privilèges, afin d'éviter « qu'à l'avenir on ne reçoive aucun secrétaire du Roi à un âge décrépite (*sic*) ».

2. Le règlement de la Compagnie prévoyait qu'il devait y avoir au moins huit jours entre l'information et la réception : parfois cependant, devant l'insistance des récipiendaires, qui étaient pressés d'être pourvus à la fin d'un quartier pour avoir part aux bourses du quartier suivant, on ne respectait pas l'usage. Diverses délibérations, notamment en 1781, insistent sur la nécessité de le respecter.

xvii^e siècle Monsieur de Pontchartrain en avait ainsi décidé. La Compagnie, qui avait parfois à résoudre sur ce point des conflits entre ses membres, y attachait donc une attention particulière¹.

Les formes de l'assemblée étaient réglées par un formulaire, adopté en 1695, et que lisait le Président en ouvrant la séance. Les membres présents ne les respectaient pas toujours parfaitement, et le premier syndic s'en plaignait ainsi en 1777 : « Ces formes paraissent peut-être minutieuses. Nous les croyons cependant essentielles, elles contribuent à la décence et à l'honnêteté qui doivent présider aux assemblées d'une Compagnie aussi respectable que la vôtre. Les conversations particulières qui se tiennent entre vous, Messieurs, vous empêchent d'entendre la lecture des informations de vie et mœurs de ceux qui se présentent pour avoir l'honneur de devenir vos confrères. Ils sont à portée d'entendre le bruit qui se fait dans la salle, ils jugent aisément que vous ne donnez pas une grande attention à la lecture que nous vous faisons »². En une seule circonstance cette inattention doit être cependant imputée à honneur à la Compagnie : le 1^{er} septembre 1789, « par acclamations, à l'unanimité et sans vouloir entendre la lecture de la dite information », elle recevait Adélaïde-Philippe Paporet, âgé de 16 ans seulement, et dont le père, procureur syndic, était mort frappé de congestion à la séance tenue par le Roi aux États Généraux.

Ainsi l'assemblée des secrétaires apparaît-elle entièrement libre d'accorder ou non son agrément, et son droit resta entier et incontesté jusqu'à la Révolution. Cependant elle était parfois l'objet de la part du Roi ou du

1. Le Conseil d'État réglait aussi parfois de tels conflits, ou jugeait de certaines oppositions contre l'immatriculation des secrétaires. En 1654, un conflit assez curieux fut réglé par une transaction : Mr. Renouard, « premier reçu, avait été le dernier immatriculé à cause de la difficulté des passages de Saint-Germain en Laye où était lors le Roi, et le Sceau en cette ville de Paris, où était le registre des immatricules ». On décida que pour toutes les assemblées on suivrait l'ordre du registre, « sauf audit sieur Renouard à précéder ledit sieur Fournier en toutes autres rencontres qui ne concernent point les cérémonies ni les affaires dudit collège en particulier ». V[2] 59.

2. V[2] 74.

Chancelier de sollicitations si pressantes que sa volonté ne pouvait en fait que fléchir. En 1695, la Compagnie, qui ne veut pas recevoir Monmerqué en raison de son grand âge, dit qu'elle le fera néanmoins si le Chancelier lui en donne l'ordre ; celui-ci n'ose le faire, mais il laisse la Compagnie libre d'agir en faisant si bien montre de ses sentiments que celle-ci doit céder. En 1719, Duplessis est reçu dans les mêmes conditions malgré ses 84 ans¹.

Le 13 mars 1737, la Compagnie refuse son agrément à Monsieur de Troy, peintre et professeur à l'Académie Royale de peinture, parce qu'il vend ses ouvrages et qu'elle n'accepte d'autres marchands « que ceux qui font le commerce en gros » ; et que, si en vérité « l'art de peinture en lui-même exercé sans aucun lucre était un art libéral..., il devenait marchandise et profession mécanique lorsque celui qui l'exerçait en tirait du public un profit journalier »². Mais le Cardinal de Fleury et le Contrôleur Général insistent, disant qu'il faut encourager les arts : la Compagnie cède, déclarant qu'elle se conformera aux ordres du Roi, et accepte de recevoir de Troy s'il s'engage à ne plus travailler pour le public³.

Une autre affaire, qui date de 1769 et concerne le sieur Güelle, est encore plus caractéristique. Ce dernier avait fait commerce de chevaux, mais en cette qualité avait rendu au Roi d'éminents services au cours des campagnes d'Italie et d'Allemagne. Devant cette situation, les syndics lui avaient conseillé de se faire pourvoir d'une charge qui supprimerait le souvenir d'une telle dérogeance : il n'en fait rien, et cherche à briser la résistance de la Compagnie en s'appuyant sur le Chancelier et sur le Roi. Le Chancelier laisse libre la Compagnie,

1. On voit que le Chancelier lui-même ne respectait pas toujours l'avis exprimé par le Roi en 1691. En ce cas, la Compagnie exigeait d'ailleurs que le fils ou gendre du récipiendaire se soumit devant elle à se faire recevoir rapidement en survivance.

2. Pontchartrain avait autrefois dans des conditions semblables refusé son agrément à M. de Boulogne, peintre assez célèbre en son temps. V[2] 71.

3. En fait le Roi ne donnait jamais d'ordres, mais la Compagnie affectait de ne céder qu'à un ordre exprès, alors qu'il ne s'agissait que d'une pression. La différence est d'ailleurs pratiquement sans intérêt, mais psychologiquement le fait mérite d'être noté.

mais le Roi en son Conseil des Dépêches exprime sa volonté, que Maupeou transmet aux syndics en ces termes un peu rudes : « Assemblez votre compagnie en conséquence, faites lui part des ordres du Roi et rendez moi compte de leur exécution. Je vous laisse le maître de ne faire usage de ma lettre qu'en cas de nécessité et où vous ne pourriez déterminer votre Compagnie par la voie de la persuasion. Mais il faut que cela finisse à la première assemblée ». Ce fut, semble-t-il, la seule fois où le Roi crut devoir parler en maître, et la Compagnie le sentit si bien qu'après avoir obéi elle envoya des députés au Chancelier, « le suppliant en même temps de vouloir bien ne donner atteinte par aucun acte d'autorité à la pleine liberté des suffrages qui lui était accordée par le règlement de 1672¹ ».

Que la Compagnie d'ailleurs accordât son agrément de plus ou moins bonne grâce, le récipiendaire se trouvait dès lors reçu en fait.² Le greffier inscrivait l'agrément sur le repli des lettres de provisions, qu'on envoyait aussitôt au Garde des Sceaux pour être scellées. Le nouveau pourvu devait alors prêter entre les mains du Roi — en fait devant le Garde des Sceaux — les divers serments de fidélité fort longs et détaillés qui dataient du Moyen Age. Puis les provisions étaient enregistrées à l'audience de la Grande Chancellerie, sur un registre tenu par les audienciers et contrôleurs, ainsi qu'à la Chambre des Comptes, où autrefois n'étaient vérifiées que les seules provisions des secrétaires des Finances³.

Mais les formalités n'étaient pas encore terminées, et une décision du 11 octobre 1673 vint rappeler aux récipiendaires qui l'oubliaient trop souvent qu'il leur fallait se faire installer en la Compagnie par les membres du Cabinet. Pour cela ils devaient payer un droit d'entrée,

1. V[2] 54 et V[2] 73.

2. L'effet de l'agrément était de signifier que la Compagnie donnait son consentement au scel des provisions et à la réception du requérant, ceci sous le bon plaisir du Chancelier.

3. Au début du xvii^e siècle, le récipiendaire devait aussi payer 72 écus pour le droit de marc d'or des offices de France (l'ancien droit de serment créé en 1578), mais plus tard les secrétaires du Roi en furent exemptés.

déjà prévu par les lettres de 1365 et de 1482. Ce droit, qui était au Moyen Age d'un demi-marc d'or, avait été porté, sur la prière des secrétaires, à un marc par déclaration royale d'octobre 1572. D'ailleurs, à diverses reprises, des arrêts des Requêtes ou du Conseil du Roi durent intervenir, au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle, pour contraindre à payer ce droit les secrétaires trop peu empressés : les lettres du 8 octobre 1558 défendirent d'exercer leur charge à ceux qui ne payaient pas.

Mais au ^{xviii}^e siècle la Compagnie ne connaît plus de telles difficultés¹, et chacun paye ce droit, dont la valeur, qui était de 35 écus d'or en 1445 pour le demi-marc, a été fixée en 1715 à 1200 livres. Le collège a cependant le droit d'en exempter certains récipiendaires, et en use parfois, lorsqu'il s'agit notamment des fils de membres du Cabinet ou de personnages ayant rendu d'éminents services². Ce n'était pas là au surplus les seuls frais qu'entraînait la réception, le nouveau membre devant donner aux anciens procureurs un pain de sucre de 12 livres pour leur peine, et à ceux qui assistaient à leur information une livre de bougie blanche (deux livres pour le Doyen, rapporteur et greffier), sans compter les pains de sucre qu'il donnait au greffier garde des hypothèques de l'Hôtel de Ville et au receveur de l'émolument du Sceau de quartier.

Une fois toutes ces démarches faites et dans la huitaine du scel, le récipiendaire faisait déposer par le secrétaire qui les avait expédiées ses provisions au Cabinet, et celui-ci le convoquait pour recevoir son serment, ses soumissions et l'installer. Lorsque le récipiendaire habitait la province et ne pouvait venir pour des raisons sérieuses, le Cabinet chargeait de cette cérémonie des secrétaires résidant dans la même région, et, sur le vu du compte-rendu de la séance, immatriculait l'inté-

1. Autrefois, en effet, on pouvait payer le droit en plusieurs fois : mais à cette époque on le paye comptant, avant d'être installé.

2. Ainsi fit-elle pour le fils de Florimond Robertet. Ceux qui étaient dans ce cas étaient dispensés de payer le marc d'or, mais non l'aumône de 150 livres qui s'y ajoutait normalement pour les récipiendaires.

ressé¹. Il semble qu'en une seule circonstance elle ait dispensé de cette obligation un membre habitant Paris : le chevalier de Soissons fut tenu pour installé sans formalités.

Les formes de la cérémonie étaient au XVIII^e siècle toujours les mêmes. L'intéressé faisait d'abord ses soumissions par écrit, sur les registres de la Compagnie, en principe par lui-même, parfois par fondé de pouvoirs. En voici le texte, assez peu variable. « Je soussigné..., ayant acquis (une) des charges (ou offices) de conseiller-secrétaire du Roi, Maison et Couronne de France et de ses Finances, consens par ces présentes que ledit office demeure affecté et hypothéqué à toutes les dettes de la Compagnie, qui ont été créées jusques à ce jour, et ce suivant et conformément aux délibérations de la Compagnie..., auxquelles dettes je m'oblige solidairement et par les mêmes voies que la Compagnie y est et y sera obligée ». Parfois d'ailleurs on désignait nommément certains emprunts ; ainsi au XVIII^e siècle sont toujours signalés les emprunts de 1755, 1758 et 1770².

Puis le syndic introduisait l'intéressé au Cabinet ; le Doyen le faisait avancer derrière le banc où se trouvaient les procureurs et lui disait : « Nous voyons, Monsieur, par vos provisions, que vous avez prêté entre les mains de Monseigneur le Garde des Sceaux le serment que vous deviez au Roi pour raison de l'état et office de Conseiller-Secrétaire de Sa Majesté, Maison, Couronne de France et de ses Finances. Vous en devez encore un à la Compagnie. Levez la main. Vous jurez et promettez d'observer exactement les règlements de la Compagnie, d'en tenir les délibérations secrètes : s'il survenait à votre connaissance quelque chose de préjudiciable à ses intérêts, d'en avertir aussitôt Messieurs les Syndics pour qu'ils puissent y donner ordre, de ne prêter votre nom directement ni indirectement aux sollicitateurs, de porter honneur à vos anciens et de bien vivre avec tous vos confrères.

1. Il en était de même pour le serment que prêtait le récipiendaire entre les mains du Chancelier, celui-ci déléguant ses pouvoirs à un officier du Roi.

2. V[2] 47 et V[2] 48.

Ainsi jurez et promettez »¹. Le nouveau membre s'asseyait alors sur le banc des syndics, où chacun venait le complimenter. Il était reçu au nombre des secrétaires du Roi et immatriculé à ce titre sur les registres de la Compagnie.

Telles apparaissent au xviii^e siècle les formes minutieuses de la réception d'un nouveau membre, et l'on peut constater le rôle fort important qu'y jouaient les membres du Cabinet. Le chapitre suivant montrera un tout autre aspect de leur activité, concernant la discipline intérieure de la Compagnie.

1. V[2] 74.

CHAPITRE III

DISCIPLINE INTÉRIEURE

Les procureurs, nous l'avons vu, devaient veiller sur l'attitude extérieure et sur la tenue morale des secrétaires du Roi. A cette mission s'ajoutaient d'autres pouvoirs de contrôle, dont ils usaient assez strictement, sur la manière dont les divers secrétaires exerçaient leurs charges à la Grande Chancellerie. C'était là d'abord une nécessité pour maintenir la dignité des offices ; cette surveillance contribuait aussi à assurer leur productivité, qui dépendait notamment de divers émoluments du scel. Enfin les procureurs devaient veiller à ce que soient respectés les statuts du corps. Ils exerçaient d'ailleurs ces divers pouvoirs de contrôle sous l'autorité du Chancelier, que les lettres de 1365 avaient chargé de garder inviolablement les constitutions de la Confrérie, et qui, à cette époque au moins, sur la réquisition des procureurs, pouvait commettre des huissiers du Parlement ou des sergents royaux pour maintenir les contrevenants dans le devoir.

Le règlement de 1672 permettait aux officiers d'enquêter sur les faits méritant réprimande, et d'infliger des amendes s'élevant à trois cents livres, ce qui était une prérogative considérable¹. De même ils pouvaient s'opposer au paiement de ses bourses à tout secrétaire qui remplissait mal ses devoirs : l'opposition faite à ce

1. D'après une affaire qui se place en 1776, on voit que les secrétaires exerçaient une certaine juridiction concernant les droits de sceau, et pouvaient infliger des amendes à ceux qui contrevenaient aux règlements. Mais à cette date, en décrétant les échevins de Marseille, les secrétaires de la Cour des Aides d'Aix avaient outrepassé leurs pouvoirs. V[2] 74.

qu'une grande bourse fût accordée à Jacques Hurault, qui n'avait pas exercé sa charge aux Grands Jours de Moulins, au xvi^e siècle, semble le prouver. D'autre part, lorsqu'un secrétaire devait des sommes à la bourse commune, ils pouvaient, avec l'autorisation du Lieutenant civil, faire saisie de ses biens (affaire Caron en 1625).

La Compagnie pouvait mettre en œuvre diverses sanctions. Une décision du collège ancien du 8 avril 1582 prévoit que « les notaires et secrétaires qui auront contrevenu auxdits statuts et privilèges seront admonestés de ne plus y contrevenir, et, où ils persévéraient, seront.. privés de leurs gages et droits pour le temps qu'ils contreviendraient à iceux statuts et privilèges, attendu le serment qu'ils ont fait »¹. Parfois la sanction se bornait à un simple avertissement ou à quelques réprimandes, qui avaient une certaine influence lorsque c'était le Garde des Sceaux qui en chargeait le syndic, ce qui arriva à diverses reprises dans l'histoire de la Compagnie. Ainsi en 1690 on le voit se plaindre vivement de certains secrétaires, qui s'acquittent indignement de leur charge, et, en 1692, il signale aux syndics que certains signent des provisions pour toutes sortes de personnes, avilissant ainsi leur fonction et leur caractère : la Compagnie prépare alors un projet d'arrêt pour réprimer ces abus, et le présente au Chancelier pour l'entériner.

Le Cabinet devait parfois exercer une véritable juridiction, dont on peut trouver un exemple dans l'affaire Falentin-Lefébure en 1673 : son rôle y apparaît surtout comme d'arbitrage et de conciliation. Lefébure avait porté plainte contre Monsieur de Falentin, procureur syndic, qui en plein sceau l'avait accusé d'avoir prévariqué et trahi les intérêts de sa charge, en expédiant les provisions d'un office au nom de son valet alors qu'il avait été chargé de le résigner. Le 12 juillet, les anciens entendent les parties et les témoins, et déclarent qu'il n'y a pas lieu à plainte. Le sieur Lefébure semble, en effet, n'avoir pas fort bien rempli sa charge, puisque le

1. V[2] 57.

20 septembre le Cabinet le conviait à nouveau pour l'admonester sur une autre irrégularité « dont la Compagnie était très scandalisée, et (lui dire) que s'il y retournait plus, elle userait de tout le pouvoir qu'elle a de le multer d'amende »¹.

De même la Compagnie juge les discussions de préséance entre confrères : ainsi, en 1703, deux membres se disputant la place de Doyen, l'un manifeste l'intention de porter l'affaire devant les Requêtes de l'Hôtel, et la Compagnie s'en plaint au Chancelier, disant que les Requêtes sont incompetentes. L'intéressé déclare alors qu'il se soumettra à un jugement arbitral : celui-ci fut rendu par quatre membres du Cabinet, assistés de quatre arbitres. En 1706, certains membres s'étant insurgés dans un mémoire considéré comme injurieux contre les décisions de la Compagnie, le Chancelier autorisa les procureurs à « faire perquisition de ceux qui avaient envoyé ce mémoire et d'exécuter à la rigueur les règlements contre eux, et contre ceux qui seraient capables à l'avenir, pour parvenir à leurs fins, d'avoir recours à des voies si peu convenables à l'honneur de la Compagnie »².

Les secrétaires du Roi avaient des droits semblables à l'égard de certains auxiliaires de la Chancellerie, qui s'expliquent d'autant mieux que divers offices étaient pourvus sur la nomination des procureurs du collège. Au xvi^e siècle, on voit qu'ils nomment les contrôleurs de la Chancellerie de Paris³. Plus tard, ils pourvoient aux offices de gardes-portes et de porte-coffres de la Chancellerie de Paris, ils désignent les quatre dépositaires des minutes des lettres de la Grande Chancellerie⁴, et les trois commis du dépôt de ces minutes.

Ils nomment surtout les quatre huissiers de la Compa-

1. V[2] 63.

2. V[2] 67.

3. V[2] 6. En 1569, les secrétaires avaient permis au titulaire d'un tel office de résigner sa charge en faveur de qui il voudrait. Mais il choisit un incapable, et les secrétaires en nomment un autre. Un arrêt du Conseil privé en date du 31 décembre leur donne raison.

4. C'était d'ailleurs quatre secrétaires du Roi, pris parmi les anciens, qui faisaient la fonction par quartier.

gnie, créés par le règlement de 1672 pour marcher devant elle aux cérémonies. Ceux-ci exercent leurs fonctions sous la surveillance du Cabinet. Il fixe les règles du service qu'ils doivent rendre chaque mois à la Chancellerie, il s'occupe de leur logement et de leurs gratifications (300 livres par an). Il est parfois d'ailleurs obligé de sévir : ainsi, en 1695, il réduit les gages de deux d'entre eux, qui s'absentent souvent du service et qu'une première réprimande des procureurs n'a pu ramener dans la droite voie. En 1717, le Doyen, en présence du Cabinet, réprimande « de la bonne manière » Girardot, ancien des huissiers, qui a fait pour lui-même une expédition de lettres au Grand Sceau.

Mais le Cabinet n'exerçait pas seulement une telle discipline sur les secrétaires et sur leurs auxiliaires. Il veillait aussi à ce que nul n'entreprît sur les fonctions des secrétaires. Le Roi d'ailleurs soutint toujours la Compagnie dans la défense de celles-ci, ainsi que le montre l'édit de 1485 contre les empiriens, gens « qui feignent d'avoir accès à la Chancellerie pour prendre l'argent des particuliers en leur proposant d'expédier leurs actes, et viennent au sceau où ils font du bruit et dérobent lettres scellées ». L'art. 27 du règlement de 1672 vint défendre à quiconque, et notamment aux sollicitateurs, de s'immiscer dans la fonction des secrétaires, et l'article suivant permit aux procureurs de se transporter, au nombre de trois au moins, dans les maisons des sollicitateurs pour constater les contraventions¹.

Enfin ce sont les secrétaires — en l'espèce le Cabinet — qui procèdent eux-mêmes à l'organisation intérieure de leur travail, fixant notamment les tours de service que chacun doit respecter. L'ordonnance de 1365 prévoyait déjà que les procureurs désigneraient les notaires qui assisteraient à tour de rôle aux requêtes du vendredi. Les lettres du 20 janvier 1370, données à la demande de la Compagnie, précisent qu'en raison de leur grand

1. En 1694, pour éviter que beaucoup d'inconnus qui n'y ont rien à faire entrent au Sceau, on arrête qu'un des huissiers se tiendra toujours là pour les faire sortir.

nombre, ils seront répartis en classes pour servir aux jours qui leur seront marqués par le syndic¹.

Au XVIII^e siècle le Cabinet établit à la fin de chaque année la liste de service à la Grande Chancellerie pour l'année suivante. Pour changer entre confrères les mois de service, il faut s'adresser aux procureurs qui examinent si les raisons sont valables. Ce sont eux aussi qui exemptent certains confrères du service pour des raisons importantes : ainsi Racine, comme gentilhomme de la chambre et historiographe du Roi, en est dispensé, de même que tous ceux qui servent auprès des Secrétaires d'État, au Conseil, ou sont chargés de missions particulières.

Quant à ceux qui manquent sans raison valable, ils sont « piqués », c'est-à-dire marqués sur la liste comme absents, et payent une amende². Mais il se glissait assez souvent des abus « en ce que les confrères changeaient leur mois de service avec ceux qui en étaient dispensés », si bien que souvent le sceau n'était point rempli, ce qui était préjudiciable au prestige de la fonction et aux intérêts des confrères et de la Compagnie. Une partie importante des droits du sceau revenait, en effet, aux secrétaires, et la Compagnie avait institué avec l'agrément du Roi un contrôle pour sauvegarder ses intérêts pécuniaires. Nous allons l'étudier dans le prochain chapitre, en envisageant en même temps l'ensemble des finances privées de la Compagnie, auxquelles le Cabinet apportait une attention particulière³.

1. Sans doute faut-il voir là l'origine des colonnes, ou groupes entre lesquels se trouvaient répartis les secrétaires du Roi pour les nécessités du service. Au XVII^e et au XVIII^e siècle, pour certaines discussions, l'assemblée générale se divisait parfois en colonnes, afin qu'une solution pût intervenir plus facilement.

2. On les rétablissait d'ailleurs assez aisément sur la liste ; ainsi, en 1703, on rétablit le sieur Borderie qui déclare avoir « été renfermé (16 mois) à la Bastille sans avoir su la raison de sa détention, et qu'il en est sorti sans avoir jamais été interrogé », ce qui semble indiquer qu'on ne faisait pas grande difficulté pour admettre les excuses.

3. Nous employons à dessein ce mot, réservant pour le titre III les opérations de prêts faits au Roi et d'emprunts placés dans le public, qui devinrent considérables aux XVII^e et XVIII^e siècles, mais nous semblent par leur nature fort distinctes des finances propres de la Compagnie.

CHAPITRE IV

LES FINANCES PRIVÉES DE LA COMPAGNIE

Afin de permettre à la Compagnie de vivre, l'ordonnance de 1365 avait institué un droit d'entrée pour les récipiendaires, et un droit annuel de 10 sols. La fortune de la Compagnie était devenue rapidement suffisante pour qu'elle renonçât à percevoir sur chaque notaire la cotisation annuelle. Mais, à la fin de l'Ancien Régime, c'est encore le fonds du marc d'or, géré par le trésorier du marc d'or (ou trésorier de la Compagnie), assisté d'un commis, qui constitue l'élément essentiel de sa fortune privée, et sur lequel sont ordonnancées à peu près toutes ses dépenses, qui sont fort nombreuses¹.

Aux temps modernes, le fonds du marc d'or suffit généralement aux charges courantes. Lorsqu'il est en déficit, par exemple en 1684-85, on demande à chaque confrère une contribution pour l'équilibrer. Parfois on a recours à de simples mesures de trésorerie, qui consistent en avances bénévoles du trésorier, et en 1687 on voit que la Compagnie doit 16.000 livres à M. de Chaupy et avise aux moyens de le rembourser. Mais en 1676, par exemple, la situation des finances de la Compagnie est très prospère, et elle partage entre les 176 confrères habitant Paris les 10.578 l. 18 s. « revenans bons du marc d'or »; en 1720-21 elle subit sans trop de peine les per-

1. C'était toutes les dépenses matérielles, rétributions en deniers, jetons d'argent et cire aux officiers présents aux mercuriales et à ceux qui rapportaient les lettres en Grande Chancellerie, les secours aux veuves, messes, charités aux Célestins, frais de procès... auxquels s'ajoutaient avant l'union les frais de festins, de la buvette de la Chancellerie et diverses autres rétributions. *B. N. F^o Fm.* 18004.

tes assez considérables résultant de la dévalorisation des billets de la Banque Royale.

La gestion de ce fonds faisait chaque année l'objet d'un compte-rendu du trésorier, qui y faisait entrer les divers comptes du greffier. Ses livres étaient examinés par le Cabinet, qui pour jouer ce rôle de commission des finances se partageait en plusieurs bureaux, la veille de l'assemblée générale¹. Le 6 mai, la Compagnie approuvait ou non les résultats de l'exercice. Parfois au reste la reddition des comptes n'allait pas sans quelques difficultés : ainsi, en 1682, certains confrères demandent à voir les comptes — on le leur refuse, prétendant qu'ils l'ont réclamé impoliment. Ils en appellent au règlement, « au sujet de quoi la Compagnie s'étant fort émue, et une voix tumultueuse s'étant élevée en sorte que l'on ne s'entendait plus, la Compagnie se serait séparée sans rien délibérer »². C'est qu'en cette assemblée on ne jugeait pas seulement le compte du marc d'or, mais toute la gestion financière de l'exercice : or la Compagnie s'occupait aussi des gages et des bourses des secrétaires du Roi, et se trouvait de ce fait responsable des intérêts pécuniaires de chacun.

Au xiv^e siècle les gages étaient de 6 sols par jour et de 200 sols pour leurs droits de manteaux — ceux-ci, en effet, leur furent payés en espèces à partir de 1300 environ — sans compter diverses indemnités pour leurs parchemins et la nourriture de leurs chevaux. Ces sommes, qui leur étaient payées par le Maître aux deniers de la Maison du Roi, étaient assignées sur les émoluments du sceau³. Charles V semble avoir adjoint à ces gages divers droits dont fut fait bourse, et ses successeurs augmentèrent

1. Le détail des opérations de vérification est bien exposé dans les statuts du collège des 80. Tous les confrères pouvaient s'y trouver, et le reliquat était partagé entre tous ceux qui étaient membres du collège depuis trois ans, le déficit devant de même être couvert par eux.

2. V[2] 62. En cette occurrence, le Cabinet dut prier le Chancelier d'intervenir pour calmer les troubles par son autorité.

3. Aussi, en 1306, Philippe le Bel, accordant aux religieuses de Poissy l'exemption des droits du Sceau réserve-t-il les droits de son Chancelier et de ses notaires « *salvo tamen in hac parte nostris cancellario et notariis, qui pro tempore fuerint, jure suo et in omnibus alieno* ».

encore les émoluments de leurs secrétaires en les précisant.

Quoiqu'il en soit, au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle, les secrétaires ont des gages et des bourses, et, lorsque le Roi crée de nouvelles charges, il donne des augmentations de gages, qu'il assigne sur tel ou tel revenu royal, si bien qu'à cette époque les droits de chaque collège sont différents. Chacun lutte pour les maintenir, afin d'éviter que les recettes sur lesquelles ces gages sont assignés diminuent¹, et pour en obtenir du Roi le paiement régulier, ce qui notamment au moment de la Fronde fut pour les divers collèges une grave préoccupation. Un texte de 1648 expose, en effet, qu'on leur a ôté « deux quartiers et demi de leurs gages de l'année 1647, et que l'on menace encore... de leur faire perdre entièrement les années 1648, 1649 et 1650, à la ruine de leurs maisons et familles »².

D'autre part le Roi avait créé des charges de Trésoriers-Payeurs et de Contrôleurs des Trésoriers-Payeurs de leurs gages, qui subsistèrent jusqu'en 1789³. Pour augmenter leurs sûretés, le Roi consentit même qu'ils eussent un privilège sur ces offices, qu'un arrêt de la Chambre des Comptes leur reconnaît en ces termes, le 15 novembre 1657 : « attendu que ce sont deniers royaux pour lesquels lesdits sieurs secrétaires sont aux droits du Roi, lequel a un hypothèque spécial et particulier sur les offices des comptables et sur leurs autres biens meubles et immeubles, du jour qu'ils sont pourvus de leur charge et office »⁴. En 1653, les cinq collèges s'étaient d'ailleurs rendus propriétaires des dits offices pour 70.300 livres, ce qui leur permettait de présenter au Roi leurs candidats.

1. Ainsi en 1650 voit-on les 20 de Navarre lutter pour maintenir leurs droits assignés sur la forêt de Perseigne. De même, vers 1655, un nouveau bail des gabelles ayant été passé pour huit millions et demi, sans que les gages des secrétaires du Roi y soient assignés, ils protestent et obtiennent gain de cause.

2. B. N. F^o F. 15565.

3. Avant 1672, il y avait trois payeurs (ancien, alternatif et triennal) et trois contrôleurs pour le collège ancien, trois payeurs et trois contrôleurs pour les gages des autres collèges. Ces dernières charges furent supprimées au moment de l'Union.

4. B. N. 4^o Fm. 35752.

Aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, les secrétaires du Roi apparaissent en effet propriétaires de nombreuses charges, dont les profits entrent dans la confection de leurs bourses. Ils possédaient, nous l'avons vu, divers petits offices de la Grande Chancellerie, et lorsqu'on en créait de nouveaux, par exemple les contrôleurs des gardes-minutes en 1706, la Compagnie les achetait pour augmenter son influence et ses moyens de contrôle. Parfois d'ailleurs d'autres officiers de la Grande Chancellerie, tels les Grands Audienciers et les Contrôleurs Généraux, s'en rendaient adjudicataires conjointement avec elle, de telle sorte que leurs intérêts financiers se trouvaient liés. Ainsi possédait-elle depuis 1675 les quatre offices de conservateurs des hypothèques — elle les avait achetés 600.000 livres — et les huit offices d'huissiers près les chancelleries du Châtelet.

Le Roi avait aliéné d'autre part à ses secrétaires divers droits, et notamment une partie notable du marc d'or des offices de France. Le tarif de celui-ci paraît d'ailleurs avoir beaucoup varié depuis sa création au ^{xvi}e siècle : il était en 1672 de trois sols pour livre de la valeur de l'office acheté, et au ^{xviii}e siècle de cinq sols¹. Mais la Compagnie avait surtout divers droits dans les chancelleries des Parlements et présidiaux de province, dans les chancelleries de l'ancien et du nouveau Châtelet de Paris, enfin à la Grande Chancellerie. Ces droits d'ailleurs varièrent beaucoup au cours des siècles : outre les droits de sceau proprement dits elle avait divers droits annexes, comme le parisis du sceau, sur les lettres expédiées ou non par les secrétaires. Les nombreux édits de

1. Cela n'était pas d'ailleurs toujours favorable à leurs intérêts, et en 1709 on voit les secrétaires se plaindre que l'augmentation du marc d'or ait diminué la circulation des charges, amoindrissant ainsi leurs bourses. Le marc d'or était néanmoins pour eux un revenu considérable, puisque la Compagnie acheta, en 1675, 150.000 livres le droit de 6 deniers pour livre affecté aux conservateurs des hypothèques. Mais le tarif n'était pas toujours appliqué : ainsi en 1716 le Roi accorde une exemption de la moitié des droits à ceux qui lèveront un office dans l'année ; d'autre part la Compagnie elle-même accorde parfois des exemptions, ce qu'elle ne fait d'ailleurs qu'en assemblée générale pour éviter les abus (délibération de 1682). Signalons aussi qu'une partie des droits de marc d'or entrait dans les fermes générales, sur lesquelles étaient assignés divers gages des secrétaires.

création de secrétaires ou de réorganisation des collèges vinrent au surplus augmenter ses droits, notamment en 1570, en 1631 et 1635¹.

A la fin du xvii^e siècle, on supprima les chancelleries du Châtelet de Paris, et on donna aux secrétaires pour les indemniser 5.000 livres assignées sur la Chancellerie de Paris. Quant aux revenus qu'ils tiraient des chancelleries de province, ils semblent avoir eu assez de difficultés pour les percevoir : ainsi, en 1570, il leur faut demander au Chancelier plusieurs lettres de commission pour faire rapporter par le greffier de la Cour des Aides de Montferrand les émoluments du sceau. De même, en 1585, ils doivent obtenir un arrêt du Conseil d'État pour qu'on leur restitue 1100 écus d'or de l'émolument du scel de la chancellerie d'Angers.

A la fin du xvi^e siècle, la Compagnie estime qu'il lui serait plus profitable d'affermir ses droits, et dès 1580 les baux qu'elle passe sur adjudication dans ce dessein sont nombreux². Le Roi d'ailleurs l'y engage parfois ; ainsi en 1636 il permet aux Six-Vingts des Finances de bailler à ferme l'augmentation récente du sceau, à condition que le bail soit ratifié par le Chancelier, et que les fonds en soient mis entre les mains du Trésorier pour en faire bourse. L'augmentation de 1631 avait été de même affermée³. Mais le bail le plus important fut certainement celui passé le 15 décembre 1672 de tous les

1. En 1672, le Roi, ayant aliéné tous ses droits sur le sceau, décharge les officiers d'en rendre compte à qui que ce soit en ces termes : « Imposons sur ce silence perpétuel à nos procureurs généraux des dites Chambres des Comptes ». Dans le carton V[2] 20 existe un tarif des droits du sceau, où l'on voit les diverses augmentations de droits édictées après 1672, avec les droits de signature et les droits de l'honoraire.

2. Dans les cartons V[2] 8 et V[2] 9, pour la fin du siècle, on en trouve qui concernent les chancelleries de Provence, de Rouen, de Reims, de Tours, de Bordeaux. Malgré cela d'ailleurs, les secrétaires éprouvèrent les mêmes difficultés, les fermiers payant souvent mal et demandant de nombreux abattements.

3. Parfois les secrétaires avaient du mal à faire respecter leurs droits. Ainsi les édits n'exceptaient pas les baux des Fermes générales et les traités de la Régie générale, sur lesquels leurs droits étaient proportionnels aux revenus du bail. En 1786, ces traités et baux furent renouvelés à des prix très supérieurs aux anciens, tels que leurs droits furent évalués à 251.000 livres. Calonne dut traiter avec eux pour qu'il se désistât de leurs prétentions et se contentât de 84.000 livres : le bail était de 103 millions. V[2] 55.

droits possédés par eux dans les diverses chancelleries des Cours, qu'ils abandonnent aux officiers des dites chancelleries, se réservant seulement la régie de celle de Paris — le tout pour 78.750 livres¹.

Ces tractations représentaient pour les procureurs une grande responsabilité, surtout si l'on songe que les secrétaires consentaient à certains corps et communautés des abonnements de droits. La discussion des baux et des abonnements était une lourde charge et certains procureurs semblent avoir rendu sur ce point, grâce à leur habileté, d'éminents services à la Compagnie. Ainsi, le 2 août 1672, on vit le syndic Berryer exposer à la Compagnie que diverses personnes lui avaient proposé d'assumer pour 300.000 livres par an la ferme de tous ses droits près des chancelleries, sur le pied de 180.000 livres pour le Grand Sceau, 60.000 pour la Chancellerie du Palais et 60.000 pour les divers Parlements et présidiaux². Vu son importance, la question fut étudiée par les procureurs et douze anciens, mais l'offre ne fut acceptée que pour les chancelleries présidiales. Quelques mois après, Berryer trouva d'ailleurs de nouveaux adjudicataires à 80.000 livres, et fit rompre l'ancien contrat. Ainsi parvint-il à faire monter en quelques mois les baux de divers droits appartenant à la Compagnie de 40.000 à 100.000 livres. Le 2 décembre, la Compagnie décida de lui accorder en remerciement 2.000 livres annuellement pendant six ans, et pendant le même temps la jouissance des émoluments du sceau de la chancellerie de La Rochelle.

Les secrétaires, on l'a vu, avaient préféré en 1672 ne pas affermer les produits de la Chancellerie du Parlement de Paris, ni les émoluments du sceau de la Grande Chancellerie. C'est qu'en effet, à Paris, ils pouvaient procéder plus facilement eux-mêmes à un certain contrôle pour

1. Au XVIII^e siècle leurs droits dans les chancelleries présidiales du ressort du Parlement de Paris étaient de même affermées pour 18.600 livres.

2. V[2] 62. Ces chiffres montrent bien l'étendue de leurs émoluments : l'ensemble des droits qu'ils possédaient à cette date était de 520.350 livres, et les charges qu'il fallait en défalquer de 181.312 livres. La solution proposée devait permettre de faire monter chaque bourse à 1.100 livres, c'est-à-dire beaucoup plus qu'auparavant. B. N. F^o Fm. 15597.

que leurs droits ne soient pas méconnus. Depuis des siècles, les Rois avaient au reste admis cette surveillance des secrétaires, aussi utile pour le bon exercice de leurs charges que pour leurs intérêts pécuniaires. On conçoit dès lors que, les émoluments du sceau formant la partie la plus importante de leurs bourses, ils se soient acquittés de ce contrôle avec un soin tout particulier.

Le règlement de 1320 sur le Grand Scel ne fait pas mention d'un tel contrôle : mais de chaque lettre qu'expédient les clercs notaires sont faits deux extraits, dont l'un va au contrôleur de l'émolument du scel, qui en suit le compte. Puis, le 24 mai 1389, certains droits sur le sceau venant d'être transformés en bourse, les secrétaires décident de commettre deux receveurs de cet émolument : *Item erunt duo ex nobis per nos commissi et deputati receptores collationum nostrarum predictarum... et ponetur seu includatur pecunia collationum hujus modi per deputatos predictos*. Pour les émoluments qui ne sont pas reçus par ces députés, mais par les audiençiers et contrôleurs de l'audience¹, les secrétaires décident que la recette en sera vérifiée par deux secrétaires, élus chaque année par leurs collègues (6 mai 1496) : telle est l'origine des populotiers que nous retrouvons avec les mêmes prérogatives en 1672.

Au xvii^e siècle, non seulement le collège ancien possède les siens², mais les autres collèges ont aussi les leurs, chacun ayant dès sa création cherché à obtenir une telle prérogative afin de maintenir ses droits³. L'existence

1. Nous verrons un peu plus loin que les premiers étaient ceux de la bourse de collation, les autres étant ceux de la bourse ordinaire.

2. Au collège ancien on admettait alors au populo les douze plus anciens membres gagers et les douze plus anciens boursiers ; il fallait au moins cinq ans de service pour tenir le populo, ce qui fut confirmé en 1668 à la suite d'un incident, un secrétaire qui n'y avait pas droit ayant voulu y assister.

3. L'art. 10 des statuts du collège des 80 s'exprime ainsi : « Les populotiers seront pris dans l'ordre du tableau pour servir à la Grande Chancellerie, lesquels tiendront un registre exact des droits du sceau pour servir à la confection des bourses. Et parce que cet emploi requiert un travail assidu, chacun d'eux aura à la fin des trois mois de son exercice la somme de cent livres ». Le même ordre était observé pour les populotiers de la Chancellerie du Parlement ; mais ils ne recevaient que cinquante livres par quartier.

de ces divers populoitiers n'est pas d'ailleurs sans susciter entre eux des querelles de préséance, et de nombreux arrêts du Conseil privé doivent intervenir pour fixer leurs places respectives à l'audience. Le règlement de 1672 s'étend assez longuement sur l'organisation du populo. D'après l'art. 24, la taxe et le contrôle des lettres de Grande Chancellerie se font au plus tôt le lendemain du Sceau dans la salle de la Chancellerie ou chez le Grand Audiencier en quartier¹ : y peuvent assister, outre les deux populoitiers désignés chaque mois par les syndics, les membres du Cabinet. Les places sont ainsi fixées par l'arrêt du Conseil d'État de 1676 : du côté droit, en haut de la table, le Grand Audiencier en quartier, puis le Contrôleur Général et les deux populoitiers ; du côté gauche le Doyen, les procureurs et autres officiers. La taxe des lettres est faite par le Grand Audiencier, et contrôlée par le Contrôleur Général. L'émolument en est versé entre les mains du Trésorier du Sceau, ainsi que les deux registres du populo, qui y restent jusqu'à la confection des dites bourses.

Diverses délibérations de la Compagnie au XVIII^e siècle vinrent rappeler aux secrétaires désignés que l'assiduité au sceau était leur premier devoir². Ainsi, en 1695, quelques-uns proposent, « comme la chose la plus utile pour la Compagnie est l'assiduité des officiers nommés pour le populo », de choisir d'autres membres encore pour y assister. En 1697, en raison des abus, on décide d'établir une feuille de présence que doivent signer les membres présents, et qui est tenue par les syndics : les absents sont frappés d'amende.

De même, afin de veiller au maintien des droits de la Compagnie à la Chancellerie du Palais, les syndics

1. Notons que les lettres scellées étaient mises dans un coffre à quatre clefs, tenues respectivement par un Maître des Requêtes de l'Hôtel, un Grand Audiencier, un Contrôleur, et les secrétaires du Roi, afin que chacun fût sûr de la régularité des opérations.

2. La Compagnie attachait une grande importance à rétribuer ses populoitiers, dont la tâche était pénible et devait être bien remplie. Aussi continuait-elle à les rétribuer jusqu'en 1791. On avait proposé le 20 juillet 1790 de ne plus le faire, en raison du vide des coffres, mais la Compagnie repoussa la décision jusqu'en décembre.

nommaient tous les mois parmi les anciens quatre reviseurs pour y contrôler le sceau : le premier voyait la qualité et la taxe des lettres, qu'il passait au second si la taxe était bien faite ; le second les paraphait, le suivant datait et scellait et le dernier mettait son nom au dessous du scellé. Telles étaient les règles qu'avait fixées en 1711 le Chancelier, à qui le Cabinet avait dû demander de bien vouloir rappeler le règlement de 1672 et de tenir la main à son exécution.

Mais là ne s'arrêtait pas le rôle financier de la Compagnie. Restait l'opération la plus délicate, la confection des bourses, qui avait lieu chaque trimestre, un mois au plus tard avant la fin de chaque quartier. Quand des difficultés particulières se produisaient, le Contrôleur Général pouvait intervenir dans cette confection. Mais, en principe, il y était procédé par le trésorier seul, sous le contrôle des membres du Cabinet et de divers officiers de la Chancellerie. L'opération était d'ailleurs d'autant moins aisée qu'il fallait distinguer entre plusieurs bourses, au regard desquelles les droits des divers officiers étaient différents.

A la fin du ^{xiv}^e siècle existent déjà deux bourses. La première, qui est l'ordinaire et l'ancienne, date de longtemps. Depuis que l'on se sert de cire et de sceau, en effet, le Chancelier en a fait part à ses secrétaires, sur toutes les chartes, lettres civiles et de procédure : c'est la seule bourse à laquelle le Roi participe. Quant à la seconde, elle est formée du droit de signature, permis sur les chartes de collation — c'est-à-dire de grâce — et non sur les autres lettres : il a été transformé en bourse en 1389 : *Quod ex nunc in posterum atque in perpetuum omnes collationes cartarum, per nos ac singulos nostrorum signandarum, sive jus collationis quod in eisdem cartis ab olim percipimus, et nunc habere debemus et habemus, erunt inter nos communes* »¹. L'émolument en est reçu par les députés des secrétaires, et, en 1406, vient s'y

1. En 1371 on avait déjà proposé une telle solution, mais la majorité s'y était opposée, celle-ci devant favoriser ceux qui n'étaient pas présents.

ajouter celui du sceau des lettres criminelles, ces deux droits formant la bourse de collation¹.

Au xvi^e siècle les règlements de 1552 et de 1561 viennent confirmer cette organisation, qu'avait définitivement fixée l'assemblée du 6 mai 1496, tenue en la présence et de l'avis de l'archevêque de Reims, Chancelier de France, Robert Briçonnet. D'autre part, les lettres du 12 février 1551 créant 20 audiençiers en la Chancellerie accordent à ces derniers des bourses semblables à celles des secrétaires grands boursiers². Au xvii^e siècle, d'autres encore prennent part à ces bourses, et c'est un sujet de multiples conflits entre les intéressés, maîtres des requêtes, audiençiers et contrôleurs des diverses chancelleries — d'autant que de nombreux droits nouveaux, entrant dans l'émolument des bourses, sont accordés aux uns et aux autres.

Le règlement de 1672 vint apporter à ce régime de notables simplifications. Des émoluments perçus par le Trésorier du Sceau devaient être d'abord distraits les frais de cire et de visa, certains droits des officiers en quartier, ceux des petits officiers de Chancellerie, qui étaient arrêtés par un état de distribution du Chancelier, ainsi qu'un revenu de 75 livres par quartier pour les Célestins, « au lieu d'une bourse dont ils (avaient) accoutumé de jouir sur la Grande Chancellerie ». Du surplus était composées 280 bourses égales, remplaçant les anciennes et portant le nom nouveau de bourses de signature, destinées : une au Roi, une au Chancelier, une au corps des Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, cinq à chacun des quatre Grands Audiençiers, et trois à chacun des quatre Contrôleurs Généraux, une à chacun des quatre Gardes des rôles, et une pour les deux Tréso-

1. Le fait d'y participer ne donnait pas d'ailleurs la qualité de boursier : boursiers et gagiers y avaient en effet part égale, alors que les boursiers seuls avaient droit à la bourse ordinaire.

2. Après de multiples discussions, au xiv^e siècle, pour savoir si les bourses seraient ou non égales, on avait décidé que les vingt plus anciens notaires seraient grands boursiers, les vingt suivants moyens boursiers et les vingt derniers petits boursiers. En 1496, le grand boursier à 12 sols là où le moyen a 9 sols et le petit 6 sols. En 1638 les grands boursiers ont environ 2.000 livres et les autres à proportion.

riers du Sceau, enfin les 240 autres aux secrétaires du Roi¹.

Ce système subsistait encore en 1791 : mais en janvier 1698 était venue s'adjoindre une nouvelle bourse, celle de l'honoraire, formée des émoluments de divers droits plus récents, et pour laquelle la Compagnie nommait tous les ans un trésorier particulier, chargé de sa répartition². C'était une suite de la bourse de signature, dont la confection avait lieu en la chancellerie du Palais, avec deux rôles, l'un pour la Compagnie, l'autre pour les officiers de la Grande Chancellerie.

La confection des bourses une fois terminée, restait à les partager entre notaires, et l'opération ne laissait pas d'être fort longue. Les confrères apparaissaient parfois peu empressés, si bien que les rôles — prêts environ six mois après la fin de chaque quartier — demeuraient fort longtemps sans être déchargés, et que la comptabilité en devenait très difficile. En 1669 l'ancien collège avait décidé qu'au bout de cinq ans il y aurait prescription, et qu'il serait fait bourse des fonds que les intéressés n'auraient pas touchés. En 1715 et 1720, diverses délibérations de la Compagnie montrent que les mêmes abus se reproduisaient et qu'elle songeait à y remédier³.

Cet exposé schématique des intérêts financiers des secrétaires du Roi, quoique fort incomplet, suffit sans doute pour montrer avec quel soin la Compagnie devait y veiller. Elle fut d'autre part amenée bien souvent à engager des opérations financières d'une très vaste ampleur, mais dont les buts apparaissent tout différents. Avant de les exposer avec tout le détail qu'elles méri-

1. Il ne semble pas que les bourses des secrétaires du Roi fussent encore égales, puisque les seuls secrétaires habitant Paris étaient mis sur les listes de signature et de l'honoraire. Ils devaient pour cela témoigner d'un bail notarié de 600 livres, datant d'une année au moins, et du paiement de la capitation à Paris. En 1789, la valeur d'une bourse était de 1400 livres environ pour les secrétaires habitant Paris, et 1000 pour les autres.

2. La délibération du 13 avril 1779 décida de ne plus en nommer, le trésorier ordinaire devant désormais en faire les fonctions. Les droits de l'honoraire s'ajoutaient à certains droits de chancellerie, mais ne pouvaient excéder 200 livres pour un acte. C'est à ce chiffre par exemple qu'ils se montaient pour une érection de duché-pairie.

3. V[2] 56.

tent, il nous faut montrer que le heurt des intérêts divergents de chaque ordre de secrétaires du Roi, joint à la méfiance naturelle à ceux dont les droits financiers se trouvent gérés par autrui, fut la cause, à l'intérieur même de la Compagnie, de fréquents et parfois graves dissentiments dont on retrouve l'écho tout au long de son histoire.

CHAPITRE V

DISCORDES INTESTINES

Au ^{xiv}e siècle déjà les notaires du Roi apparaissent parfois en lutte les uns contre les autres. En 1389, c'est à la suite de longues dissensions que le droit de collation est transformé en bourse. Au début du ^{xv}e siècle les secrétaires sont en discussion avec les notaires, qui ne leur font pas part des bourses, et prétendent avoir les mêmes droits qu'eux, sans commission particulière du Roi. Les litiges entre les boursiers remplissent enfin ce siècle : ils sont heureusement terminés par la délibération de 1496, qui fixe les règles qui devront désormais présider à la confection de ces bourses.

Mais c'est surtout entre 1570 et 1672, en raison même des multiples créations de charges nouvelles, que la vie interne de la Compagnie, divisée en plusieurs collèges, apparaît particulièrement troublée. L'histoire détaillée en serait cependant d'autant plus fastidieuse que chaque nouvel édit entraînait à peu près toujours les mêmes conflits. D'abord les secrétaires anciens, craignant de voir leurs privilèges diminuer avec le nombre des privilégiés, s'opposaient à la vérification des lettres royales. Celles-ci une fois enregistrées, ils s'opposaient à ce que les nouveaux secrétaires entreprissent sur leurs fonctions et jouissent de leurs privilèges : il fallait pour cela de nouvelles déclarations du Roi. Enfin l'ancienneté différente des secrétaires entraînait de multiples querelles de préséance, qui étaient portées tant devant le Conseil du Roi que devant des arbitres¹.

1. On peut citer parmi ces arbitrages, assez rares d'ailleurs, la sentence rendue entre le collège ancien et les autres collèges, concernant les accrois-

Ces querelles concernaient parfois de très minimes prérogatives — telle celle de porter les cierges à la Chandeleur et torches à la Fête-Dieu. En 1668, les quatre collèges autres que les Six-Vingts avaient demandé à les porter conjointement avec le collège ancien. Celui-ci décida le 12 mai qu'ils seraient portés séparément, « attendu que, la Chandeleur dernière, (les autres) avaient porté les cierges séparément et sans en avoir averti la Compagnie, et qu'on n'aura aucune communication avec eux, sinon dans les affaires qui regarderont en commun toutes les compagnies »¹.

Parmi ces procès un seul paraît du point de vue général présenter quelque intérêt. Il mit en présence de 1627 à 1635 les secrétaires des Finances du collège des 36 et les secrétaires des quatre autres collèges, les premiers reprochant aux autres d'empiéter sans titre sur leurs fonctions et prérogatives. « Depuis quelque temps, disaient-ils, les défenseurs se sont ingérés de prendre en tous actes le titre et qualité de secrétaires des Finances, même de signer toutes lettres de finances et d'offices. Ce qui oblige les demandeurs, pour maintenir l'honneur et fonction de leurs charges, de s'opposer à cette entreprise ». Ils exposaient que les secrétaires n'étaient que les successeurs des anciens clercs notaires, qui avaient fini par obtenir tous provisions de secrétaires, et que l'origine des secrétaires des Finances était beaucoup plus haute — ce en quoi ils avaient incontestablement raison. Si l'émolument de la signature avait été rendu commun à tous par divers édits, il n'en saurait être de même du droit de signer, qui est tout différent : « Autrement, disaient les secrétaires des Finances, sous prétexte de ce droit de signature, les défenseurs pourraient aussi prétendre la fonction de Messieurs les Secrétaires d'État, et le pouvoir qui est attribué à la dignité de leur charge de signer seuls les lettres de commandement »².

séments de bourses des secrétaires supprimés en 1664, et vers 1668 la décision de Monsieur Mergeret, Grand Audienier, concernant certains droits disputés entre les collèges.

1. V[2] 61.

2. B. N. 4^o Fm. 29827. Ms. Fr. 16270. Ms. Morel de Thoisy 410. En 1606,

Il ne faudrait pas croire cependant que les divers collèges fussent toujours en procès. Leurs intérêts étaient sur trop de points étroitement solidaires pour que l'entente n'ait jamais pu régner. Certains d'entre eux se liguaient parfois contre d'autres, nous venons d'en donner un exemple. Dans certains procès, on les voit au contraire tous unis pour maintenir leurs droits ou leurs privilèges : ainsi, le 16 novembre 1635, leurs procureurs réunis déposent au greffe du Parlement de Paris un acte d'opposition à ce qu'aucun édit de création d'offices y soit enregistré : il s'agissait de 84 charges nouvelles de secrétaires des finances, et la délibération commune du 10 décembre les montre unanimes pour adresser leurs remontrances au Roi¹. De même voit-on vers 1670 tous les collèges unis dans le procès intenté par eux aux huit greffiers civils et criminels du Parlement de Grenoble.

Mais si parfois la paix régnait pour un temps entre les divers collèges, elle ne régnait pas toujours à l'intérieur même de chacun de ces corps — et en 1659-1660 le collège ancien apparaît déchiré par un véritable schisme, qui sépara profondément les gagers et les boursiers². Ce fut entre eux un véritable duel, à coups de libelles et de suppliques au Roi. Les premiers représentaient que leurs offices, étant à bourses et à gages, étaient les seuls véritables offices, les autres n'étant que de simples commissions sans titre et sans droits, qui n'en avaient que par usurpation, puisqu'on « ne prescrit point contre le Roi ni contre les communautés ».

les secrétaires ayant déjà essayé de signer des lettres de finances, le Garde des Sceaux Sillery avait nommé des commissaires pour étudier l'affaire, et les secrétaires n'avaient pas poursuivi leur tentative.

1. V[2] 52. Il en avait été de même lors de l'édit de création de 1622. Et les textes de diverses délibérations, conservées au carton V[2] 58 sont intéressants pour voir ce qu'étaient les relations des divers collèges : on y lit par exemple, au sujet de l'affaire de 1622, que le collège des 66 espère qu'elle aura pour heureux effet « l'union de tous les collèges, désirée de si longtemps et avec tant de passion ».

2. Le litige était fort ancien et datait de 1625. Il s'agissait de certains droits sur le sceau disputés entre eux, au sujet desquels les gagers avaient demandé qu'on ne puisse être pourvu d'un office sans avoir, unis à lui, à la fois les gages et les bourses. En 1649 on trouve sur ce point deux arrêts du Conseil privé, qui s'était saisi de l'affaire. Puis en 1659 le différend s'aigrit, et le 8 octobre les gagers présentent au Roi la requête ci-dessus résumée. B. N. 4° Fm. 29823-V[2] 60.

Sur ce, les 59 boursiers rédigent une réponse au libelle qu'a fait paraître Angran au nom de quelques gagers¹. Ils y font valoir notamment que leur institution est aussi vieille que la Monarchie, et que le Roi, chef souverain de la Compagnie, est au membre des bourses. Puis, à grand renfort de textes, ils cherchent à montrer qu'ils sont véritablement les successeurs des secrétaires d'ancienne création, et que les gagers, sans certitude dans leur nombre, « n'étaient auparavant un siècle que des secrétaires honoraires, sans fonctions, au nombre desquels on ne prenait pas garde », souhaitant que, « les esprits se trouvant détrompés des illusions de ce mauvais confrère, qui n'a su pis faire que de rompre le lien de paix entre les deux membres dudit collège ancien, l'équité maintiendra lesdits secrétaires boursiers dans la préséance dudit membre² ». Sur ce, réponse des gagers, dont une phrase nous semble particulièrement bien tirer la conclusion de tout le différend : les gagers commencent, en effet, par y constater que « les procès, comme les grands embrasements, sont ordinairement plus petits en leur origine que dans leur cours »³.

La lutte cependant continuait de plus en plus ardente. Les boursiers répandent une *Exposition claire et fidèle du litige*, dans laquelle ils demandent l'arbitrage du Chancelier : « Aujourd'hui que nous sommes affligés du plus cruel schisme qu'on ait encore vu entre confrères, lui disent-ils, le sujet de nous consoler est extrême dans l'espérance d'avoir pour pacificateur le plus grand Chancelier qui fut jamais..., dont la haute vertu surpasse autant celle des hommes les plus extraordinaires que cette suprême dignité, par laquelle vous êtes la bouche et la voix de notre Souverain, vous élève sur tous ceux qui ont en dépôt la distribution de la justice ». Se souvenant sans doute de la parole de l'Écriture, *πασα βασιλεία ἐφ'ἑαυτὴν διαμερισθεῖσα ἐρημοῦται, καὶ οἶκος ἐπὶ οἶκον πίπτει*, — *omne regnum in seipsum divisum desolabitur, et domus*

1. B. N. 4° Fm. 29826.

2. B. N. 4° Fm. 29829.

3. B. N. 4° Fm. 29822.

supra domum cadet — ils craignent que toute l'affaire ne tourne à la ruine du collège : « Que deviendra pour lors le collège ancien du nombre des Six-Vingts ? Ces deux membres si bien distingués et ayant divers entretene-ments ? Ces trois classes de boursiers, si bien ordonnés en grands, moyens et petits ? Tout cela, au seul souffle des gagers, passera-t-il *de rerum natura quo non nata jacent* ? Bon Dieu, quel désordre, quelle confusion ? »¹.

C'était aussi l'avis des gagers, qui en réponse font paraître une *Suite d'éclaircissements* dont le besoin ne laissait pas de se faire sentir. Ils s'y montrent d'accord avec leurs adversaires pour déplorer leurs disputes. « Vous êtes en vérité la moitié de nous-mêmes, comme nous sommes réciproquement la moitié de vous-mêmes ; que si de deux frères jumeaux l'on ne sait pas certainement... lequel des deux a été conçu le premier dans l'ordre de la Nature, nous espérons vous faire voir clairement lequel des deux a été le premier conçu dans l'ordre civil et politique de cette Monarchie ». Et ils leur conseillent de songer qu'ils sont tous « embarqués en un même vaisseau, et qu'un vaisseau est bien près du naufrage quand il est divisé² ». Il semble, en effet, qu'on ne puisse mieux tirer la conclusion d'un tel différend qu'en faisant cette réflexion que, de ces deux jumeaux qu'on appelle les boursiers et les gagers du collège ancien, on ne saurait avec justice dire quels sont les plus anciens, et qu'ainsi cette discussion apparaît parfaitement vaine.

L'union des secrétaires en 1672 devait éteindre ces querelles. Mais il n'en faudrait pas conclure que la vie de la Compagnie n'ait été au XVIII^e siècle qu'union et harmonie. Après 1750, en effet, un vent de fronde souffle parmi les confrères, de nombreux secrétaires se plaignant de l'omnipotence du Cabinet et du peu de pouvoirs laissés à l'assemblée générale. Les raisons d'une telle évolution sont évidentes, et une Compagnie aussi nombreuse ne pouvait se gouverner elle-même. Mais à la fin du XVIII^e siècle les pouvoirs de l'assemblée apparaissent

1. B. N. 4° Fm 29824.

2. B. N. 4° Fm 29823.

singulièrement restreints¹. Lors des réunions tenues pour recevoir de nouveaux membres, la Compagnie entérine purement et simplement le rapport qui lui est lu. Les assemblées du 6 mai sont précédées par une réunion du Cabinet, qui se tient la veille pour préparer les décisions à prendre, et désigner les officiers qui seront présentés le lendemain aux suffrages des confrères ; ceux-ci n'ont plus dès lors qu'à homologuer les délibérations de leurs officiers.

D'autre part ceux-ci restent de plus en plus longtemps en fonctions. On peut sans doute citer au ^{xvii}e siècle des officiers qui veillèrent de nombreuses années sur les destinées du corps : tels Guillebert, qui fut procureur du collège des 66 de 1641 à 1653, et Berryer, à qui une délibération du 25 avril 1676, homologuée par un arrêt du Conseil, accorda le privilège de demeurer perpétuellement premier syndic. Mais, dans ce second cas tout au moins, il s'agissait de récompenser des services éminents². Au ^{xviii}e siècle, au contraire, de tels faits deviennent presque la règle : les premiers syndics restent souvent en fonctions six et sept ans, certains trésoriers comme Hémart restent vingt ans, et l'on voit Tisset, procureur en 1773 et premier syndic en 1782, être encore en fonctions en 1790. Ainsi s'affirme de plus en plus une omnipotence du Cabinet, contre laquelle protestent quelques secrétaires du Roi.

A dater de 1765, ce désir de certains de changer les statuts et les usages de la Compagnie semble vouloir s'exprimer par des essais de réforme. Le 30 avril 1768, d'aucuns déclarent que le règlement de 1672 oblige la Compagnie à élire chaque année deux nouveaux syndics, et qu'il convient, pour empêcher les abus, de revenir à la

1. Quelquefois d'ailleurs c'était l'assemblée elle-même qui s'en remettait au Cabinet de certaines affaires dont elle aurait pu connaître.

2. Signalons aussi que La Vrillière fut maintenu dans sa place de Doyen, même lorsqu'il eut transmis son office au marquis de Châteauneuf, son fils. Mais il s'agissait d'un Secrétaire d'État ; et c'était là un tel honneur qu'il faisait à la Compagnie que lorsqu'il l'avait accepté, Berryer, « animé par les marques de joie qui paraissaient sensiblement dans les yeux de la Compagnie (prit) occasion de témoigner... combien elle chérissait l'honneur de l'avoir toujours à sa tête ». V[2] 62.

stricte observation de ce règlement. Les autres prétendent que la Compagnie est entièrement maîtresse de ses délibérations, et l'avis contraire n'obtient que 20 voix sur 100 opinants. Le 6 mai 1769, à l'occasion d'une discussion financière, un membre propose, pour étudier la question, de nommer dans les colonnes des commissaires qui en feraient rapport, ce qui revient à empiéter sur les fonctions des syndics : le Doyen proteste, et 175 voix contre 48 lui donnent raison¹.

En 1774, l'effort des novateurs se porta vers une autre prérogative qu'assumait le Cabinet : le choix des six députés qui devaient assister au sacre du Roi, « au-dessous des pairs ecclésiastiques, du côté de l'Epître ». Ils font remarquer le 20 juin que c'est là le rôle de l'assemblée, qui n'y déroge que par déférence pour ses officiers, et le procès-verbal de la séance est rédigé de telle sorte que les droits de l'assemblée sont affirmés. A la réunion du 20 février 1778, un confrère propose d'employer le scrutin pour toutes les décisions de la Compagnie, ce qui permettrait plus de silence et de régularité : 88 voix se prononcent pour l'ancien usage, 64 contre. Le 28 juillet, l'assemblée étant réunie pour nommer un greffier, un secrétaire se lève pour demander qu'à l'avenir les officiers soient tenus de présenter trois candidats pour chaque fonction ; sinon l'assemblée a d'autant moins le choix que, les membres du Cabinet opinant les premiers, nul n'ose se prononcer contre le candidat qu'ils désignent. Il n'obtient pas gain de cause, mais on peut constater par les quelques scrutins que nous avons retracés que le nombre de ceux qui voulaient réformer les usages allait croissant². L'époque révolutionnaire, en bouleversant

1. V[2] 72 et V[2] 73. Il est à remarquer que, pour les questions importantes, on voit apparaître à cette époque de véritables scrutins. C'est là l'indice d'une importante évolution et le signe d'un nouvel état d'esprit, d'ailleurs assez conforme aux idées du XVIII^e siècle.

2. A cette date se place un incident assez caractéristique, qui illustre bien les abus qui se produisaient. Le 10 août 1779, le doyen Le Bœuf déclare qu'il estime injurieux pour le trésorier le fait qu'il doit subir tous les mois la vérification de ses comptes et l'exhibition de sa caisse. Il avait été lui-même trésorier et devait rendre son compte, mais préféra démissionner plutôt que de le faire. Malgré ses protestations nombreuses, et son refus de présenter les pièces justificatives, il dut cependant s'y résoudre sur les injonctions de toute la Compagnie. V[2] 74.

toutes les traditions, devait permettre à leurs idées de s'affirmer et de triompher.

En 1789, les novateurs adressent à cet effet des mémoires au Garde des Sceaux, et le 7 mai un membre écrit à la Compagnie : « Il y a plusieurs membres de notre Compagnie qui voient avec peine l'espèce de confusion, j'oserais dire l'irrégularité de nos assemblées. Il semble que nous n'y soyions appelés que pour dire « même avis » et nous retirer. Il n'y a peut-être que notre Compagnie dans le monde où l'on soit si constamment du même avis, et où l'on soit si peu d'accord ; car lorsqu'il s'élève une question, plusieurs donnent leur avis à la fois, sans s'embarrasser s'ils sont entendus, et sans écouter celui des autres ; mais à la fin tout le monde est du même avis ». Le 5 février 1790, Le Bègue, faisant fonctions de Doyen, essaye de montrer aux réformateurs que tenter de modifier les statuts de la Compagnie en une période aussi troublée risque de la faire disparaître. « Régénérer la Compagnie, dit-il, quelle entreprise et dans quel temps ! Dans un temps où son existence est précaire, où les circonstances demandent le silence ?..... Ne nous livrons donc plus à des agitations nouvelles ».

C'était la sagesse. Cependant, le 6 mai, on agite à nouveau la question des élections et Artaud obtient après une grande discussion la permission de lire un mémoire à ce sujet. Le lendemain, il poursuit son exposé et appuie son opinion sur celles de Rousseau et de l'abbé de Saint-Pierre, et sur Montesquieu, qui dit dans l'*Esprit des Lois*, livre II, chapitre II : « dans une aristocratie, les suffrages ne sauraient être trop secrets ». Après une discussion longue et confuse sur les mérites respectifs du scrutin et de l'appel nominal, l'assemblée décide que désormais les élections se feront au scrutin secret. C'était là une grave atteinte à la tradition, une modification profonde de son organisation séculaire.

Mais la Compagnie elle-même allait disparaître, et les novateurs n'avaient obtenu qu'une victoire sans lendemain. On peut cependant remarquer que sa vie avait été traversée jusqu'à son dernier jour par de nombreu-

ses dissensions. Mais celles-ci ne furent jamais irréparables : « *frequentes inter eos oriuntur controversiae, sed nunquam irreparabiles* », ainsi que le dit Monsieur Spont. Les secrétaires savaient trop bien que leurs intérêts respectifs étaient solidaires. Au surplus ne formaient-ils pas une confrérie, et la charité n'était-elle pas la première de leurs vertus ?

TITRE III

Les opérations financières de la Compagnie

PRÊTS AU ROI ET EMPRUNTS PUBLICS

Les chapitres précédents ont montré de combien de privilèges les Rois avaient comblé leurs secrétaires. Il ne faudrait pas cependant voir dans cette attitude un simple effet de la générosité Royale, et l'histoire montre que les princes n'y consentirent parfois que moyennant diverses compensations pécuniaires dont l'État, souvent pauvre, avait toujours besoin. Les lettres du 19 octobre 1406 indiquent que c'est ainsi que certains notaires obtenaient le dédoublement de leurs charges. Au xvi^e siècle, les secrétaires se voient de la même manière concéder le droit de survivance.

Mais le Roi sut demander à la Compagnie de ses secrétaires des secours plus directs, et les exemples en sont particulièrement nombreux dans les trois derniers siècles de l'Ancien Régime. Auparavant, en effet, les documents ne nous donnent qu'un exemple d'emprunt fait auprès de la Compagnie ; en mars 1468, le Roi demanda au collège un prêt de mille écus d'or parisis, et la somme fut fournie par certains notaires. Pour les rembourser, une délibération de la Compagnie en date du 19 avril décida de réclamer le demi-marc d'or aux débiteurs qui ne s'étaient pas encore libérés, et d'imposer d'office les autres secrétaires en leur délivrant des reconnaissances de dette. Le Roi remboursa le prêt entre 1471 et 1475¹.

1. V[2] 76.

Au xvi^e siècle, les emprunts apparaissent déjà plus nombreux. En 1518, les secrétaires prêtent au Roi 6.000 livres, et on leur constitue par devant notaire une rente de 300 livres. Le 10 avril 1550, le Roi leur rembourse diverses avances à lui faites au cours des années précédentes, et montant à 2.000 écus d'or. Dans les années qui suivent, l'aide financière accordée au Roi par ses secrétaires n'apparaît plus principalement sous cette forme simple de l'emprunt avec constitution de rentes, remboursé à court terme. A dater de 1570, le Roi crée en effet quantité d'offices dont il bat monnaie, en leur assignant des gages, et les secrétaires existant, pour obtenir le maintien de leurs privilèges, offrent au Roi de lui verser une indemnité en échange de laquelle leurs gages seront augmentés d'autant, et l'édit de création révoqué.

Ainsi, le 2 mars 1571, la Compagnie offre 120.000 livres pour que le Roi annule l'érection de 40 charges nouvelles — et Henri III ayant créé encore 14 et 16 offices de secrétaires du Roi, elle porte en 1582 son offre à 270.000 livres. Le Roi accepte la soumission de ses secrétaires, et révoque ses créations antérieures par l'édit du 23 juillet 1582, qui suit presque immédiatement le contrat en bonne et due forme passé entre le Roi et ses secrétaires. Les conditions dans lesquelles celui-ci était intervenu sont d'ailleurs extrêmement caractéristiques des rapports du Roi et de la Compagnie. A la signature dudit acte, le 14 juillet, étaient présents : « Messieurs Révérendissimes et Illustrissimes Charles, Cardinal de Bourbon, René, Cardinal de Birague, Chancelier de France », Philippe Hurault, Garde des Sceaux, Amyot, Évêque et Grand Aumônier, le Président de la Chambre des Comptes et d'autres personnalités. Puis le contrat fut ratifié par le Roi d'une part le 22 juillet, et par la Compagnie le 25 juillet — ensuite de quoi il fut vérifié au Parlement, à la Chambre des Comptes et à la Cour des Aides. Alors seulement et non plus tôt eut lieu le versement prévu et le collègue put jouir de ses droits. On voit par là qu'il s'agissait d'un véritable traité, qui inter-

venait entre les deux parties sur un pied d'entière égalité¹.

Au XVII^e siècle, on rencontre de nombreuses conventions du même genre, notamment au moment des guerres. La liste en serait trop longue, et il sera suffisant d'en citer les principales et les plus caractéristiques. L'édit de juillet 1622, créant 74 charges, donne lieu à une longue discussion, les secrétaires offrant 800.000 livres, et le Conseil du Roi demandant un million. La Compagnie cède, mais le Roi doit accorder quelques droits supplémentaires, qu'il promet d'inclure dans un prochain édit : cependant il ne donne qu'une déclaration en ce sens, contre laquelle la Compagnie proteste, la jugeant moins avantageuse². Les lettres portant révocation de l'édit antérieur montrent d'ailleurs que le Roi avait recherché récemment « du secours à diverses fois en la bonne volonté de ses amés et féaux secrétaires..., ceux de l'ancien collège et de celui des 54 ayant financé.... l'année 1621 la somme de 450.000 livres »³.

Lors de la Fronde et au cours de la longue guerre que termina le traité des Pyrénées, les secrétaires du Roi furent maintes fois sollicités d'apporter des fonds aux coffres publics. Ils sont même obligés, en 1648, de verser plus d'un million pour que le Roi rétablisse divers quartiers de leurs gages, qui leur sont dûs⁴. A cette occasion, la Compagnie rappelle toutes les sommes qu'elle a prêtées depuis dix ans à l'État et par lesquelles elle a « contribué aux nécessités de l'État jusques à dix millions, qui en ont incommodé et appauvri un grand nombre ». Aussi, trop pauvre, elle ne peut en 1655 empêcher la nouvelle création de 46 offices pas plus qu'elle n'avait pu empêcher celle de 1635.

En 1661, la Compagnie donne 258.600 livres pour que

1. V[2] 57.

2. Ms. Morel de Thoisy 171.

3. Les termes de ces lettres sont intéressants, en ce que le Roi y disait expressément que la création n'avait eu pour but que de lui assurer des recettes destinées à la guerre contre les protestants. L'augmentation de gages fut à cette date de 64.000 livres.

4. Le 14 juin 1659, la Compagnie doit verser dans des conditions toutes semblables plus de 500.000 livres (pour leur part les 54 versent 84.457 livres, et les 20 de Navarre 30.305 livres 4 s.).

soient supprimées 72 charges. Lors du grand édit de révocation d'offices de 1664, elle donne plus de trois millions, et, huit ans plus tard, contribue de même à la nouvelle suppression. C'était là de sa part un gros effort financier, et il est assez remarquable de constater qu'à cette époque la Compagnie ne faisait appel qu'à ses membres pour trouver de telles sommes, contrairement à ce qui devait avoir lieu au XVIII^e siècle. Jusqu'en 1672 en effet on ne rencontre que fort peu de constitutions de rentes faites dans le public, et encore ne semblent-elles pas corrélatives à des emprunts consentis au Roi, mais destinées par exemple à acheter certains offices¹.

Non seulement d'ailleurs la Compagnie est souvent amenée à contribuer sous diverses formes au maintien de ce que nous nommons l'équilibre budgétaire, mais le Roi la convie parfois à encourager certaines affaires d'importance nationale : ainsi en mars 1665 Colbert lui témoigne du désir de Louis XIV de voir les collègues mettre en commun une certaine somme pour le commerce des Indes Orientales, et elle offre cent mille livres. La Compagnie devait d'ailleurs suivre d'assez près l'activité de la société, à l'administration de laquelle ses procureurs semblent avoir collaboré. Elle n'en retira cependant pas grand avantage pécuniaire, puisqu'en 1678 elle n'avait encore touché aucun intérêt et semblait craindre pour son capital.

Les guerres de la fin du règne de Louis XIV devaient permettre encore aux secrétaires du Roi de montrer leur zèle pour le bien public. En 1677 la Compagnie offre un million contre des augmentations de gages ou des rentes sur l'Hôtel de Ville, pour les dépenses de guerre, et est remboursée deux ans plus tard. A partir de 1688, les secours qu'elle apporte au Roi changent de caractère². Le

1. La Compagnie les remboursait en retenant chaque année une certaine somme sur les gages des secrétaires.

2. On peut remarquer qu'entre 1550 et 1789 l'aide apportée au Roi par la Compagnie ne l'est pas toujours sous la même forme. Au début il s'agit le plus souvent de créations d'offices, au XVII^e siècle ce sont surtout des augmentations de gages que prend le corps, puis il s'agit de véritables prêts au Roi avec en contre-partie des emprunts publics. Cette observation n'apparaît fondée néanmoins que si on envisage ces opérations dans leur ensemble, ainsi que le montre ce chapitre.

crédit de l'État est faible, celui de la Compagnie encore inattaqué : le Roi demande alors souvent des prêts à ses secrétaires, les autorisant en contre-partie à émettre dans le public des emprunts jusqu'à concurrence d'une partie ou du total de la somme fixée. Ils reçoivent en garantie des assignations de recettes ou des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, qu'ils semblent préférer comme plus sûres.

Dès lors leurs opérations financières apparaissent assez complexes. En 1688, ils empruntent un million pour le Roi, mais cela fait baisser le crédit de la Compagnie, dont les charges commencent à se vendre assez difficilement, car on ne lui a donné cette fois aucune garantie particulière. Aussi la voit-on solliciter à ce sujet le Roi et le Chancelier, mais ceux-ci décident seulement que le prêt tiendra lieu d'augmentation de finance des offices de secrétaires. En 1691, la Compagnie ne consent à se charger des 60 offices de nouvelle création, moyennant 2.880.000 livres, que si le Roi expédie en sa faveur une ordonnance de comptant de 420.000 livres, qui la couvrira d'une partie de ses charges, et elle obtient cette indemnité. Mais elle doit emprunter à nouveau un million pour acheter les charges nouvelles, et, afin de faciliter l'opération, elle accorde aux notaires qui trouveront des prêteurs une commission de 1 %.

En 1693, la Compagnie prend sur la demande du Roi des augmentations de gages, chaque confrère y contribuant pour sa part, et elle-même n'empruntant que pour ceux auxquels leur fortune ne permet pas d'acquérir immédiatement ces augmentations ; elle se remboursera ultérieurement sur leurs gages¹. L'année suivante, elle se charge des offices qui viennent d'être créés pour deux millions dont elle emprunte la moitié². Au cours de la

1. A cette époque, le Roi se montre particulièrement satisfait du zèle de la Compagnie, qu'il se fait présenter à Versailles, lui disant « que le secours venait à propos au commencement de la campagne, qu'il s'en ressouviendrait et serait bien aise de donner à la Compagnie en toute occasion des marques de son estime et de son affection ». V[2]65.

2. Les 50 charges alors créées furent supprimées, en 1697, les trois cents secrétaires réservés ayant offert 5.750.000 livres pour les rembourser. De même, en 1704, la Compagnie doit donner au Roi 2.800.000 livres pour éviter la création de 50 offices nouveaux, et en emprunte une partie, n'ayant pas encore fini de payer les augmentations de gages de 1703.

guerre de Succession d'Espagne, la Compagnie verse encore plusieurs millions aux coffres du Roi, dont 2.430.000 livres en 1701 et autant en 1703, contre des augmentations de gages et rentes sur la Ville au denier 16. Elle doit alors émettre d'assez nombreux emprunts, tantôt au denier 18, tantôt au denier 16, hypothéquant les charges des confrères, ainsi que leurs gages et les nouvelles augmentations de gages accordées par le Roi, sans compter tous les petits emprunts à court terme qu'elle effectue par billets payables trimestriellement.

Le détail de ces opérations assez complexes ne nous semble pas utile à retracer dans cette étude d'ensemble de ce que fut la Compagnie des secrétaires : nous venons au reste de donner les modalités principales qu'elles revêtent et continueront de revêtir au cours du siècle¹. On peut cependant signaler qu'en 1704, vu la rareté de l'argent, la Compagnie dut porter à 2 % la commission accordée à ses intermédiaires, les payeurs de rentes de l'Hôtel-de-Ville donnant 26 livres pour 1.000 aux notaires qui leur fournissaient des prêteurs. En 1707, on voit encore les secrétaires employer leur crédit pour le compte du Roi, et il semble qu'on peut évaluer à près de onze millions le total des sommes empruntées par eux auprès du public entre 1688 et 1715². Si on tient compte des fonds versés directement au Trésor Royal par les secrétaires eux-mêmes, et si l'on considère qu'en 1714 par exemple il leur était dû cinq années de gages en retard, on doit constater qu'ils surent contribuer très efficacement aux dépenses extraordinaires nécessitées par les hostilités.

Le XVIII^e siècle devait être également marqué pour la Compagnie par des opérations financières d'une très vaste ampleur. D'abord elle transforme, sur l'autorisa-

1. Mss. Fr. 11134, 11135, etc... V[2] 53 et V[2] 56.

2. B. N. F^o F. 15570. En mars 1715 encore, la Compagnie donne au Roi 6.800.000 livres, dont la moitié doit être empruntée. Mais il faut pour trouver des prêteurs accorder aux intermédiaires une commission de 10 %, limitée d'ailleurs pour les grosses souscriptions. Il est au surplus assez intéressant de suivre, en comparant les divers taux des commissions accordées, les variations du crédit de la Compagnie. En 1715 une ordonnance de 400.000 livres fut accordée à la Compagnie comme indemnité.

tion du Roi, une grande partie de ses augmentations de gages en rentes sur l'Hôtel-de-Ville. Puis, afin de ne pas en être trop chargée, elle décide le 31 mai 1715 d'obliger les récipiendaires à acquérir de ces rentes lors de leur réception, à concurrence de 4.000 livres — chiffre abaissé à 2.000 livres pour les fils de secrétaires du Roi¹.

Mais à cette date le taux de l'intérêt a déjà baissé. En 1713, les rentes sur l'Hôtel ont été converties du denier 20 au denier 25, et la Compagnie songe dès lors à suivre cet exemple. Le 13 juillet 1718, l'assemblée décide la conversion au denier 24; prévoyant des résistances de la part de ses créanciers, elle autorise les procureurs à emprunter à ce taux pour rembourser ceux qui le demanderaient². D'autre part, le 31 août 1719, le Roi ordonne le remboursement de diverses rentes sur la Ville à la Compagnie, et celle-ci veut s'acquitter envers ses créanciers. Mais beaucoup ne veulent pas être remboursés, et l'opération ne va pas sans difficultés : en 1720 et 1721, il faut faire des offres réelles, et consigner les sommes par-devant notaire au Châtelet.

Dès lors, et pendant trente ans, la Compagnie n'a plus à user de son crédit pour suppléer au crédit public défaillant. Si, en 1724, elle emprunte 5.600.000 livres au denier 30, c'est pour rembourser les cent offices supprimés par édit royal : chaque secrétaire y contribue d'ailleurs pour 10.000 livres, moyennant un contrat de constitution de rentes³, et la Compagnie pour s'acquitter de ses charges suspend jusqu'en 1739 le paiement de la bourse de l'honoraire.

Ce n'est qu'en 1755 que, devant les besoins du Trésor, le Roi oblige la Compagnie à prendre 480.000 livres d'augmentations de gages, en lui permettant d'emprunter pour cela jusqu'à douze millions. Le denier 25 apparaît cependant un peu insuffisant, et la Compagnie doit em-

1. Le 4 février 1721, ce chiffre fut abaissé à 2.000 livres, et à 1.000 livres le 6 août 1732.

2. V[2] 56.

3. Beaucoup semblent d'ailleurs avoir été assez lents à verser les 10.000 livres prévues, si bien que la Compagnie doit le 7 août 1725 les menacer de les déposséder de leurs offices et d'y rétablir les supprimés.

prunter au denier 20. Mais ses finances sont maintenant rétablies, et le fonds est fourni en un mois, en grande partie par elle, alors que l'édit avait prévu un an : en témoignage de sa satisfaction, le Contrôleur Général accorde 100.000 livres d'indemnité. Un autre édit de 1758 oblige la Compagnie à faire au Trésor un versement de trois millions, moyennant quoi le ministre promet de lui accorder une indemnité proportionnelle à la perte résultant pour elle de la différence de taux entre l'emprunt fait en 1755 et les augmentations de gages reçues du Roi. Elle essaye de les emprunter, mais l'empressement tout relatif du public la force à faire elle-même la moitié des fonds.

Dans les années qui suivent, le crédit de la Compagnie baisse, en raison même de la différence ci-dessus signalée entre le dernier 20 qu'elle donne à ses créanciers et le denier 25 selon lequel le Roi lui paye ses gages. Alors que chaque année elle est de ce fait en déficit de 67.000 livres, elle n'obtient qu'à grand'peine 80.000 livres d'indemnité entre 1763 et 1767. Elle réclame auprès du Contrôleur Général, qui se déclare incompétent et la renvoie à la Chambre de l'Édit : celle-ci estime ne pouvoir en connaître et lui conseille de s'adresser au Roi. Cependant ce sont les secrétaires eux-mêmes qui en 1769, pour faire face aux engagements pris à la place de l'État, doivent faire un fonds de 75.000 livres. Un an plus tard, un édit de février 1770 vient augmenter de 40.000 livres la finance de leurs offices, ainsi portée à 160.000 livres.

Par délibération du 30 mars, la Compagnie décide d'emprunter en corps trois millions, pour le premier terme du paiement de la finance fixé au 16 juin. Mais l'emprunt marche mal, et comme le 15 mai 886.000 livres seulement ont été versées, un arrêt du Conseil d'État déclare que chacun devra payer en particulier 10.000 livres sur les 40.000 livres auxquelles il a été taxé pour l'augmentation de finance. Alors s'engage une longue lutte entre le Roi et la Compagnie, la première où aucune des deux parties ne semble prête à céder, la seule où l'on voit la Compagnie, obstinée dans ses vues, ne

pas vouloir suppléer par elle-même au peu de zèle des souscripteurs. C'est qu'en fait son crédit était en jeu, et surtout le principe même d'égalité entre les confrères, sur lequel elle ne voulait pas transiger, était menacé. D'autre part il s'agissait pour l'État d'éviter une banqueroute générale, et l'abbé Terray avait au premier chef cette qualité primordiale d'un ministre des Finances qu'est la férocité.

Voici les faits. L'arrêt du Conseil d'État du 15 mai, obligeant chacun à verser 10.000 livres, autorisait ceux qui le voulaient à verser 40.000 livres, ce qui rompait l'égalité. Il était de plus conçu en ces termes un peu rudes : « Veut en conséquence Sa Majesté que la délibération prise par la Compagnie... le 30 mars dernier à l'effet d'emprunter en corps la totalité desdites augmentations de finances demeure sans exécution ». L'emprunt devait être limité à ce que ne fourniraient pas les secrétaires. Le 29 mai, une assemblée générale proteste contre les termes de l'arrêt qui sont, dit-elle, « affligeants », et tous les membres signent une requête au Roi. Quelques jours plus tard, Terray reçoit assez mal les syndics et déclare que « la résistance que la Compagnie semble vouloir apporter, loin de lui procurer les grâces qu'elle réclame, pourrait au contraire déterminer Sa Majesté à révoquer les facilités..... accordées par ses ordres pour effectuer le paiement ».

Le 16 juin, il menace la Compagnie : « Sa Majesté saura opposer à la résistance de ceux des membres de la Compagnie qui y persisteront des moyens sûrs pour l'exécution de sa volonté », et déclare que le Roi veut que ceux qui auront versé 40.000 livres « soient par ce moyen déchargés de la solidité (*sic*) de l'emprunt ». Mais c'était justement sur ce point que les secrétaires entendaient ne pas céder, et ils voulaient que ceux qui verseraient cette somme prissent, pour les 30.000 livres supplémentaires, une reconnaissance de l'emprunt émis, ce qui maintenait l'égalité. Devant ces menaces, la Compagnie décida le 20 juin d'exposer au Contrôleur Général « sa douleur et ses représentations ».

En juillet, certains versent 40.000 livres aux revenus casuels, sans que la question en litige ait été résolue. A l'assemblée du 23, parmi les 81 secrétaires qui sont dans ce cas, 14 seulement déclarent préférer la quittance de finances, les autres ne veulent pas rompre la solidarité de la Compagnie : celle-ci, se fondant sur la quasi-unanimité qui règne, demande que la finance des offices soit seulement portée à 120.000 livres. En décembre, sans que le point de droit ait été encore tranché, neuf millions ont déjà été versés aux coffres publics (dont 727.000 seulement proviennent d'emprunts). Le 16 et le 22, la Compagnie en prend prétexte pour réclamer un arrêt du Conseil d'État interprétatif de celui du 15 mai, et permettant à ceux qui auraient levé les quittances de finances de les rapporter, pour recevoir en échange des contrats de rentes sur la Compagnie ; ainsi la totale égalité et la solidarité seraient rétablies.

Mais, le 9 janvier 1771, Terray déclare que ces délibérations tendent comme toutes les précédentes « à anéantir l'arrêt du 15 mai, de l'exécution duquel Sa Majesté n'est pas dans l'intention de se départir ». Le conflit subsiste donc encore, et apparaît même à cette époque très violent. Le 26 novembre précédent, en effet, un arrêt avait annoncé la saisie des gages des secrétaires du Roi ainsi que de leurs bourses, cependant insaisissables depuis quatre siècles, ce dont la Compagnie s'était vivement plaint, disant qu'une telle mesure, « devenue publique, achève d'ôter tout crédit à ceux qui la subissent, et enlève à plusieurs secrétaires du Roi le moyen de subsister ». En juin 1771, on voit même que la Compagnie reçoit des commandements, et que divers créanciers se préparent « à fondre sur (Elle), ce qui ne pourrait produire d'autre effet que de (La) décréditer de plus en plus ».

Le conflit cependant se termina le 30 septembre 1771 par un arrêt du Conseil d'État, qui dérogeait à celui du 15 mai 1771 en fixant à 120.000 livres la finance des charges, et en autorisant un emprunt de neuf millions en nom collectif, dans lequel devaient entrer au denier 20

les sommes prêtées par les secrétaires. Ceux-ci obtenaient dont satisfaction complète, après une longue lutte dont ce résumé ne marque que les grandes lignes, et un tel fait ne laisse pas d'être assez remarquable. La Compagnie devait sa victoire à l'union qui s'était manifestée à plusieurs reprises entre tous ses membres, et qui s'affirmait encore le 9 juillet 1771, lorsqu'elle décidait par 98 voix contre 12 de maintenir sa délibération du 22 décembre précédent¹.

L'histoire financière de la Compagnie de 1772 à 1789 apparaît plus calme, et elle n'est troublée que par les difficultés de trésorerie motivées par les différences de taux entre ses dettes et ses créances². Un état de 1771 montre que, pour combler son déficit annuel, la Compagnie avait jusqu'à cette date reçu du Roi 321.000 livres et fourni elle-même 518.000 livres. A cette époque le Contrôleur Général lui promet 54.000 livres par an pour l'en dédommager, la perte annuelle étant d'ailleurs supérieure à ce chiffre. Mais en 1772 le ministre s'en décharge moyennant une compensation accordée à la Compagnie³, et décide que pour en tenir lieu les récipiendaires verseront désormais 3.000 livres à ses coffres. Mais en fait il n'y a pas assez de réceptions, et le déficit croît chaque année. Les textes montrent que jusqu'en 1790 les indemnités s'élevèrent à 1.705.000 livres, alors que les pertes atteignirent 2.309.761 livres. La différence restait dûe à la Compagnie, et celle-ci la réclama à l'Assemblée Nationale dès que celle-ci s'occupa de réformer le système financier de l'Ancien Régime.

L'art. 1^{er} du titre II du décret du 2-6 septembre 1790, sanctionné le 12, était ainsi conçu : « Toutes les dettes passives des Compagnies contractées par elles en nom

1. Les principales pièces concernant cette affaire sont dans les cartons V[2] 54 et V[2] 73.

2. Notons qu'en 1782 la Compagnie proposa au Roi un don pour contribuer à réparer les pertes récemment essuyées par la Marine française : cette offre ne semble pas avoir été acceptée.

3. L'édit de 1772 créant le nouveau marc d'or pour la noblesse y assujettissait les récipiendaires non nobles, ce dont la Compagnie fut désespérée, selon ses propres termes. Devant l'insistance des secrétaires du Roi, une nouvelle déclaration les en exempta. V[2] 54.

collectif avant l'époque de 1771 seront supportées par la Nation ». En conséquence, les quelque 25 millions dont les secrétaires du Roi étaient à cette date débiteurs passaient à la Dette Publique. D'autre part un décret du 5-13 mai 1791 décida que les augmentations de gages au denier 10 et 12, qui avaient été attribuées en 1586 et 1622 aux secrétaires du Roi et subsistaient encore, assignées sur les aides et gabelles, seraient remboursées dans l'année.

Les pertes qu'avait subies la Compagnie depuis quarante ans, et qu'elle rappelait encore le 16 janvier 1791 au Comité des Finances, ne devaient pas cependant lui être remboursées, et sa demande fut repoussée le 2 mars par le Comité de Judicature¹. Pour régler les affaires pendantes et notamment en raison des questions financières en suspens, les syndics de la Compagnie restèrent en fonctions jusqu'à sa dissolution, et même quelques mois ensuite en qualité de commissaires chargés de tous les pouvoirs². Mais à partir du début de 1791 on peut dire que les finances publiques du corps n'existent plus : ses engagements, en effet, suivent désormais le sort des dettes de l'État. La loi du 17-23 mai décida que les 23.686.000 livres encore dûes jouiraient, comme les autres dettes de la Nation, de la faculté de reconstitution. Le 17 vendémiaire an V, une résolution du Conseil des Cinq-Cents décidait d'indemniser de la déduction du cinquième les créanciers de l'ex-Compagnie des secrétaires du Roi : mais, le 3 ventôse, le Conseil des Anciens s'y opposa. Ses créanciers devaient suivre le droit commun.

1. D[VI] 10. De même fut repoussée sa demande d'indemnité pour la non-jouissance des droits du sceau et de marc d'or en 1789 et 1790. En 1789, en raison de ce fait, les bourses n'avaient été que de 889 livres, alors qu'elles étaient en moyenne de 1460 livres au cours des dix années précédentes.

2. Il s'agissait surtout des gages des secrétaires du Roi, qui étaient à cette époque de 3.800 livres par an-3.033 l. 16 s. 8 d., compte tenu de la capitation. En 1790 le Trésorier Général du Sceau, qui leur devait un million, avait suspendu ses paiements et fermé sa caisse. On le poursuivit par la voie de l'extraordinaire. L'état des gages fut enfin arrêté, et le 7 novembre 1791 la caisse leur fut ouverte. De nouvelles difficultés devaient cependant surgir, et le 29 février 1792 une assemblée des anciens secrétaires, qui semble avoir été la dernière, se réunissait pour ratifier les actes passés et renouveler les pouvoirs de ses anciens officiers.

CONCLUSION

Si l'on veut, au terme de cette étude de la Compagnie des Secrétaires du Roi, esquisser une conclusion concernant son importance dans l'histoire de l'Ancien Régime, et qu'on envisage pour cela dans une vue d'ensemble les divers aspects de son activité au cours des siècles, il semble qu'un fait principal doit dominer le jugement qu'il faut porter sur elle : c'est que la Compagnie n'apparaît pas toujours au cours de sa longue histoire avec la même physionomie. Au début, elle est avant tout une confrérie ; puis elle devient peu à peu un véritable collège administratif, et au XVIII^e siècle c'est le caractère de société financière qui semble le plus net.

Il ne faudrait pas cependant hâtivement conclure de telles observations que l'histoire de la Compagnie manque d'unité ; nous avons essayé de montrer que son caractère de confrérie a subsisté jusqu'au XVIII^e siècle, et que de même le collège a contribué, dès le Moyen Age, à aider le Roi lorsque celui-ci eut besoin de ses services financiers. Si la physionomie de la Compagnie n'est pas la même au XIV^e et au XVIII^e siècle, c'est que les circonstances ont modifié le caractère de la charge de secrétaire du Roi, et que ces secrétaires ne sont plus en 1789 ce qu'ils étaient au Moyen Age. Mais, pour être différents, sont-ils moins utiles à la chose publique ?

Au XIV^e siècle, le Roi donnait à ses clercs notaires des missions de confiance, fort distinctes de la charge qu'ils avaient à remplir normalement en la Chancellerie. La conception que le prince s'en faisait était encore assez proche de celle des premiers notaires de France,

Des secrets de nos Rois sages dépositaires.

Le développement des affaires qui passaient à la Cour du Roi obligea ensuite les princes à spécialiser leurs secrétaires dans leurs fonctions. Celles-ci, moins brillantes, n'en présentaient pas moins une singulière utilité, et si nos vieilles ordonnances ont été si bonnes « que de plusieurs autres Royaumes, pays, seigneuries et contrées sont venus gens et messagers notables pour voir, enquérir et savoir la forme et manière du gouvernement..., pour y prendre exemple et eux régler », c'est sans doute en partie à la science des secrétaires du Roi que le mérite doit en revenir.

Au ^{xvii}e siècle, deux faits semblent avoir modifié l'importance du rôle qu'ils jouent dans l'État. L'élévation des Secrétaires d'État rend par contre-coup leurs fonctions moins considérées : et, si le lustre attaché aux charges des Secrétaires d'État rejaillit sur la Compagnie, dont ils sont des membres éminents, la gloire qu'elle en tire apparaît quelque peu usurpée. D'autre part la multiplication des charges, qui ne correspondait aucunement à des besoins réels, ne pouvait manquer de les avilir. Dès lors beaucoup de notaires ne travaillent plus, et les privilèges dont ils jouissent apparaissent immérités aux yeux du public. Cependant combien d'autres remplissaient avec conscience leurs fonctions dans les bureaux de la Chancellerie, dont le labeur ignoré contribuait au bon renom de l'administration française ?

Leurs adversaires eux-mêmes le reconnaissent, et nous pouvons faire nôtre cette juste appréciation des référendaires : « Il y a (des secrétaires) qui honorent cette charge et à qui elle n'a rien donné..., il y en a au contraire que cette charge honore et à qui elle a tout donné », sans approuver d'ailleurs la phrase suivante en laquelle les référendaires déclarent, paraphrasant leur texte de façon peu aimable : « Les uns ont cette charge comme quelques imitateurs de la pauvreté évangélique ont un morceau de vieille étoffe cousu à leur robe neuve, et elle sert aux autres d'embellissement et leur est ce que Tertulien disait que le baptême est aux Juifs ». Mais pouvait-on retirer à tous les secrétaires du Roi les privilèges qu'ils

avaient autrefois amplement mérités, parce que certains d'entre eux ne s'acquittaient pas ou s'acquittaient mal de leur charge ? Certes ils apparaissent avoir été un peu âpres pour les défendre et pour en acquérir de nouveaux, et c'est parce qu'ils se trouvèrent de ce fait en lutte avec la plupart des grands officiers de l'État qu'ils ont devant l'Histoire une assez mauvaise réputation. On peut et on doit regretter une telle attitude : mais leurs adversaires, s'ils avaient eu ces mêmes privilèges, auraient sans nul doute défendu leurs droits avec la même passion. Cela prouve qu'ils étaient des hommes : qui pourrait s'en étonner ?

Au XVIII^e siècle se retrouvent les mêmes caractères. Mais le recrutement des secrétaires du Roi semble se modifier : la Compagnie accepte de plus en plus en son sein des financiers, des banquiers, des commerçants enrichis. Parmi les récipiendaires, on trouve beaucoup moins de nobles qu'autrefois, et surtout dans la deuxième moitié du siècle les grands noms de France y sont assez rares. L'assiduité à la Chancellerie devient de moins en moins la règle, et Fleury, au tome II de son *Droit Public de France*, dit des secrétaires du Roi : « Quelques-uns travaillent, les autres ne le sont que pour le titre et les privilèges, et sont financiers et riches bourgeois ». Cependant les services financiers que la Compagnie rendit au Roi à cette époque — et dont l'ampleur est attestée par les chiffres que nous avons donnés — purent être, en raison même de ce fait, considérables. Certes les secrétaires du Roi remplissent alors fort mal leurs fonctions : mais par l'aide qu'ils apportent à l'État dans un autre domaine, et que leur fortune leur permet de lui apporter même dans les temps les plus difficiles, ils semblent mériter les privilèges attachés au titre dont ils se parent. La fonction même a perdu de son importance, mais la Compagnie reste grande parce qu'elle sert bien l'État.

Il faut reconnaître que de ce point de vue elle sut se montrer digne de son passé, digne de ses traditions et de sa grandeur : et, lorsqu'on étudie tout l'effort financier

fourni par la Compagnie au xvii^e et au xviii^e siècle, les termes du mémoire qu'elle déposait le 16 novembre 1771 devant le Roi ne paraissent pas trop exagérés. La Compagnie y proclame « qu'aucun corps, qu'aucune compagnie du Royaume n'a donné au Roi des preuves d'un zèle plus vif et plus vrai. Tous les membres, dit-elle, sans être excités, sans hésiter, sans se plaindre, ont fourni de leurs propres deniers... pour remplir les engagements pris par ordre et pour le service de Sa Majesté. Ils ne l'ont pas même fatiguée de demandes de remboursement du capital ni du paiement des intérêts. Ils ont attendu dans un silence respectueux les effets de Sa bienveillance et de Sa justice. Ils le feraient encore si leurs forces épuisées leur permettaient de nouveaux efforts ».

C'est ainsi qu'au cours de leur histoire, et sous des formes différentes, adaptées à l'évolution des institutions françaises entre le xiv^e et le xviii^e siècle, les secrétaires du Roi apparaissent avoir été toujours de zélés serviteurs du Roi. N'était-ce pas là servir l'État, puisque le Roi, force, principe, pensée même de l'État, était la France elle-même ? Au surplus, ils avaient pris pour emblème un essaim d'abeilles qui suit sa Reine, et pour devise *Ducem Regemque sequuntur*. Fidèles serviteurs du Trône et de l'Autel, ils le furent sans nul doute : c'était respecter leur serment. Peut-on leur adresser un éloge plus flatteur ?

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de Paris :*

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la thèse :

OLIVIER-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS MANUSCRITS

- Archives Nationales.* — V[2] 1 à V[2] 79. C. 64, D[VI] 10, D[XI] 1, D[XVII] 8, D [XVII] 9.
- Bibliothèque Nationale.* — Manuscrits français 2833, 5896, 7501, 11135 à 11137, 14.019 à 14.022, 15.532, 16270, 18238, 18239, 18241, 18244, 25136 à 25138.
- Manuscrits Clairambault 450, 504, 745, 1321.
- Manuscrit Joly et Fleury 12.
- Manuscrits Morel de Thoisy 168, 170 à 172, 410 à 412.
- Bibliothèque Mazarine.* — Manuscrits 2628, 3329, 3330, 4399.
- Bibliothèque de l'Arsenal.* — Manuscrit 4253.

DOCUMENTS IMPRIMÉS

- P. de MIRAULMONT. — *Traité de la Chancellerie*, Paris, 1610.
- L. BEURRIER. — *Histoire du Monastère des Célestins*, Paris, 1634.
- E. GIRARD. — *Des offices de France*, Paris, 1638.
- FAUVELET DU TOC. — *Histoire des Secrétaires d'Etat*, Paris, 1668.
- A. TESSERAU. — *Histoire chronologique de la Grande Chancellerie de France*, Paris, 1710.
- Abbé FLEURY. — *Droit Public de France*, Paris, 1769.
- P.-J. GORNEAU. — *Examen historique des offices, droits, fonctions et privilèges des Conseillers du Roi*, Paris, 1777.
- L.-E. CAMPARDON. — *Essai sur les clercs, notaires et secrétaires du Roi, depuis leur établissement jusqu'en 1483, dans École des Chartes, Thèses, promotion de 1854-57.*
- COMTE DE LUÇAY. — *Les Secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, Paris, 1881.
- A. SPONT. — *De cancellariae regum Franciae officariis et emolumentis*, Vesontione, 1894.
- P. VIOLLET. — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, T. II, Paris, 1898.
- O. MOREL. — *La Grande Chancellerie royale et l'expédition des lettres royales de l'avènement de Philippe de Valois à la fin du XIV^e siècle*, Paris, 1900.

CHASSAING de BORREDON. — *Recherches sur le collège des Notaires et Secrétaires du Roi, principalement depuis 1482*, dans *École des Chartes*, *Position des Thèses*, promotion de 1905.

P. BONDOIS. — *Catalogue des Actes de François II*, dans *École des Chartes*, *Position des Thèses*, promotion de 1908.

P. VIOLLET. — *Le Roi et ses ministres dans les trois derniers siècles de la Monarchie*, Paris, 1912.

M. MARION. — *Dictionnaire des institutions politiques et administratives de la France, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923.

Bibliothèque Nationale, Factums F^o Fm. 3076, 3077, 7690, 12878 à 12880, 14064, 15563 à 15602, 16141 à 16144, 18004.

4^o Fm. 1269, 2219, 7408, 29819 à 29836, 35752.

8^o Fm. 3776.

Lf[24] 18, 22 — Fp. 914, 4766.

Réserve F. 318, Inv. F. 23620.

Recueils F. 12422, 12423, 21906, 23431, 25315.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
---------------------------	----------

TITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA COMPAGNIE

Chapitre I. Ses Transformations de 1351 à 1791	19
Chapitre II. L'Activité de la Compagnie des Secrétaires du Roi comme Confrérie	31
Chapitre III. Les Procès de la Compagnie	43

TITRE II

LA VIE INTERIEURE DE LA COMPAGNIE

Chapitre I. Ses Organes Directeurs	57
Chapitre II. L'Admission des Nouveaux Membres	66
Chapitre III. Discipline Intérieure	80
Chapitre IV. Les Finances Privées de la Compagnie	85
Chapitre V. Discordes Intestines	97

TITRE III

LES OPERATIONS FINANCIERES DE LA COMPAGNIE

Chapitre I. — Prêts au Roi et Emprunts Publics	107
Conclusion	119
BIBLIOGRAPHIE	123

IMPRIMERIE SPÉCIALE
— DE L'ABEUR —

F. BOISSEAU

34, rue du Taur, TOULOUSE

